

حکومت الاصل

EUROPE

EST ÉLU PRÉSIDENT DU PORTUGAL AVEC 61,50 % DES SUFFRAGES

Les communistes comptent s'appuyer sur les résultats des législatives pour négocier la formation d'un « gouvernement de gauche »

Une victoire logique

(Suite de la première page.)

Lisbonne. — Selon le secrétaire général du P.S., les résultats des élections permettent de tirer trois conclusions : victoire « certaine » du général Eanes ; succès « inattendus » du commandant Otelo ; « effondrement » du P.C.P. Les tentatives pour diviser les socialistes n'ont pas réussi. A-t-il déclaré. Mais, de toute évidence, les réflexions de M. Soares étaient surtout consacrées aux mauvais résultats obtenus par les communistes. Ironiquement, il a commenté l'attitude de M. Cunhal, qui, le dernier jour de la campagne, avait appelé les socialistes à voter pour le candidat du P.C.P. « Il valait mieux qu'il demande les votes des militants de son propre parti qui lui ont tellement manqué », a-t-il déclaré. M. Soares, l'unité de la gauche « telle qu'elle est proposée par le P.C.P. » aurait été décevante par l'électorat.

De notre correspondant

L'influence de la gauche révolutionnaire risque de s'étendre à l'organisation syndicale : d'autre part, le P.C.P. pour récupérer sa base sociale, peut être tenté de radicaliser ses positions. Selon lui, les résultats obtenus par les différents candidats, ainsi que leur répartition géographique montrent que « le général Eanes n'est élu que par le P.P.D., le C.D.S., et le courant social-démocrate du P.S. ».

L'ordre du jour : formation d'une coalition d'union, seraient exclus les communistes et les socialistes marxistes. « Tout ce qui dépend des rapports de force autour du nouveau président de la République », explique un officier du Conseil de la révolution. Il estime que la seule façon d'éviter que le président tombe sous l'influence des groupes d'extrême gauche, c'est de le pousser à se rapprocher de lui et à appuyer toutes ses actions qui seraient en accord avec la Constitution.

JOSÉ REBELO.

Benéficiant du soutien de trois des quatre grandes formations politiques du pays, le chef d'état-major de l'armée de terre aurait, pourtant, du mathématiquement connaître un succès encore plus net : ensemble, le parti socialiste, le parti populaire démocratique et le Centre démocratique et social avaient recueilli, à l'occasion des élections pour l'Assemblée législative, près de 75 % des suffrages. Mais le général Eanes ne pouvait pas espérer faire le plein des votes obtenus par ces trois formations le 25 avril dernier, des lors qu'un autre candidat, l'amiral Pinheiro de Azevedo, choisit sur les mêmes terres que lui, l'image politique du premier ministre était sans doute plus progressive que celle de son vainqueur. Mais dans la petite bourgeoisie portugaise, on pouvait sans aucun doute hésiter entre les deux hommes.

Toujours est-il que 14 % environ des électeurs des trois grands partis non communistes n'ont pas obéi à la consigne qui leur avait été donnée par les états-majors de voter pour le général Eanes. Il est très probable que cette indiscipline n'a pas été le fait des électeurs du C.D.S. Un certain nombre de sympathisants du P.P.D. en revanche, ont pu voter pour l'amiral, qui avait d'ailleurs cherché à obtenir l'investiture de ce parti et qui affirmait y bénéficier de certaines sympathies.

Des transfuges socialistes

Mais le gros des transfuges est venu du parti socialiste. Ce n'était pas inattendu. Le choix du général Eanes avait provoqué de sérieux remous au sein du parti, et même des cas publics de désobéissance. Certaines personnalités ou sections avaient annoncé qu'elles se prononceraient en faveur de l'amiral. Ce n'est pas la personnalité — en général respectée — de M. Eanes qui posait des problèmes à ces socialistes indisciplinés, mais ils ne voulaient pas voter pour un candidat qui bénéficiait aussi de l'appui bruyant du P.P.D. du C.D.S., ainsi que d'organisations professionnelles pour le moins conservatrices, comme la Confédération des Industriels et la Confédération des agriculteurs portugais.

Le général Eanes a déjà annoncé qu'il appellerait M. Soares à former un gouvernement socialiste homogène. En l'état actuel des choses, cette solution demeure sans doute la seule possible. Mais il est clair désormais que cela n'ira pas sans provoquer des tiraillements à l'intérieur du P.S.

La grande surprise de cette élection, c'est le résultat enregistré par le commandant Ot Carvalho et l'échec corrélatif du parti communiste, dont le candidat, M. Pato, n'obtient pas 8 % des voix, alors que le P.C.P. avait recueilli 14,8 % des suffrages le 25 avril dernier. C'est un avertissement sérieux pour le parti de M. Alvaro Cunhal.

Le scrutin du 27 juin confirme que les troupes dont dispose le P.C. sont loin d'être homogènes. A côté de militants bien formés, on y rencontre beaucoup de personnes qui ont adhéré dans l'enthousiasme de la « révolution aux œillets », mais dont la sensibilité est en réalité plutôt « gauchiste ». Par son dynamisme, par son magnétisme personnel, c'est cette grande figure que le commandant de Carvalho a su, au terme d'une très bonne campagne, détacher du P.C. l'ancien patron du Copcon, arrivé en tête à Sebal, talonné le général Eanes, avec respectivement 38,8 et 34,8 % des suffrages. Dans ce sens, le traditionnel M. Pato arrive partout en troisième position, enregistrant de très sensibles diminutions par rapport au scrutin du 25 avril dernier.

Un succès personnel pour le commandant de Carvalho

Les conséquences de cet événement ne sont pas toutes connues. Dans un parti comme le P.C., où l'analyse des succès et des échecs est la base même du travail politique, on peut estimer que le résultat de cette élection est en réalité plutôt « gauchiste ». Par son dynamisme, par son magnétisme personnel, c'est cette grande figure que le commandant de Carvalho a su, au terme d'une très bonne campagne, détacher du P.C. l'ancien patron du Copcon, arrivé en tête à Sebal, talonné le général Eanes, avec respectivement 38,8 et 34,8 % des suffrages. Dans ce sens, le traditionnel M. Pato arrive partout en troisième position, enregistrant de très sensibles diminutions par rapport au scrutin du 25 avril dernier.

Près de huit cent mille Portugais, selon les chiffres connus lundi matin, ont le 27 juin voté pour Otelo de Carvalho, alors qu'ils n'avaient pas choisi, le 25 avril dernier, l'une des formations gauchistes dont se compose la campagne présidentielle. C'est un succès personnel considérable qui montre que l'écho suscité par la révolution des œillets a été, en fait, assuré. Le chef du Copcon, saura-t-il garder entre des formations souvent portées à la querelle et à la division ce minimum d'unité nécessaire pour demeurer attractif ?

JEAN-PIERRE CLERC.

BIBLIOGRAPHIE

De la « fête » à l'indifférence

L'histoire va vite au Portugal. Trop vite pour les chroniqueurs du moment présent qui s'essouffent à la rattraper. Ce qui était vrai au printemps ne l'est plus à l'été, et les bourgeois d'avril 1974, trop vite éclatés sans doute, n'ont pas donné les fruits encore attendus avant la fin de 1975. La « gelée » de novembre a figé pour un temps, sinon pour toujours, le grand élan d'une « révolution » dont l'éclat, l'effervescence, la turbulence, les contradictions et les fautes n'ont d'égal que sa brièveté.

Le peuple portugais, acteur et le plus souvent spectateur, ébloui par les rumeurs assourdissantes de la « fête », surpris par ces épreuves de force qui s'en finissent pas de se dénouer, est apparemment retourné à son indifférence. Quelques heures encore dans cette grisaille : la campagne électorale d'Otelo de Carvalho, qui s'autoproclame sans exagération modeste le cerveau de la révolution d'avril, a ramené brièvement des feux mal éteints. Le culte des « redettes » du Mouvement des forces armées n'a pas totalement pris fin.

Nous rendons compte ci-dessous de plusieurs ouvrages récemment parus sur le Portugal. Les uns analysent les rapports de forces politiques ou se penchent sur le Mouvement des forces armées. Les autres « racontent » simplement l'expérience originale née de 24 avril 1974.

UN « BRULOT » MAL ÉTEINT

Une révolution en marche : un brûlot au lieu de l'Europe : un enjeu colossal : la tradition des Soviets : un nouveau Portugal : des soldats socialistes... Tous ces titres et sous-titres utilisés encore à l'automne 1975 par les historiens et les chroniqueurs laissent perplexes aujourd'hui et donnent en tout cas la mesure du brutal virage intervenu à la fin de 1975. Les amis de l'ex-général Spínola sont de nouveau dans les coulisses du pouvoir, la réforme agraire est remise en question, même dans l'Alentejo, où elle paraissait irréversible, l'extrême gauche est silencieuse après avoir tant parlé et tant crié ; le parti communiste tente de faire oublier ses malheurs ; les socialistes s'imaginent pouvoir gouverner seuls, et la droite classique a retrouvé sa voix, ses chefs, ses assurances. Dans le Nord et le Centre, les petits paysans sont rassurés : leurs vaches ne seront pas « nationalisées ».

On pourrait, dans ces conditions, avoir quelque scrupule à rendre compte d'ouvrages parus « avant ». Mais qui s'aventurerait aujourd'hui à dresser un nouveau « bilan » de cette marche en crabe des vingt-quatre premiers mois de l'après-révolution ? De toute manière, « il est trop tôt pour écrire l'histoire » avec un grand H. Ce prologue modeste de la Révolution en marche, écrit collectivement par Daniel Bensaid, Carlos Rossi, Charles-André Udry, présente une analyse marxiste-léniniste rigoureuse, documentée, et qui ne pêche pas, malgré son titre affirmé, par excès d'optimisme (1). C'est, en fait, un très solide dossier que l'on consulte avec intérêt. Le foisonnement des détails, des anecdotes, les multiples retournements de situations, n'ont pas toujours permis de prendre du recul. Voilà qui est fait et qui permet de situer les heures « décisives », les « fautes » qui n'ont pas pardonné. Le Mouvement des forces armées, qui a suscité tant de commentaires et d'interprétations en raison de son caractère incontestablement original, n'a-t-il pas commis un « péché originel » en soumettant, bien avant le 25 avril, son premier programme aux généraux Spínola et Costa Gomes ?

LA RÉVOLUTION « RACONTÉE »

C'est sans doute parce qu'elle allait trop vite qu'on n'a guère pris le temps de « raconter » la révolution portugaise, pressé qu'on était de l'expliquer, et, peut-être, de la comprendre. L'appareil coup de théâtre, rebondissement après rebondissement, a fait perdre à certains, et à d'autres, la notion de la révolution, et de la révolution elle-même. Les premiers chapitres de cet ouvrage, qui sont des chroniques de la révolution, sont donc, en fait, des chroniques de la révolution elle-même. Les premiers chapitres de cet ouvrage, qui sont des chroniques de la révolution, sont donc, en fait, des chroniques de la révolution elle-même.

LA RÉVOLUTION « RACONTÉE »

C'est sans doute parce qu'elle allait trop vite qu'on n'a guère pris le temps de « raconter » la révolution portugaise, pressé qu'on était de l'expliquer, et, peut-être, de la comprendre. L'appareil coup de théâtre, rebondissement après rebondissement, a fait perdre à certains, et à d'autres, la notion de la révolution, et de la révolution elle-même. Les premiers chapitres de cet ouvrage, qui sont des chroniques de la révolution, sont donc, en fait, des chroniques de la révolution elle-même.

GABRIEL NAHAS
HASCHICH CANNABIS MARIJUANA
Le Chanvre Trompeur
400 pages, 30 F.
puf

Les Fusils et les Urnes, de Joëlle Kuntz (3), a le désavantage d'être écrit avant la fin de 1974. Il s'agit d'impressions jetées à la hâte, justes, parfois naïves, souvent ironiques, et qui éclairent brutalement le chemin parcouru. Il n'était pas simple de voir clair dans ces événements d'été, mais dans les premiers mois du Portugal démocratique, Joëlle Kuntz a au moins conservé son sang-froid de Genevoise rebelle aux engagements politiques passionnés. Situation incertaine, conclut-elle en ce décembre 1974, qui nous paraît si lointain. Une modestie justifiée par la suite...
MARCEL NIEDERGANG.

En ce qui concerne le Portugal, la même évidence rend aujourd'hui tout son prix au livre de Mikhaïl Harsgor (Naissance d'un nouveau Portugal (1)). Le récit de ce journaliste israélien, fasciné par le spectacle de l'écroulement du salazarisme, chargé de généraliser, socialiste mais surtout attentif aux coulisses fugitives des événements qui passent, paraît aujourd'hui très rafraîchissant. Par son ton d'abord qui, sans toujours éviter une certaine allégresse romanesque, donne du relief à tous les chapitres descriptifs. Plus près d'Alexandre Dumas que de Hegel, si l'on veut, mais ce n'est pas si mal.

Les chroniques assez féroces des derniers dîners d'après la fin de l'Amérique Tomas, président de la République en avril 1974 (qui s'en souvient ?), les tableaux de l'ancien Lisbonne des banques et des mondanités somnolentes à l'ombre du rêve lusitano-africain ; les pages consacrées à « l'armée d'Afrique », celle, de poussière et de sueur, des centurions oubliés sous les tropiques et finalement fascinés par l'événement de la révolution, sont séduites davantage que les capitaines de trente ans que le patriotisme flappe et suspect du castanisme. Bonnes et fortes

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

(1) Mikhaïl Harsgor. Naissance d'un nouveau Portugal (Le Seuil, 230 pages, 20 F.).

(2) M.R.P.P. Le Portugal de près (Maspero, collection Yvan, 4 Propos et Documents, 226 pages, 40 F.).

(3) Jaime Semprun. Le Guerre sociale au Portugal (Champ libre, 52 pages, 10 F.).

افتتاح اليوم مصرف يخدمك في باريس وكأنك في بلدك

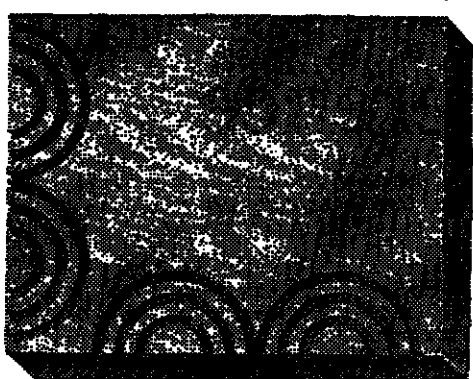
(Il y a maintenant à Paris, une banque qui offre un service bien de chez vous)

Offrir à la clientèle Moyen-Orientale une certaine forme d'hospitalité à laquelle elle a été habituée; voilà quel est le premier souhait de la Banque de la Méditerranée-France, une Société Anonyme Française en liaison constante avec le Moyen-Orient, un trait d'union entre la France et les Pays Arabes dans leur diversité.

Pour offrir cette hospitalité, la Banque de la Méditerranée-France possède un atout majeur : son équipe.

Elle est composée de cadres Moyen-Orientaux imprégnés de culture occidentale; leur accueil sera toujours chaleureux, leurs conseils seront toujours pertinents, toujours judicieux. C'est normal, cette équipe formée dans l'environnement bancaire Moyen-Orientale.

Banque de la Méditerranée-France, s.a.



est rompu à toutes les particularités du système bancaire arabe et à toutes ses subtilités.

Ses cadres sont spécialistes des opérations triangulaires, des crédits documentaires, des ouvertures de crédit en toutes monnaies, des opérations de change, d'arbitrage...

Il s'agit véritablement d'experts de la banque commerciale qui ont en commun une passion pour leur métier et une capacité éprouvée à être efficaces, à servir au mieux les intérêts de la clientèle.

Notre clientèle c'est vous.

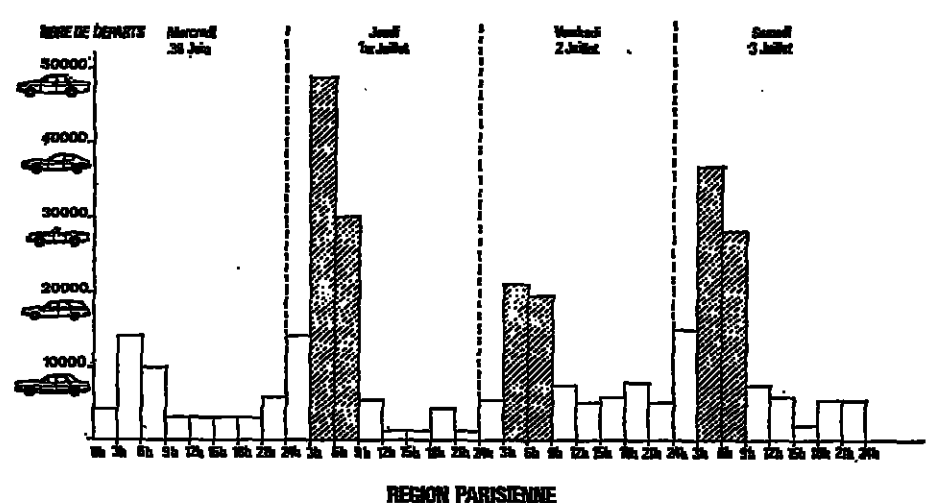
Si vous vous trouvez à Paris, venez nous voir dans nos locaux au 23 de la rue Quentin Bauchart, Paris 8^{ème}, à cinquante mètres des Champs-Élysées et de l'Avenue George-V. Il est bon de se retrouver à parler une même langue.

(PUBLICITE)

VACANCES 76

COMMENT ÉVITER LES BOUCHONS ? « L'HEURE H » !

Les vacances commencent bien souvent par des bouchons. Comment les éviter ? Si tous les habitants d'une région décident de partir à la même heure, les principaux axes routiers de la région, mais aussi ceux qui mènent au soleil et qui traversent d'autres régions, seront très encombrés. L'information des automobilistes appelée l'« heure H » vient d'être mise en place par la Direction des Routes pour permettre aux automobilistes de partir en dehors des points. Des enquêtes très poussées ont été faites depuis un mois pour connaître les prévisions des heures de départ des vacanciers dans chaque région. Ce sont les conseils tirés des résultats de cette grande enquête que nous publions ici.



COMMENT LIRE LE SCHÉMA ?

C'est très simple, il vous suffit de vérifier que votre heure de départ durant l'un des quatre jours ne correspond pas à une colonne hachurée. Si vous êtes dans une des colonnes hachurées, changez votre horaire de départ. Il y a des risques importants de bouchons. Si votre heure de départ correspond à une colonne blanche, maintenez votre horaire de départ. N'ayez aucune inquiétude si vous changez d'heure, tout le monde ne choisira pas la même heure que vous. C'est prouvé statistiquement et par les premières expériences d'élaboration des horaires.

Les heures sont marquées par tranches de trois. Pour connaître le détail de la situation de votre région et des régions vers lesquelles vous vous dirigez, reportez-vous à la suite du texte.

LA SITUATION DANS LA RÉGION PARISIENNE

Dans la Région Parisienne, les quatre jours de départs en vacances (30-6, 1-7, 2-7 et 3-7) seront des jours de circulation particulièrement chargés. En tenant compte des prévisions sur les routes du Sud, notre conseil sera : ne partez pas entre 3 heures et 9 heures du matin durant ces trois jours, mais partez plutôt l'après-midi ou le soir.

Si vous partez vers le Sud, l'autoroute du Soleil est encombrée jeudi de 3 heures à 9 heures du matin et samedi de 3 heures à midi.

Si vous partez par l'autoroute Aquitaine, les bouchons sont attendus au sud de Tours de 6 heures à 15 heures le jeudi, de 6 heures à 12 heures le vendredi et de 6 heures à 15 heures le samedi.

Si vous partez en direction du Rhin, les encombrements vous attendent de 3 heures à 9 heures du matin durant ces deux jours.

Alors, suivez bien nos conseils pour trouver des heures moins encombrées.

TOUTE LA FRANCE EST CONCERNÉE PAR L'HEURE H

L'élaboration des horaires de départ ne concerne pas seulement les habitants de notre région, mais tout le territoire.

Durant les trois jours prochains, pour les grands départs, chaque quotidien français va publier des informations et le schéma des bouchons. Ainsi, grâce à cette opération heure H, les automobilistes vont pouvoir éviter non seulement les bouchons dans leur région, mais aussi dans les régions qu'ils traverseront sur leur itinéraire. Dire que tout sera fluide, c'est beaucoup, mais il est probable, si les automobilistes collaborent à cette action d'éclatement du trafic, que tout se passera mieux.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE

Les combats se poursuivent à Beyrouth

En dépit des efforts déployés par le premier ministre de Libye, le commandant Jalloud, les combats se sont poursuivis avec une intensité accrue, dimanche 27 juin, autour des camps palestiniens de Tell-El-Zastar et de Jisr-El-Bacha. Si l'on tient compte du nombre d'obus — dix mille, d'après les experts militaires, cités par « l'Orient-Le Jour » — déversés en quatre jours sur cette zone de combat, le bilan des pertes est sans doute le plus lourd enregistré depuis le début de la guerre civile.

Le camp palestino-progressiste a accusé,

samedi, des phalangistes d'avoir rejoint leurs alliés chrétiens-conservateurs et d'avoir participé à l'offensive contre Tell-El-Zastar. M. Béchar Gemayel, le fils du leader des phalangistes, participerait personnellement à l'opération. Les milices phalangistes avaient affirmé jusqu'à présent qu'elles s'abstenaient de prendre part à la bataille, livrée principalement par les partisans du président Frangie et de M. Chamoun, vice-président du conseil, ministre de l'Intérieur et des affaires étrangères.

Les affrontements ont été également violents

La capitale sous le signe de la mort

Beyrouth. — Le 14 mai 1976,

au lendemain du coup de force d'Alger, Montherlant écrivait dans ses Carnets (1) : « Vague et imbécile instant de réconfort en attendant dans ma cour des tapis qu'on secoue (...) ». La vie continue ! Mais nous savons par expérience que ces bruits sont le fond sonore, comme obligé, des tragédies, ici on bat les tapis, et à côté l'on tue.

A Beyrouth, on se bombarde aveuglément au canon et on se bat à l'arme blanche sans faire de quartier : les faire-part des « morts au combat » couvrent les murs, les journaux donnent chaque matin des listes faisant une distinction entre les « tués » (morts de la veille) et les « cadavres » (tués non compliés les jours précédents) ; les appels des hôpitaux aux donneurs de sang sont de moins en moins entendus ; à Beyrouth, où la mort règne en souveraine maîtresse, « la vie continue malgré tout », comme titre l'Orient-Le Jour, le dernier quotidien libanais en langue étrangère à avoir survécu à la tourmente, grâce à une poignée de rédacteurs fidèles au poste (2).

Le 24 juin dernier, au consulat général de France à Beyrouth,

De notre envoyé spécial

où les bougainvilliers dissimulent des troupes d'obus, M. Henri Simon, conseiller, a, pour la première fois depuis le début de la guerre civile, en avril 1975, marié deux Français, en l'occurrence M. Alain Debos, envoyé spécial d'une chaîne de télévision ouest-allemande, et Mlle Madeleine Irigoyen, étudiante granobloise. M. Simon a parlé de l'« optimisme goguenard » des deux nouveaux mariés, qui sont entrés au consulat et ont répondu « oui » au moment où tout le quartier à l'enlour résonnait du bruit des roquettes.

On meurt aussi de mort naturelle dans la capitale libanaise. Tout Beyrouth-ouest l'a appris, le 25 juin, en se bouchant les oreilles. Ce jour-là, un cortège hétéroclite de véhicules civils et militaires bondés d'hommes en armes a traversé la ville en déchargeant un à un des revolvers et mitraillettes. Il s'agissait d'accompagner « dignement » à sa dernière demeure Mme Antoun Saadé, veuve du fondateur du Parti populaire syrien (formation libanaise fascisante appartenant au camp islam-progressiste).

L'eau manque

Cependant, pour ceux qui restent, la vie est chaque jour plus difficile. En l'espace d'un mois, la dégradation des conditions d'existence a été, selon les habitants, plus rapide qu'au cours des quarante mois précédents. Certaines ambassades, encore ouvertes, comme celle de France, communiquent avec leurs gouvernements par radio. Il y a plusieurs lunes que le courrier n'est pas distribué sauf dans le « petit Liban chrétien », où le parti phalangiste a créé un service postal à partir de l'île grecque de Rhodes ; les phalangistes ont également organisé la collecte des ordures dans le secteur qu'elles contrôlent, mais, partout ailleurs, selon la presse beyrouthine, « les poubelles ne sont ramassées que dans les artères à l'abri des tirs ». C'est-à-dire nulle part. De prospères colonies de rats font craindre des épidémies.

Trouver un taxi qui ait du carburant, demande un prix pas trop exorbitant pour sa course

et veuille bien aller là où vous voulez vous rendre, est chaque jour plus compliqué. Les rues et les routes sont défoncées par les obus ou les mines, ou tout simplement privées d'entretien depuis plus d'un an. On ne compte plus les automobiles décapées par des « spéculations » agissant en plein jour et en toute impunité, ni celles qui ont été clouées au sol par des obus de bazooka. Sur le front de mer, au pied des luxueux immeubles de Raouché, pourrissent des cadavres de chevaux.

« Encore heureux », remarque un des derniers Français du Liban — ils étaient huit mille et ne seraient plus que cinq ou six cents, auxquels il faut ajouter environ deux mille personnes ayant la double nationalité, française et libanaise, — que les ambulances continuent de se déplacer pour enlever les blessés et les morts !

Le plus grave, ce qui a précipité la déchéance de la cité plus vite que tout le reste réuni,

est venu en dernier : le manque d'eau, généralisé depuis le 24 juin. En cette période, où une chaleur poisseuse imprègne les rives du Liban, il y a eu une razzia sur les bouteilles d'eau minérale. Le dimanche 27 juin, un seul hôtel de l'ancien quartier des affaires de Hamra assurait encore l'eau courante à ses clients, grâce à un puits. Le dernier établissement balnéaire ouvert, sur la corniche, a vu fuir ses rares clients : un de ces francs-tireurs, qu'à juste titre on appelle plutôt à Beyrouth des « maniaques de la gâchette », s'amusa, du haut de la carcasse d'un gratte-ciel, à effrayer les baigneurs en tirant dans la piscine.

En cette fin de juin, les seules choses dont les Beyrouthins ne manquent pas encore sont la viande — faute de chambres froides, les bouchers tuent des vaches ou des moutons sur le trottoir, à la demande, — les fruits et les légumes venus librement du sud du Liban depuis la levée du blocus syrien. Les alcools de toutes marques et les cigarettes américaines sont toujours en abondance. En revanche, de moins en moins nombreux sont les boulangers qui peuvent encore cuire leur pain, le mazout ou l'électricité faisant défaut, mais la farine est distribuée directement aux ménages qui veulent la panifier chez elles. On a vu à plusieurs reprises des clients de boulangeries se battre et même s'entre-tuer pour une place dans une queue.

Toute occasion de tirer est d'ailleurs bonne pour les Libanais, qui ont presque tous un goût stavique pour les armes à feu. Nous avons vu des jeunes gens tirer en l'air pour appeler des amis habitant à des étages élevés (leur excuse : « Il n'y a plus ni ascenseur ni sonnette »), ou utilisant le revolver plutôt que le klixon pour obliger un piéton à se presser.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Gallimard, 1966.

(2) Les fonctions de rédacteur en chef de l'Orient-Le Jour — qu'assumait Edouard Saadé, correspondant du Monde, tué le 16 mai — avaient été confiées à M. Amine Abou-Khaled, journaliste libanais.

A TRAVERS LE MONDE

Égypte

L'ANCIEN CHEF DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS EGYP TIENS, M. SAÏDAÏ NASSER, a été condamné samedi 26 juin, à dix ans de travaux forcés. Il était accusé, ainsi que deux de ses collaborateurs, d'avoir été impliqués dans la ligne Tokyo-Tripoli, écrite, lundi 28 juin, le journal Tokyo Shimbun. — (A.F.P.)

Japon

LA COMPAGNIE JAPONAISE AIR-NEPION AIRWAYS est accusée d'avoir versé des pots-de-vin dans les milieux gouvernementaux afin de s'assurer l'exploitation de la ligne Tokyo-Tripoli, écrite, lundi 28 juin, le journal Tokyo Shimbun. — (A.F.P.)

Philippines

LA PRATIQUE DE LA TORTURE sur les détenus politiques appréhendés en vertu de la loi martiale devient une méthode d'intimidation systématique, affirme Amnesty International dans un rapport publié samedi 26 juin. — (A.P.)

République Sud-Africaine

APRÈS LA CONdamnATION A MORT, LE 12 MAI 1976, par la justice sud-africaine, de deux militants de la SWAPO

Thaïlande

UNE CENTAINE DE PARACHUTISTES sont enrôlés par des maquisards dans les montagnes de Khao-I-Doi, à 400 kilomètres au nord de Bangkok, où ils avaient été lâchés la semaine dernière afin de récupérer l'épave d'un chasseur F-5 qui s'y était écrasé le 11 juin. — (A.F.P.)

Union soviétique

M. ALEXANDRE ZINOVIEV, ancien professeur de logique à l'université de Moscou, a annoncé dimanche 27 juin qu'on lui a refusé la permission d'assister à un symposium philosophique soviéto-finnois organisé à Helsinki. Ami d'Ernest Neizvestny, le sculpteur qui a récemment émigré, M. Zinoviev avait été nommé professeur de logique à l'université de Moscou en 1968. Il a perdu ce poste en 1969, selon lui, pour avoir refusé de limoger deux de ses subordonnés qui avaient signé une pétition politique. — (A.F.P.)

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS Vous nous téléphonez ou nous écrivez. Nous vous répondons par télex : nous vous téléphones.

étrave SERVICE TÉLEX 348.212-2 348.002-8 33, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

jeunesse détente judaïsme

Circuit Découverte

israel, grece. sur la côte: special 'sabots dans l'eau' EQUITATION, SOLEIL, MER DEUX GROUPE: 14-17 et 18-26 ans

Renseignements et inscriptions PARIS-11, rue de la Harpe 75005 de lundi au vendredi de 14h à 18h Téléphone: 325-64-15 MARSEILLE 8, 325, Av. de Mazarine de lundi au vendredi de 15h à 17h Téléphone: 77-76-20

صكذ من الاصل

AFRIQUE

Devant les ministres
des affaires étrangères
de l'O.U.A.

M. ALI AREF ACCUSE LA FRANCE
DE RETARDER L'INDEPENDANCE
DE DJIBOUTI

Les ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), réunis à Port-Louis (île Maurice), ont, dimanche 27 juin, pris connaissance du rapport de la « mission d'enquête de l'O.U.A. sur la Côte d'Ivoire française des Somalis ».

M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement de ce territoire, a attaqué la politique menée par la France à Djibouti : « Pour mettre un coup d'arrêt brutal à cette évolution rapide et favorable du peuple vers l'indépendance, la France a sorti les vieilles manœuvres coloniales de division que nous connaissons tous », a déclaré M. Aref, qui a poursuivi : « C'est ainsi que le Front s'est mis à empoigner certains de nos amis politiques, par des moyens que vous pouvez aisément deviner, pour les convaincre que l'indépendance que le régime en nom de votre peuple était trop hâtive eu égard aux revendications de nos voisins ».

Avant lui, M. Ahmed Dini, porte-parole de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), s'était exprimé au nom de son parti, de l'opposition parlementaire du Territoire et du Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.). Il a estimé que « la violence », s'imposait à l'égard de l'accord signé le 8 juin, à Paris, entre les principales formations politiques du T.F.A.I. et le gouvernement français : « Cette violence », a dit M. Dini, « doit notamment s'exprimer au moment où le projet de loi relatif à la question de la nationalité [des habitants du Territoire] sera soumis au Parlement français et au moment où les décrets d'application seront pris ».

La veille, la délégation du Polisario — qui avait été reléguée de l'île Maurice le 23 juin — avait pu arriver à Port-Louis où elle doit assister au sommet en qualité d'observateur.

En marge de la conférence de l'O.U.A., le premier ministre mauricien, Sir Seewoosar Rampoo, a fait démentir, le 26 juin, l'information selon laquelle il aurait convoqué l'ambassadeur de France à Port-Louis, pour lui reprocher les activités de personnalités qui s'efforceraient de justifier la vente de centrales nucléaires françaises à l'Afrique du Sud auprès des délégations africaines. — (A.F.P.)

Éthiopie

● Mme TERESA PICCIONI, vice-consul italien pour l'Éthiopie, a été assassinée le 26 juin, à Rome, le samedi 26 juin, le petit-fils de l'ancien souverain, le prince David Makonnen. Ce dernier a déclaré : « La version de l'assassinat rapportée par le Times, le 21 juin dernier (le Monde du 22 juin), est exacte. Si je n'en avais jamais fait état avant, c'est que vingt et une personnes de la famille de l'empereur sont encore prisonnières de la justice, et parmi celles-ci, ma mère et mes quatre frères. » — (A.F.P.)

ANGLETERRE
spécial étudiants

2 semaines 750 F.
3 semaines 1190 F.
Pension complète.
Audio-visuel : anglais
gén. : 4 1/2 h de cours
par jour. Intensive
drills. Anglais
commercial. Activités
variées, club,
discothèque, etc.

British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 8e
260.12.34

Boîte à découper

M. _____
N° _____
Code Postal _____
Vite _____
Facilement retourner la brochure en remplissant
de vos adresses préférées.

PROCHE-ORIENT

AU LIBAN

avec une intensité accrue

dans les autres secteurs de Beyrouth et de sa périphérie. Le port de Jounieh a été bombardé par les forces progressistes par mesure de représailles contre l'attaque des camps palestiniens. De durs accrochages ont été également signalés dans les localités montagneuses de Kahlé et d'Aley.

● AU CAIRE, le vice-président du conseil et ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismail Fahmy, a adressé samedi un sévère avertissement aux chrétiens libanais, affirmant

que « l'Égypte ne restera pas les bras croisés si l'agression contre le camp de Tell-El-Zaatar et les régions de Nabaa et de Bourj-Hammoud continue ». M. Fahmy a précisé que le conseil national de « sécurité égyptien » se réunira samedi, sous la présidence du président Sadate, pour examiner la situation au Liban. « Le chef de l'Etat égyptien », a-t-il dit, « suit avec une vive inquiétude la détérioration de la situation en raison des actes irresponsables de certaines parties au Liban ».

L'aéroport de Kahlé est de nouveau fermé

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le bombardement de l'aéroport, dimanche 27 juin, et les affrontements extrêmement violents qui ont repris à Beyrouth depuis près d'une semaine autour des camps palestiniens de Tell-El-Zaatar et Jus-El-Bachia, puis sur l'ensemble de la « ligne de démarcation », risquent de modifier considérablement les conditions du conflit libanais, plus que ne l'avaient fait les épisodes précédents de cette guerre civile.

L'aéroport, dont la réouverture, le 24 juin, avait été garantie par l'envoi des contingents syriens et libanais des « forces de paix », est de nouveau fermé. La semaine dernière, les forces de droite avaient lancé un ultimatum en déclarant qu'une opération serait menée contre l'aéroport si l'accès de celui-ci ne leur était assuré dans un délai de cinq jours après la reprise du trafic. Après trois jours seulement, le tir bien ajusté de quelques obus a suffi à remettre en cause l'un des seuls résultats de l'accord récemment conclu sous l'égide de la Ligue arabe. Aussitôt après le bombardement, on redoutait à Beyrouth que cet événement ne provoque le départ des « escadrons verts » (qui, en fait, sont blancs), dont la mission immédiate avait été de contrôler la zone de l'aéroport.

On savait, d'autre part, que le retrait partiel des troupes syriennes sur le mont Liban serait également remis en ques-

tion, puisque le gouvernement de Damas avait fait savoir que le repli de ses unités était lié au maintien de la sécurité dans le secteur de l'aéroport international de Kahlé.

La capitale libanaise est totalement coupée en deux depuis près d'une semaine. Le front qui sépare les secteurs tenus par chacun des deux camps adverses est infranchissable. Cette situation entrave de plus en plus la mission de médiation du premier ministre libyen, M. Abdel Salam Jalloud. La rencontre de ce dernier avec le nouveau président de la République libanaise, M. Elias Sarkis, a déjà dû être reportée à trois reprises « pour des raisons de sécurité ». D'une manière générale, toutes les discussions politiques sont au point mort.

D'autre part, Beyrouth est complètement privée d'électricité, donc de téléphone, ce qui est, dans ce conflit, beaucoup plus important qu'il n'y paraît. C'est la fin d'un petit « miracle », dont s'étonnaient depuis un an tous les observateurs étrangers : dans ce pays pratiquement paralysé depuis quatorze mois, ce service public n'avait presque jamais cessé de fonctionner.

Beyrouth risque d'être livrée aux rumeurs et aux opérations d'intoxication les plus graves. Les tentatives de négociations poli-

tiques deviendront, dans les prochains jours, encore plus délicates qu'elles ne l'étaient. Déjà isolée du reste du pays, la capitale libanaise est à présent presque coupée du monde. Les journalistes ont dû se résoudre, ces derniers jours, à transmettre leurs documents par les très rares avions qui partaient de l'aéroport de Kahlé. Mais, désormais, ce dernier est fermé au trafic, et les télégrammes sont arrêtés.

Cet isolement s'ajoute à l'annonce des bombardements de l'artillerie lourde, qui n'épargnent plus aucun quartier de l'agglomération.

Aussi, pendant la brève réouverture de l'aéroport, l'exode des Libanais avait repris. Installés provisoirement dans un hôtel du bord de mer, les bureaux de la Middle East Airways, la seule compagnie qui desservait Beyrouth, étaient assiégés chaque matin. Il n'était pas possible de trouver une place avant douze jours pour la plupart des destinations. On pouvait alors entendre ce genre de conversation : « Rome ou Athènes, c'est impossible pour l'instant, madame. Mais il ne reste deux places pour Djeddah (Arabie Saoudite) dans cinq jours. » Sans hésiter, la dame répond : « Je les prends. » Une hôtesse qui assiste à la scène a ce seul commentaire : « Surtout, il ne restera plus que les combattants, dans ce pays ! »

FRANCIS CORNU.

M. RAYMOND EDDÉ : il faut
que les chrétiens bougent.

Beyrouth (A.F.P.). — « Il faut que les chrétiens bougent. Ils ne peuvent plus accepter que leur sort soit décidé par des hommes honorables septuagénaires et un moine », a déclaré, vendredi 25 juin, M. Raymond Eddé, chef du Bloc national (chrétien modéré).

Les « trois septuagénaires », auxquels a fait allusion le chef du Bloc national, sont le président en exercice, M. Solaïman Frangieh, M. Camille Chamoun, vice-président du conseil, et le chef des phalanges, M. Pierre Gemayel. Le moine, c'est le Père Charbel Kassia, supérieur de l'ordre des moines libanais. M. Eddé estime qu'il incombe maintenant aux chrétiens de prendre une décision. « Veulent-ils la partition du Liban ? Veulent-ils un petit Liban chrétien ? Il faut que cela soit décidé au sein de leurs communautés respectives, et dans un congrès », a-t-il dit.

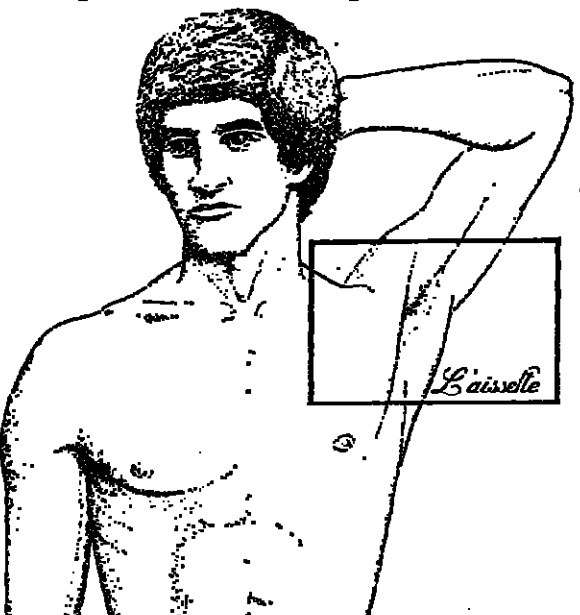
Le chef du Bloc national a néanmoins réaffirmé son opposition à la partition. Il a exprimé l'espoir que les chrétiens se réunissent avec les représentants des communautés musulmanes autour d'une « table ronde » « pour décider ce que sera le Liban nouveau ».

● Le ministre saoudien de la défense et de l'aviation, le prince Turki ben Abdul Aziz, est en visite officielle en France de ce lundi 28 juin au samedi 3 juillet, sur l'initiative de M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le ministre saoudien visitera plusieurs usines d'armements en province, où lui seront présentés des missiles, des hélicoptères, le char de combat AMX-30 et les avions Mirage F1, Jaguar et Alpha-Jet. Il assistera à un exercice de 11^e division parachutiste et sera reçu par le premier ministre, L'Arabie Saoudite a acheté à la France des avions Mirage, des blindés, des hélicoptères et des blindés, tandis qu'elle finance des achats d'armement français du Nord-Yémen et du Maroc.

● Le président Assad est arrivé, samedi 26 juin, à Bucarest pour une visite officielle. Selon le communiqué publié à Belgrade à l'issue du séjour du chef de l'Etat syrien, celui-ci a assuré le maréchal Tito que « la Syrie n'a d'autre but que de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban ». Le président yougoslave a fait valoir que « le règlement de la crise libanaise est au premier chef l'affaire du peuple libanais ». — (A.F.P.)

(Publié)
**COURS D'HÉBREU
INTENSIFS EN JUILLET**
Tél. : 622-52-63,
924-40-13
267-44-01

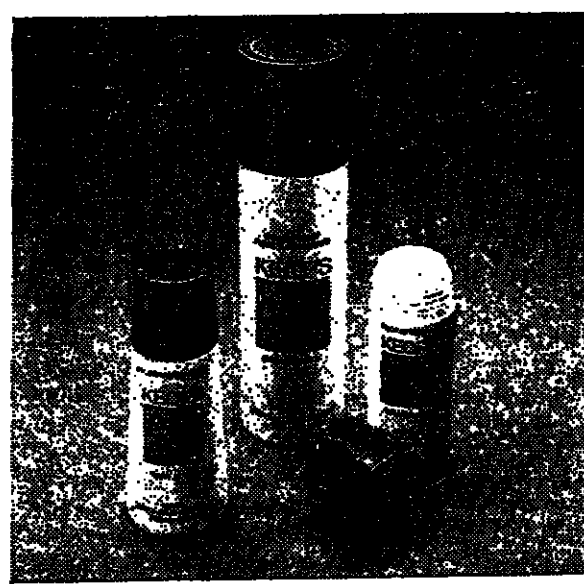
Sans alcool, sans parfum, les déodorants Kéops
respectent ce que la nature a toujours protégé.



Abrutée d'un côté par le bras, de l'autre par le buste, l'aisselle est une des parties du corps les plus fragiles. Conséquence : l'aisselle est particulièrement sensible à tout ce qui peut constituer un risque d'irritation. C'est pourquoi les déodorants Kéops ne contiennent aucun agent irritant. Absence d'alcool, responsable des irritations qui peuvent être le point de départ des réactions allergiques. Absence d'essences parfumées et d'antiseptiques halogénés reconnus

comme irritants pour l'épiderme. Les déodorants Kéops contiennent un nouveau principe qui supprime l'odeur de la transpiration sans bloquer cette fonction naturelle. La gamme des déodorants Kéops comprend un atomiseur, un stick, un savon, un talc, et depuis peu, un déodorant à bille.

Elle est agréée par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.



Déodorants Kéops.
Conçus sans éléments irritants.

A TRAVERS LE MONDE

Égypte

● L'ANCIEN ministre égyptien des affaires étrangères, M. Kamel el-Douki, a été assassiné le 26 juin, à Rome, le samedi 26 juin, le petit-fils de l'ancien souverain, le prince David Makonnen. Ce dernier a déclaré : « La version de l'assassinat rapportée par le Times, le 21 juin dernier (le Monde du 22 juin), est exacte. Si je n'en avais jamais fait état avant, c'est que vingt et une personnes de la famille de l'empereur sont encore prisonnières de la justice, et parmi celles-ci, ma mère et mes quatre frères. » — (A.F.P.)

Japon

● Le président Assad est arrivé, samedi 26 juin, à Bucarest pour une visite officielle. Selon le communiqué publié à Belgrade à l'issue du séjour du chef de l'Etat syrien, celui-ci a assuré le maréchal Tito que « la Syrie n'a d'autre but que de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban ». Le président yougoslave a fait valoir que « le règlement de la crise libanaise est au premier chef l'affaire du peuple libanais ». — (A.F.P.)

Philippines

● Le ministre saoudien de la défense et de l'aviation, le prince Turki ben Abdul Aziz, est en visite officielle en France de ce lundi 28 juin au samedi 3 juillet, sur l'initiative de M. Yvon Bourges, ministre de la défense. Le ministre saoudien visitera plusieurs usines d'armements en province, où lui seront présentés des missiles, des hélicoptères, le char de combat AMX-30 et les avions Mirage F1, Jaguar et Alpha-Jet. Il assistera à un exercice de 11^e division parachutiste et sera reçu par le premier ministre, L'Arabie Saoudite a acheté à la France des avions Mirage, des blindés, des hélicoptères et des blindés, tandis qu'elle finance des achats d'armement français du Nord-Yémen et du Maroc.

République
Sud-Africaine

● Le président Assad est arrivé, samedi 26 juin, à Bucarest pour une visite officielle. Selon le communiqué publié à Belgrade à l'issue du séjour du chef de l'Etat syrien, celui-ci a assuré le maréchal Tito que « la Syrie n'a d'autre but que de sauvegarder l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban ». Le président yougoslave a fait valoir que « le règlement de la crise libanaise est au premier chef l'affaire du peuple libanais ». — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DE M. BRUNO KREISKY

L'EUROPE NE DOIT PAS ÊTRE RÉDUITE A LA COMMUNAUTÉ DES « NEUF »

nous déclare le chancelier

(Suite de la première page.)

Les missions de l'Internationale socialiste que j'y ai dirigées en témoignent. Trois raisons expliquent l'attention que je porte à ces pays : d'abord les Etats arabes sont de plus en plus liés à l'Europe. Aujourd'hui la plupart des étudiants arabes étudient en Europe, parmi lesquels des milliers en Autriche. Ensuite les Etats industrialisés d'Europe occidentale sont une sorte de sous-continent dépourvu de matières premières, à la différence de l'Europe de l'Est. C'est du Proche-Orient que l'Europe occidentale reçoit pour l'essentiel de son pétrole ; beaucoup de choses plaident donc en faveur d'une collaboration organique entre nos pays et les Etats du Proche-Orient.

Enfin, le conflit qui règne dans cette région peut jouer un

rôle de détonateur : il représente actuellement pour l'Europe le seul danger de guerre véritable et immédiat.

— Les chances d'un règlement au Proche-Orient ne sont-elles pas plus éloignées que jamais en raison notamment du conflit libanais ?

— Je ne crois pas. Malgré la situation difficile qui règne au Liban, on en arrivera bientôt à de nouvelles solutions partielles. Avec vous de dire « bientôt » ?

— Je trouve, par exemple, que la réserve du gouvernement israélien dans le conflit libanais, en dépit des pressions de certains « faucons », a été très sage. Cette réserve représente un fait nouveau pour de nombreux Arabes qui pensaient qu'Israël profiterait de chaque occasion pour une expansion de son territoire.

— Vous avez évoqué à plusieurs reprises l'idée d'un « plan Marshall » pour les pays en voie de développement. Qu'entendez-vous par là ?

— Le président Giscard d'Estaing a lui aussi parlé d'un tel plan. Bien sûr, il n'est pas question d'imiter le plan Marshall, mais plutôt de s'inspirer de sa philosophie. Il s'agit de savoir si les Etats riches sont prêts à renoncer à une part de leur pouvoir de consommation pour favoriser la construction d'une infrastructure en Afrique. Sans cette infrastructure, l'industrialisation n'a pas de sens.

— Il faut construire des chemins de fer, un système moderne de communications. Toutes choses que, nous, Européens, avec les Américains, nous pourrions réaliser. Nous devrions être conscients que les Etats africains ne possèdent pas de capacité de financement. Mon idée serait d'organiser des conférences après les élections aux Etats-Unis. Elles pourraient être une réunion pour réfléchir dans leur économie l'aide financière reçue, afin de maintenir en état leur infrastructure.

Vous avez émis l'idée d'une rencontre entre tous les Européens et les Américains après les élections aux Etats-Unis. Est-ce que ces deux réunions pourraient-elles se tenir d'ici dans quel but ?

— C'est une idée qui n'a rien d'original. Les deux Etats de la Communauté se rencontrent pour des consultations politiques. Mais l'Europe occidentale se compose de vingt Etats démocratiques, si l'on compte l'Allemagne. Au Conseil de l'Europe, dix-huit pays sont représentés. Le Portugal y entrera prochainement et l'Espagne est en voie de démocratisation. Réduire l'Europe à la Communauté des Neuf est, à mon avis, une conception erronée. Les consultations se font sans la Suisse, sans l'Autriche, sans la Suède par exemple. C'est pourquoi je propose qu'à l'occasion de l'inauguration des nouveaux bâtiments du Conseil de l'Europe, on organise à Strasbourg une réunion des chefs de gouvernement d'Europe occidentale et d'Europe orientale, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Canada. Le but de cette réunion serait de procéder, après l'élection présidentielle, à un échange d'informations et d'idées. Les membres du pacte de Varsovie pratiquent déjà, quant à eux, ce genre de consultation.

— Estimez-vous que les relations de l'Europe avec la France sont satisfaisantes ?

— L'Autriche a toujours su que ses négociations avec la Communauté devraient reposer sur un accord avec la France. Les relations agricoles sont à cet égard, les plus difficiles à résoudre, car votre pays est lui-même un important producteur. Mais le commerce revêt une importance fondamentale pour le marché autrichien et des ressources. Les statistiques montrent en effet que nos importations de France sont plus élevées que nos exportations vers elle. Il reste donc beaucoup à faire pour augmenter les échanges. On croit, hélas ! encore trop en France que l'économie française est plus puissante que celle de l'industrie allemande. Cela n'est pas vrai. L'industrie lourde autrichienne, qui était, sous la Première République, le domaine fort des Allemands, a été ruinée. Nous sommes même devenus, en ce domaine, des concurrents de la République fédérale. Nous souhaitons en tout cas un engagement plus étroit de la France en Autriche. Nous pouvons aussi représenter une place utile pour le commerce avec l'Est, les Américains l'ont constaté. La France en a certainement besoin, parce qu'elle a traditionnellement des relations avec l'Est, mais elle pourrait tout de même faire un peu plus.

— Quels sont vos rapports avec M. François Mitterrand ?

— Je vous dirai, en tant que président du parti socialiste autrichien, la chose suivante : lorsque M. Mitterrand est entré dans notre cercle, nous l'avons regardé comme un candidat au milieu d'une volée de poussins. Nous étions très contents d'avoir les Français parmi nous. Mais le contact ne s'est pas fait tout de suite. Lui-même était mal assuré. Puis la confiance est venue de nous à lui, et de lui à nous. Et depuis longtemps, je peux dire que au sein de l'Internationale socialiste, il est vraiment l'un des nôtres. C'est un homme qui a la mérite historique d'avoir fait passer de ses cendres le parti socialiste français.

Déclarations recueillies par ANITA RIND.

● Le département américain du Trésor a décidé d'ouvrir une enquête afin de déterminer si la République fédérale d'Allemagne a vendu illégalement du pétrole à la Rhodésie, en dépit des sanctions économiques décidées en 1968 contre ce pays. Selon des accusations lancées par un groupe de contestataires, Mobil approuverait secrètement depuis dix ans le gouvernement de Salisbury en carburants. Mobil a rejeté ces accusations. (A.F.P.)

(1) Théoricien de l'austro-marxisme.

(2) Futur président de la République à la libération.

L'inventeur d'une nouvelle Autriche

De notre correspondant

Vienne. — Disert et charmeur, sachant jouer de sa patience et de ses courtoisies, M. Bruno Kreisky dirige depuis six ans l'Autriche avec l'assurance d'un homme qui occupe depuis plus de vingt ans la devant de la scène politique de son pays. Sa rhétorique rassurante, son éducation d'une rare hauteur, son calme face aux situations graves, lui ont valu, en dépit d'une certaine rudesse de caractère, la confiance de la majorité des Autrichiens.

L'autorité qui émane du chancelier tient aussi à ses talents de politicien rompu de longue

date aux affaires publiques. Possédant un goût très vif du pouvoir, il a su manœuvrer pour y parvenir et n'a pas son pareil pour neutraliser ceux qui voudraient le lui ravir.

Engagé dans la voie de la social-démocratie dès l'adolescence, M. Kreisky s'est toujours « assumé » en tant qu'Autrichien à part entière. Il n'a jamais varié dans ses convictions, ni durant la période de l'« austrofascisme » ni même au moment de l'Anschluss. Elles ont orienté aussi bien sa vie personnelle que sa carrière politique.

Un « socialiste révolutionnaire »

A quinze ans, encore lycéen, Bruno Kreisky entre dans les rangs des « Jeunes travailleurs socialistes ». Issu d'une grande famille bourgeoise juive — il est né le 22 janvier 1917, à Vienne —, il n'était guère préparé à cet engagement. Mais, déjà fasciné par la pensée et les théories d'Otto Bauer (1) et de Karl Renner (2), républicains de la première heure, le jeune Bruno Kreisky ne cessera d'en subir l'influence.

A l'université de Vienne, où il obtient son diplôme de docteur en droit, il devient membre actif et même l'un des responsables de la « Jeunesse socialiste révolutionnaire ». Arrêté en 1935 — il a peine vingt-quatre ans, en plein règne « austro-fasciste » du président Dollfus —, il reste emprisonné seize mois, puis se voit condamné pour haute trahison en 1938, lors du procès des socialistes.

Deux ans plus tard, en 1939, peu après l'Anschluss, Bruno Kreisky est de nouveau arrêté par la Gestapo. Cette fois, après cinq mois de déten-

tion il parvient à sortir de prison et à gagner la Suède, où il séjournera jusqu'en 1951. Durant cet exil, il continue ses études d'économie et travaille comme correspondant pour différents journaux d'Europe occidentale. C'est aussi pendant cette période qu'il se marie avec une Suédoise, Véra, dont il a deux enfants.

Après 1954, il organise, à la demande du gouvernement suédois, des campagnes d'aide à l'Autriche et prépare la reprise des relations diplomatiques entre son pays et les Etats scandinaves. Il occupe ensuite (de 1946 à 1950) un poste diplomatique à la légation d'Autriche à Stockholm. Lui qui n'avait jamais cessé de croire en l'existence de l'Autriche en tant qu'Etat et nation trouve là tout occasion de se préparer à ses futures fonctions politiques. A peine revenu dans son pays en 1951, il entre au cabinet du président de la République, qui était alors le général Koerner. En 1951, il devient secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères.

Le sens de la neutralité

A ce titre, il prend part à la conférence de Berlin, en 1954, ainsi qu'aux négociations de Moscou, qui précèdent la signature du traité d'Etat le 15 mai 1955, rendant à l'Autriche sa pleine indépendance. Devenu ministre des affaires étrangères en 1959, M. Kreisky amorce une politique qui devrait, selon lui, conduire son pays à réaliser ses ambitions propres à une nation ouverte sur le monde. La neutralité, estime-t-il, ne doit pas signifier le repli sur soi et on doit se garder du provincialisme propre à la plupart des hommes politiques autrichiens. Il dirige les négociations pour l'entrée de son pays dans l'Association européenne de libre-échange, prépare un accord avec la C.E.E. et mène à bien la normalisation avec les pays de l'Est.

En 1966, le parti socialiste (S.P.O.) subit une lourde défaite électorale et ses rivaux populistes prennent pour la première fois depuis la guerre un gouvernement homogène. Bruno Kreisky, qui en 1967 prend la direction du S.P.O., doit rompre son train dans l'opposition. Les élections suivantes lui fournissent l'occasion de prendre sa revanche : après un an de gouvernement minoritaire, il provoque en 1971 une nouvelle consultation et obtient la majorité absolue qu'il retrouvera quatre ans plus tard.

Débarrassé des contraintes qu'imposait le système de la grande coalition, M. Bruno Kreisky

se rattache à « dénouer » la société autrichienne : le code civil est profondément modernisé ; dans ce pays où l'emprise de l'Eglise reste forte, l'avortement, la contraception, sont légalisés, sans provoquer d'effrontements violents. Sur le plan économique, la priorité est donnée au plein emploi.

Le passé de diplomate de M. Kreisky le porte tout naturellement à suivre de près les affaires internationales. Rien n'aurait plus l'actualité chancelier que d'entendre comparer son pays à la Suisse ou à la Suède : la neutralité autrichienne ne peut être à ses yeux qu'une neutralité « active ». Au sein de l'Internationale socialiste, sa connaissance et son intérêt pour les problèmes du Proche-Orient ont contribué à élargir les horizons de cette organisation. En Israël et ailleurs, M. Bruno Kreisky a pu être dénoncé comme un « traître » à la cause juive. Notamment après la fermeture du centre d'accueil lui de Schoenau sous la pression d'un commando palestinien en octobre 1973. Mais ces critiques n'ont en rien ébranlé les réserves à l'égard du sionisme de cet intellectuel certes juif, mais d'abord social-démocrate et Autrichien. — A. R.

(1) Théoricien de l'austro-marxisme.

(2) Futur président de la République à la libération.

CÉLÉBRANT LE X^e ANNIVERSAIRE DU VOYAGE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

La presse soviétique s'inquiète de l'évolution de la politique française

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a la passion des anniversaires. Depuis plus d'un an ses dirigeants s'apprêtent à célébrer dignement le dixième anniversaire du voyage officiel en U.R.S.S. du général de Gaulle (du 20 au 30 juin). C'est à cette époque, en effet, que les Soviétiques font remonter le début de la détente en Europe ; et c'est bien volontiers qu'ils se déclarent prêts à partager les mérites avec le fondateur de la V^e République, rangé, désormais, parmi ces « chefs d'Etat occidentaux réalistes qui se sont efforcés de surmonter la guerre froide et d'engager sur la voie du dialogue pacifique avec les Etats de l'autre système social ».

L'anniversaire, plus attendu à vrai dire à Moscou qu'à Paris, risque de faire grincer quelques dents. Les Soviétiques auraient souhaité quelques cérémonies solennelles. Le gouvernement français ne paraît pas avoir partagé ce point de vue. Tout au plus Paris a-t-il suggéré de faire coïncider la tenue des travaux de la grande commission de coopération franco-soviétique avec cet anniversaire. La commission se réunit donc ce lundi 28 juin à Paris et demain se poursuivra le 3 juillet. Le président de la République offrira un déjeuner le 30 juin, à l'issue duquel chaque partie pourra évoquer, dans les toasts traditionnels, les dix années de la coopération franco-soviétique. L'U.R.S.S. sera représentée notamment par MM. Kirilline, président du comité d'Etat soviétique pour le développement de la science et la technique, Leonid Piontchik de surveillance son propos et de tenir sa langue ?

Alors ? Sans doute s'agit-il de quelques « politiciens » anonymes, puisque le même journal consent à reconnaître que « les hommes d'Etat français les plus influents ont l'antisoviétisme, les arrière-pensées ne seront certainement pas absentes. Il suffit de parcourir les articles de fond que la presse soviétique consacre depuis quelques jours aux rapports avec la France. Ramentant la technique du « oui, mais », une telle constance. Toutes les chroniques passent en revue avec un enthousiasme nettement défectueux l'action des présidents successifs de la V^e République. Le général de Gaulle obtient, évidemment, les appréciations les plus flatteuses ; Georges Pompidou a droit à des éloges, mais est sévèrement critiqué par M. Giscard d'Estaing, qui se voit rappeler les engagements politiques

contractés aussi bien par ses prédécesseurs que par lui-même.

Le long article publié la semaine dernière par l'hebdomadaire *Novosti Vremeni* (Temps Nouveaux) est typique : « Ce n'est un secret pour personne, affirme en conclusion son auteur, (non identifié), qu'il y a en France des forces qui poussent activement le pays vers le passé, vers l'atlantisme, vers le renouement d'une politique extérieure indépendante. N'est-ce pas ce que prouvent les déclarations du général Guy Mery, sur la nouvelle stratégie, en vertu de laquelle la France doit s'en tenir au concept de sanctuarisation élargie ? » Pour autant qu'on ne sache — et on le sait — que le général Mery jouit toujours de la confiance du président de la République.

Certains critiques sont plus insidieuses. Le *Kremli* s'en érige en juge — par *Literaturnaya Gazeta* interposée — dans l'affaire Pétain. De son côté, le quotidien *Industrie* socialiste accuse samedi dernier certains officiels français de prendre part à la campagne antisoviétique et de brandir le cas des « dissidents ». Qui risait ce journal ? Le ministre français de l'Intérieur ? M. Pompidou peut, certes, prêter le flanc à l'accusation d'antisoviétisme, mais son sens de l'ordre paraît trop développé pour qu'il prenne la défense de dissidents, fussent-ils soviétiques. M. Chirac ? Mais le premier ministre n'a-t-il pas conseillé à Leonid Piontchik de surveiller son propos et de tenir sa langue ?

Alors ? Sans doute s'agit-il de quelques « politiciens » anonymes, puisque le même journal consent à reconnaître que « les hommes d'Etat français les plus influents ont l'antisoviétisme, les arrière-pensées ne seront certainement pas absentes. Il suffit de parcourir les articles de fond que la presse soviétique consacre depuis quelques jours aux rapports avec la France. Ramentant la technique du « oui, mais », une telle constance. Toutes les chroniques passent en revue avec un enthousiasme nettement défectueux l'action des présidents successifs de la V^e République. Le général de Gaulle obtient, évidemment, les appréciations les plus flatteuses ; Georges Pompidou a droit à des éloges, mais est sévèrement critiqué par M. Giscard d'Estaing, qui se voit rappeler les engagements politiques

le laissant aux politiciens ». Seuls les hommes d'affaires trouvent grâce à ses yeux, ceux qui n'ont « jamais proféré de propos antisoviétiques, bien qu'ils se situent de l'autre côté de la barrière idéologique ». Voilà enfin un bon exemple ! D'autant que — et c'est encore l'industrie socialiste qui écrit — « la lutte idéologique continue et ne peut pas s'interrompre, quelles que soient les affirmations de certains hommes politiques français sur la nécessité d'une détente idéologique ». Rappelons que l'expression « détente idéologique » est de M. Giscard d'Estaing lui-même.

Une session de la « grande commission »

On paraît, du côté français, vouloir se rassurer en constatant que les critiques exprimées dans la presse soviétique ne le sont jamais dans les conversations officielles. On met en avant les progrès enregistrés dans les échanges économiques entre les deux pays. Ce dernier argument est plus convaincant que le premier. Il reste à M. Pompidou et d'Ornano à Vézelay, à l'issue des travaux de la Grande commission, par la signature de contrats importants dont on parle depuis longtemps, mais qui n'ont toujours pas abouti. Si certains des gros contrats en discussion n'aboutissaient pas, on serait en droit de parler d'une stagnation des échanges. Leur volume était, en effet, de 6,2 milliards de francs en 1975. Si une légère augmentation est d'ores et déjà prévisible pour l'année en cours, c'est uniquement parce que la France a augmenté ses achats de pétrole et de gaz soviétiques pour rééquilibrer sa balance commerciale avec l'U.R.S.S.

JACQUES AMALRIC.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

« Fraternité » syndicale

Quelques jours après la clôture, à Las Vegas, le 16 juin, du congrès des « teamsters » (camionneurs et gens de tous métiers), le plus grand syndicat autonome des Etats-Unis — plus de deux millions d'adhérents ; cotisation minimale : 40 F par mois, — qui s'est acclamé par la reconduction triomphale du mandat quinquennal de l'actuel président, M. Frank Fitzsimmons, des nuages s'amoncellent. Ils ont été de plus en plus à l'horizon de cette singulière « fraternité » (Brotherhood).

Tout d'abord, deux « belles jolies » de la presse locale, MM. Anthony Provenzano et Anthony Giacalone, ont été arrêtés par la police fédérale. Ces deux personnages, éminents reconnus de la presse américaine et « fonctionnaires » du syndicat, sont soupçonnés d'avoir trépané dans la disparition de Jimmy Hoffa, le 12 septembre 1975. Ils avaient rendez-vous, ce jour-là, avec le « boss » déchu des « teamsters » mais ont réussi jusqu'à se désolent de toute participation à cette mystérieuse affaire, dont le rappel, pourtant discret, semble avoir passablement énervé M. Fitzsimmons à Las Vegas.

En revanche, Tony Pro a été inculpé, par une chambre d'accusation d'un arrondissement de l'Etat de New York, d'avoir participé à l'enlèvement et au meurtre, il y a

quinze ans, d'un autre « cadre » des « teamsters » lié à la Mafia, Anthony Castellino. Troublante coïncidence : on n'a toujours pas retrouvé le cadavre de ce dernier. L'évanouissement dans la nature du « corps défectueux » posera un problème majeur dès l'ouverture du procès, si celui-ci s'ouvre jamais.

L'autre « Tony », M. Giacalone, n'étant accusé que de « fraude fiscale », a été libéré sous caution, malgré les protestations du parquet, qui le considère comme un « danger public ».

Par ailleurs, une demi-douzaine d'enquêtes sont en cours concernant des irrégularités commises dans la gestion des fonds de retraite de « teamsters » où les experts ont découvert des trous variant d'un à plusieurs millions. Ce ne sont pas les premières du genre. Celles qui ont abouti dans le passé n'ont en rien changé les méthodes et les mœurs de la corporation et de ses « boss ». A Las Vegas, M. Fitzsimmons a prédit des « temps difficiles » pour les « teamsters » et s'est plaint d'avoir été entendu récemment cinq fois par la police sur commission rogatoire. Un homme de soixante-huit ans, aux traits immaculés, selon lui, et qui touche un traitement de 150 000 dollars (et des frais d'entretien), aurait sans doute droit à plus de ménagements. — A. C.

Le Monde publie, en langue anglaise, un numéro spécial de 18 pages

AMERICA'S FIRST TWO CENTURIES : A TALE OF TWO WORLDS

Ce cahier, de la série « Dossiers et Documents », regroupe l'ensemble des articles publiés à l'occasion du Bicentenaire des Etats-Unis d'Amérique.

Au sommaire : Pages 1 à 9 : Politique et histoire avec la collaboration d'Ullrich Bonnel, Jeanine Brun, Alain Clément, Marcus Cunliffe, Roger Errera, André Fontaine, Jack P. Greene, Jean-Jacques Lantz, René Rémond, John Shy et Edmond Wright.

Pages 10 à 14 : Arts et Spectacles Théâtre : Colette Godard et Guy Scarpetta. Cinéma : Louis Marcellin et Jacques Siclier. Musique : Yves Bourcelle. Arts : André Chastel.

Pages 15 à 18 : Littérature américaine contemporaine avec la collaboration de Carlos Fuentes, Pierre Kyria, Kate Millet, Pierre-Yves Pettillon et Françoise Wagener.

Ce dossier est disponible au « Monde », 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. Prix de vente en France : 5 F.

M. REAGAN CONTINUE A SE RAPPROCHER DE M. FORD

Washington (A.F.P. A.P.). — A la suite des consultations locales qui se sont déroulées les 26 et 27 juin au Minnesota, au Montana, au Nouveau-Mexique et dans l'Idaho, pour désigner tout ou partie des délégations qui représenteront ces Etats en soit à la convention républicaine de Kansas-City, l'écart, déjà faible, séparant M. Ford de M. Reagan s'est encore réduit. Selon certaines sources, le président n'aurait que vingt-cinq délégués d'avance sur l'ancien gouverneur de Californie ; d'autres le créditent d'une marge de trente et une voix.

Il est impossible de vérifier ces chiffres, qui relèvent d'une comptabilité fluctuante. Ce qui est indéniable, en revanche, c'est que le courant favorable à M. Reagan continue à manifester de la vigueur. Au Minnesota, M. Ford surclasse aisément le prétendant à sa succession, mais celui-ci s'est imposé dans les trois autres Etats de l'Ouest. La lutte va donc être très serrée jusqu'au dernier moment entre les deux concurrents.

سكنا من الامم

صكنا من الاصل

LA CONFÉRENCE DES PARTIS COMMUNISTES EUROPÉENS

La presse de Pékin fait le silence sur les transformations en cours dans le monde communiste

Le document soumis aux délégations ne mentionne pas l'internationalisme prolétarien

Pour la première fois depuis son conflit avec Staline, en 1948, le maréchal Tito va assister à une conférence internationale des partis communistes. Il conduira la délégation yougoslave à la réunion européenne qui s'ouvrira le 20 juin à Berlin-Est. A Belgrade, on indique que, grâce à un travail patient, les P.C. ont fini par reconnaître la nécessité de donner à leurs relations « une qualité nouvelle ».

leurs, Pékin fait le silence sur les changements que l'on observe dans le mouvement communiste. Chine nouvelle a cependant tenu, lundi, les résultats des élections italiennes. L'agence qualifie le P.C.I. de « révisionniste » et ajoute que les deux « superpuissances », dans le cadre de leur « rivalité pour l'hégémonie en Europe », ont « fait tout leur possible pour influencer sur les élections ». Chine nouvelle insiste sur le refus des chrétiens-démocrates de faire participer les « révisionnistes » au gouvernement.

De notre correspondant

Pékin. — Ni les débats entre divers P.C. européens et le P.C. soviétique ni les perspectives politiques nouvelles qui s'ouvrent aux communistes italiens, français ou espagnols ne semblent émouvoir le moins du monde les communistes chinois. Le temps est loin où le Quotidien du peuple éprouvait le besoin de répondre à Maurice Thorez et d'autres camarades, ou s'étendait longuement sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous (1). Le lecteur de la presse chinoise n'est que très rarement informé de l'existence de partis communistes — autres que les formations de tendance maoïste — dans les pays d'Europe occidentale.

nois répliquent en posant le problème sur un plan plus bilatéral que doctrinal. Selon eux, l'acceptation ou la non-acceptation des thèses soviétiques n'est plus le seul critère. S'il l'est encore, c'est plus par un réflexe d'opposition à l'U.R.S.S. que de manière consciente et délibérée. Les relations que les dirigeants yougoslaves et roumains entretiennent avec les Soviétiques ne les empêchent pas d'être fort bien reçus à Pékin. On ne reproche pas, d'autre part, au P.C. italien d'avoir proposé le « compromis historique » à un parti bourgeois ni au P.C. français d'avoir renoncé à la dictature du prolétariat. Le grief majeur et persistant est d'avoir un jour condamné les thèses chinoises et de ne jamais être revenu sur ce jugement. C'est, paraît-il, parce qu'il a consenti à procéder à cette « auto-critique » que le secrétaire général du P.C. espagnol, M. Santiago Carrillo, a pu faire, en novembre 1971, le voyage de Pékin (2). M. Marchais ne prend pas le même chemin, qui dénonçait encore au mois d'avril dernier, à Tokyo, le caractère néfaste à son avis de la politique maoïste.

Moscou. — La Pravda de ce lundi matin 28 juin annonce en bonne place, en première page, phéno à l'appui, le départ de la délégation soviétique pour la conférence des partis communistes européens de Berlin-Est. Le secrétaire général est accompagné par MM. Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central chargé des relations avec les partis communistes non au pouvoir, et Kazonchay, secrétaire du comité central chargé des rapports avec les P.C. au pouvoir. La délégation soviétique comprend également, outre M. Znaminski, directeur de l'agence Tass et porte-parole de M. Brejnev dans les grandes occasions, les trois conseillers personnels du secrétaire général : MM. Roussakov, Alexandrov et Blaton.

Ce parti pris conduit parfois à des formulations étranges. Ainsi, rendant compte des manifestations du 1er mai dernier à Paris, l'agence Chine nouvelle signalait qu'« à l'appel de l'Unité nationale rouge, des milliers de travailleurs ont manifesté le matin », dénonçant « l'impérialisme russe » et « les deux superpuissances ». Dans un souci d'objectivité, l'agence chinoise a ajouté toutefois : « D'autre part, des dizaines de milliers d'autres travailleurs ont défilé le même jour à Paris ». Le 3 mai 1976, Chine nouvelle annonçait les élections générales italiennes, mais donnait l'impression que la crise gouvernementale résultait essentiellement des « contradictions entre le parti démocrate chrétien et le parti socialiste » italiens.

Les Chinois se défendent de vouloir présenter Pékin comme la nouvelle Rome du communisme international et ne prétendent pas décerner des brevets de marxisme-léninisme authentique. Mais ils ne manifestent de toute évidence aucun désir de favoriser un rapprochement avec des partis qui récusent ou seulement critiquent le communisme maoïste. Encore s'agit-il là de relations entre partis et l'on peut se demander jusqu'où trait le pragmatisme chinois si les relations entre États devaient être affectées. Qu'en serait-il, par exemple, si le P.C. italien devenait un jour parti de gouvernement ? L'exemple portugais n'est guère encourageant, car la Chine a nettement boudé le gouvernement de Lisbonne lorsque M. Cunha y exerçait une influence déterminante.

Alors que les premiers secrétaires commencent à affluer à Berlin-Est, la Pravda publie, d'autre part, un premier commentaire sur l'événement. Il s'agit d'un texte relativement prudent, encore qu'il insiste sur la nécessité de l'« unité ouvrière » en Europe et sur « l'autorité et la poursuite du socialisme réel, c'est-à-dire des pays du bloc socialiste ».

Cet article, qui est signé « les envoyés spéciaux de la Pravda à Berlin-Est », fixe comme objectif essentiel à la conférence la lutte pour la paix, la consolidation de la détente, pour la coopération chinoise une « conversation franche » au cours de laquelle « les deux parties doivent exprimer leurs points de vue et positions respectifs ».

LE MONDE diplomatique

Numéro de juin
L'HOMME, LA VILLE ET LA DÉMOCRATIE

(Marcel Roncovo, Max Quéri, Manuel Castells, Marc Vernière, François Bédaride, Claude Bourdet, François Serrou et Agnès Pirou)

RÉGIME DE FER ÉCONOMIE DÉPENDANTE LE BRÉSIL

Julio Juruan, Yves Hardy, Hélène Rivière d'Arc et Christine Apesteguy

Le numéro 5 francs 5, rue des Italiens 75227 Paris Cedex 06 Publications mensuelles du « Monde » (En centes partout.)

Le document final n'établit pas d'autre part de symétrie entre la lutte contre l'anticommunisme et la lutte contre l'antisovietisme. S'il dénonce les « préjugés anti-communistes », le texte qui sera adopté à la fin de la conférence établit une distinction entre cet anticommunisme primaire et la critique positive de certaines positions communistes. Sans mentionner directement la nocivité de l'antisovietisme, il dénoncera « la campagne qui mène les forces de la réaction contre les partis communistes, les pays socialistes, à commencer par l'Union soviétique ».

La position de l'Union soviétique et des pays du bloc socialiste face à certains partis communistes indépendants sera sans doute passablement affaiblie par les derniers événements de Pologne, dont bien sûr aucun orateur ne parlera mais qui seront dans l'esprit de tous les participants. Le recul du gouvernement polonais à la suite des manifestations populaires de vendredi a considérablement impressionné les Soviétiques et inquiété leurs dirigeants.

J. A.
M. Georges Marchais conduira la délégation du parti communiste français à la conférence des partis communistes européens, qui se tiendra les 28 et 29 juin à Berlin-Est. Cette délégation comprendra, outre le secrétaire général du P.C.F., MM. Etienne Fajon et Jean Kappa, membres du bureau politique, ainsi que M. Jacques Denis et Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier, membres du comité central.

SAIRE DU VOYAGE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

De notre correspondant
L'arrivée du général de Gaulle à Paris, le 28 juin, a été marquée par une série de manifestations de sympathie. Le général a été reçu à l'aéroport par une foule immense. Il a ensuite été conduit à l'Élysée où il a été reçu par le président de la République. Le général de Gaulle a ensuite prononcé un discours devant le Parlement. Il a souligné l'importance de son voyage et a exprimé sa confiance en l'avenir de la France.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

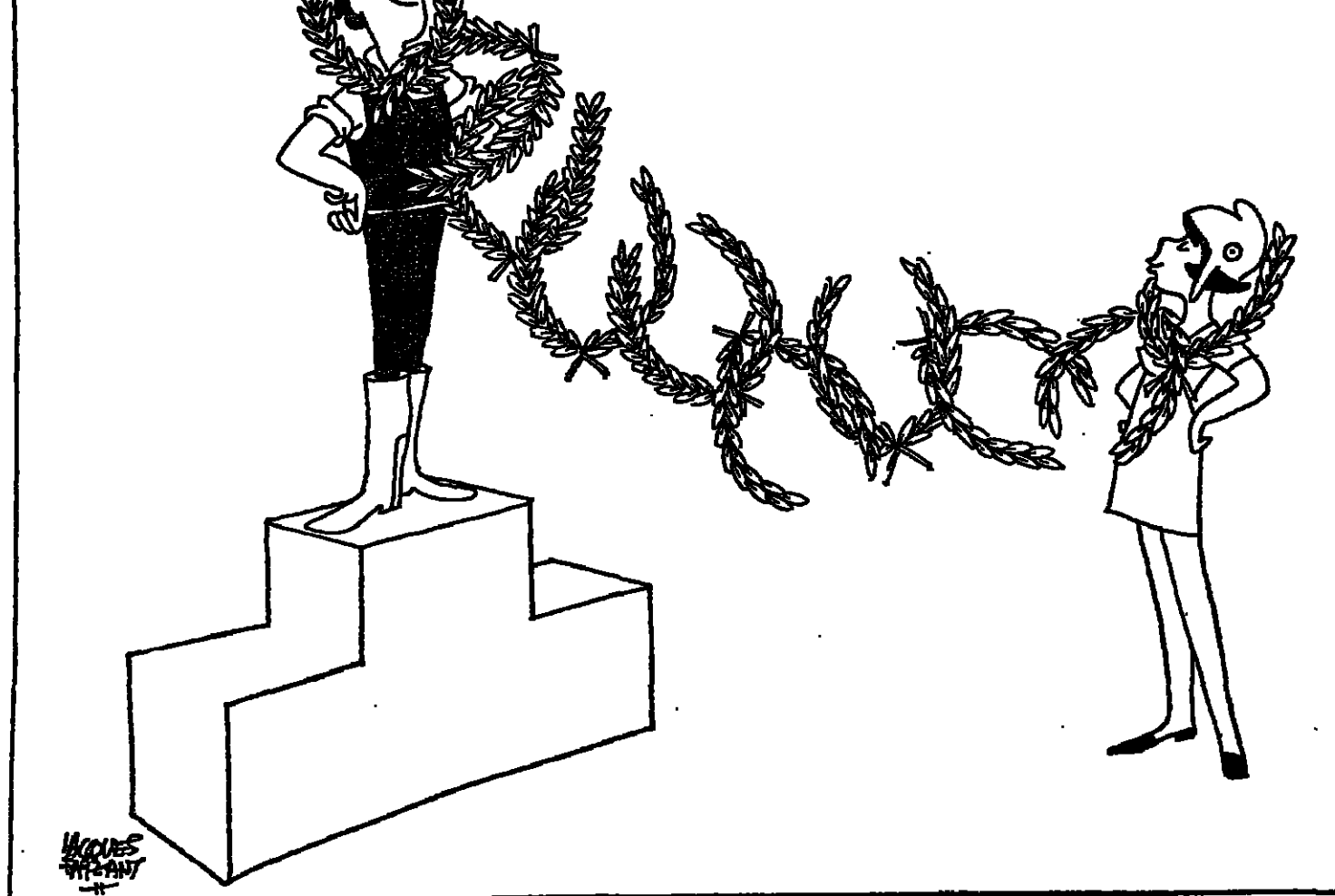
« Fraternité syndicale »

Le mouvement syndical américain connaît une période de réajustement. Les syndicats traditionnels cherchent à se renouveler et à s'adapter aux nouvelles conditions du travail. Des initiatives ont été prises pour renforcer la coopération entre les différents secteurs du mouvement ouvrier.

REAGAN CONTINUE À SE RAPPROCHER DE M. FORD

Le président élu Ronald Reagan continue à se rapprocher de son ancien adversaire, le président sortant Gerald R. Ford. Les deux hommes ont eu plusieurs rencontres amicales, et Reagan a exprimé sa confiance en Ford pour la fin de son mandat.

ELF AQUITAINE: NOS SUCCÈS VOUS PROFITENT.



ELF AQUITAINE UNE PARTICIPATION ESSENTIELLE A L'EXPANSION FRANÇAISE.
Elf Aquitaine a 10 ans. 10 ans pour une société c'est bien sûr, plus que jamais, l'âge des promesses mais c'est aussi, déjà, l'âge des bilans.
Nous le disons simplement parce que nous en sommes simplement fiers : le notre est positif. Très largement.
Premier producteur français de gaz naturel, second producteur de pétrole brut, premier investisseur français à l'étranger : nous sommes devenus en 10 ans un groupe de dimension internationale. Nous avons constitué un outil de raffinage et de distribution qui représente aujourd'hui le 1/4 du potentiel national.
Ces succès sont vos succès. Parce qu'ils vous concernent et qu'ils vous profitent. Parce que notre expansion fait partie de l'expansion nationale et pour sa part, la condition. Parce que notre rentabilité s'analyse en économie de devises et notre bonne santé en meilleure santé de l'emploi. Parce que la recherche scientifique et le progrès technique bénéficient de nos recherches et de nos progrès.
Le succès d'une entreprise nationale profite à toute la nation. C'est normal.



LES INTERETS QUE NOUS DEFENDONS CE SONT LES VOTRES

POLITIQUE

A LEUR NOUVELLE RÉUNION AU SOMMET

Les dirigeants de l'union de la gauche vont tenter de parvenir à un accord pour les élections municipales

Les dirigeants de l'union de la gauche se sont retrouvés, ce lundi 28 juin, au siège du parti communiste. Les négociations, ouvertes lors de la précédente rencontre - au sommet - le 21 mai, portent sur la constitution de listes communes dès le premier tour des élections municipales. Les communistes souhaitent un accord national pour toutes les communes, les listes étant constituées selon les règles de la représentation proportionnelle sur la base des résultats des élections législatives de 1973.

Socialistes et radicaux de gauche proposent des négociations au niveau départemental et refusent la référence de 1973. Le P.S. fait observer qu'il a connu depuis cette date une progression sensible.

D'autres sujets devaient être abordés au cours de la discussion. Socialistes et radicaux de gauche se proposaient en effet d'interroger leurs alliés communistes sur le rapport présenté par M. Jean Kanapa lors de la dernière session du comité central du P.C.F., dans

lequel est proposé un « enrichissement » du chapitre de politique étrangère du programme commun. M. Mitterrand a, dès dimanche, fait part de ses réserves à l'égard de cette initiative.

La rencontre des dirigeants de l'union de la gauche s'est ouverte dans un climat de scepticisme. À la base, les relations entre les partis signataires du programme commun tendent d'ailleurs à se dégrader, comme l'illustre le cas de Paris. — T. P.

A Paris, les relations sont au point mort

Le mercredi 23 juin, différentes associations du 11^e arrondissement, le parti socialiste, le P.S.U. et les radicaux de gauche, organisaient une manifestation pour demander l'ouverture au public des terrains de l'ancienne prison de la Petite-Roquette, avant que ne commence la rénovation, votée par le Conseil de Paris.

Après avoir tergiversé, le parti communiste se joignit, in extremis, à cette manifestation. Ce fait mineur, qui s'est déroulé dans un arrondissement où tous les élus municipaux sont membres des partis de gauche, pourrait illustrer le climat qui règne dans la capitale entre les différentes formations signataires du programme commun.

« Nos relations avec le parti socialiste en vue des prochaines élections municipales sont totalement au point mort », affirme M. Henri Fiszbin, député communiste de Paris, qui ajoute : « Il y a des pourparlers à l'échelon national qui devront déboucher de ce qui se fera dans tout le pays ».

M. Kanapa : il n'y a pas de durcissement du P.C.F.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., vient, dans une interview accordée à l'hebdomadaire communiste France nouvelle, sur le rapport qu'il a présenté devant le dernier comité central du P.C.F. (le 24 juin), il explique :

« Nous sommes des gens de bonne volonté. Et nous disons : « Nous, nous avons convenu que la France restera dans l'alliance atlantique telle qu'elle est : nous ne demandons rien (rien qu'elle soit déjà une vieille chose et que, depuis 1949, date à laquelle elle fut conclue, le monde ait beaucoup changé... et en plus rassurant ! Mais enfin, nous n'en tirons pas argument). Par contre, si le gouvernement américain ou un autre considère qu'il faut, pour maintenir l'alliance, en renégocier les termes parce qu'il y a des changements, nous sommes prêts à discuter. Mais nous ne sommes pas prêts à accepter cette demande. » Il faut vraiment avoir le raisonnement acrobatique — pour voir là un « durcissement » de notre part.

« Cette position est-elle contradictoire avec notre souci de voir la France ne plus pratiquer une « politique de bloc » ? Absolument pas. Le traité atlantique est un traité d'assistance mutuelle en cas d'agression. Respecter cette alliance est si peu contradictoire avec la volonté d'engager la France sur la voie de l'indépendance à l'égard de tout bloc quel qu'il soit, de l'Ouest comme de l'Est, que c'est exactement ce que dit le programme commun... »

militants, sur les fédérations départementales. Il s'attendait à des divisions et à des déchirements qui n'ont pas eu lieu.

M. Sarre précise : « Il existe avec le P.C. deux types de relations. Toutes les pratiques qui viennent du bureau national sont observées. En revanche, depuis dix-huit mois, il n'y a pas eu, au plan parisien, d'actions d'entraide organisées par le P.C. et le P.S. À l'hôtel de Ville, il existe un comité permanent des élus de gauche. Ce comité n'a de permanent que le nom. Les rencontres sont de plus en plus espacées. »

Cette situation est d'autant plus paradoxale qu'aux élections municipales de 1965 et 1971, c'est-à-dire avant la signature du programme commun, la gauche s'est présentée unie dans la capitale. « À l'issue de la réunion du lundi 28 juin, souhaite M. Fiszbin, un accord national doit être passé pour la constitution de listes d'union de la gauche dans toutes les communes de la France. Paris va faire l'objet d'une bataille très vive. Les signataires du programme commun doivent aller ensemble à cette bataille. » Le

député communiste précise : « L'application d'un accord national dans la capitale ne soulève donc de notre part aucune difficulté. Chaque formation, en fonction du choix des électeurs, et nous prenons pour référence les élections législatives de 1973, qui ont été les dernières élections municipales à Paris, doit occuper la place qui lui revient. »

Mais la « poussée » socialiste ? M. Fiszbin ne la « sent » pas. « À Paris, affirme-t-il, dans les arrondissements où la gauche est forte, où elle est en mesure de gagner, les électeurs donnent une place éminente au P.C. » Les élections municipales de 1971, où toutes les listes de gauche étaient conduites par des communistes, ont amené au Conseil de Paris vingt élus du parti communiste, huit pour le parti socialiste et deux pour les radicaux de gauche. Paris compte sept députés de gauche, tous communistes.

M. Sarre conteste évidemment cette analyse : « Le P.C. souhaite l'union de la gauche, mais il ne réunit pas les conditions qui permettraient effectivement de lier les alliances là où la bataille se mesure, c'est-à-dire au niveau des localités. » Le conseiller de

Paris ajoute : « Le parti communiste s'accroche à des références qui ne peuvent être retenues. Pour moi, un accord national tel qu'il est présenté est une contrainte. Les trois partis signataires du programme commun doivent après le 28 juin trouver leurs discussions et leurs actions à ouvrir des discussions en vue de parvenir au meilleur accord possible. Notre objectif, à Paris, c'est de gagner et non pas de gérer une réserve où la gauche serait une sorte de fatidité. »

Enfin, M. Sarre déclare : « Contrairement aux négociations précédentes, on doit mettre en place une équipe qui risque de l'emporter. Nous devons donc ouvrir nos listes à des personnalités qui s'engagent résolument sur les objectifs du programme commun, que les dirigeants de l'Union de la gauche ne veulent pas jouer un rôle dans l'administration de la capitale. L'enjeu, ne l'oublions pas, c'est la maîtrise de Paris. » Le conseiller de Paris ajoute : « Les radicaux de gauche, à la veille de négociations difficiles. Cependant, ni les uns ni les autres n'ont d'autre issue que l'union. »

JEAN PERRIN.

M. Mitterrand : il ne faut pas détruire le précieux équilibre du programme commun

À l'occasion du meeting de « la fête de l'unité pour le socialisme » organisé dimanche 27 juin par la fédération de Paris du P.S., M. François Mitterrand a évoqué les propositions du P.C.F. tendant à « enrichir » le chapitre de politique étrangère du programme commun de gouvernement. Le premier secrétaire du P.S. a rappelé que, s'il est favorable à une actualisation de ce document, il refuse une révision plus approfondie.

« J'aime tellement ce programme que je ne voudrais pas le changer avant de l'avoir appliqué », a-t-il déclaré. Il importe de l'adapter juste assez pour aller plus loin, mais pas trop, afin d'éviter de se casser le nez. Ce programme traduit, un équilibre entre trois formations politiques. C'est un équilibre trop précieux pour qu'il risque d'être détruit et d'être livré aux surenchères. »

Le premier secrétaire a également évoqué le développement de son parti et les craintes qu'il suscite dans les rangs du P.C.F. M. Mitterrand a indiqué que, pour se positionner, il n'est pas ceux « qui se retranchent de gauche à droite et de droite à gauche pour voir ce qui arrive aux socialistes ». Il a ajouté : « Je ne reproche pas au parti communiste de vouloir grandir lui aussi. Il faut se dispenser de la petitesse et du dédain. »

M. Mitterrand a, en outre, critiqué la majorité. Il a en particulier reproché au chef de l'État et au gouvernement de chercher à faire peur aux Français « en

brandissant le mot : collectivisme ». « À force de le répéter, il se crée une légende, mais il ne s'agit que d'un mot. Si j'ai bien compris, la gauche au pouvoir, ce serait une catastrophe, mais la hausse des prix, le chômage, le déficit du commerce extérieur, la crise du logement... c'est déjà fait. »

Au sujet des nationalisations prévues dans le programme commun de gouvernement, M. Mitterrand a souligné que deux des neuf groupes visés — Honeywell, Bull et Roussel-Uclaf — ont depuis 1972, été « internationalisés ». « Si le peuple français s'en était emparé, a-t-il relevé, il n'y aurait eu ni catastrophe ! » M. Mitterrand a également usé de son ironie au détriment du C.E.R.E.S. (la minorité du P.S.) qui dirige la fédération de Paris. Il a à cet effet expliqué : « Je prends votre accueil comme un encouragement pour continuer ce que nous avons si bien commencé. »

LE PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S. INVITÉ DE TF 1 JEUDI

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, sera l'invité, jeudi 1^{er} juillet à 20 h. 30, de l'émission « L'événement » sur TF 1.

M. Fabre : pour un « statut » des nationalisations.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a proposé, dimanche 27 juin, dans une déclaration à Antenne 2, que les dirigeants de l'Union de la gauche élaborent « une sorte de statut » des nationalisations. Il a expliqué : « Dans le cas d'une entreprise qui fonctionne mal, qui a des pertes, qui a des subsides de l'État, ce que nous ne voulons pas, c'est qu'une demande de nationalisation puisse émaner du comité ou du personnel, sans raisons. D'autre part, si une entreprise n'a plus de raison d'être sur le plan économique, nous ne voyons pas pourquoi l'État la prendrait à sa charge, sauf en cas d'exception sur le plan social, régional. Nous voulons que les petites et moyennes entreprises aient de notre part les garanties qu'elles sont en droit d'exiger en cas de victoire de la gauche. »

IND.E.E. — Ce texte est la première fois que les radicaux de gauche demandent que le programme commun soit précisé en matière de nationalisation. Ils s'inscrivent, en particulier, à l'encontre de la demande du P.S., prévoyant que les salariés pourraient demander la nationalisation de leur entreprise, le Parlement devant, en dernier ressort, se prononcer sur l'opportunité d'une telle mesure.)

M. Guéna : la belle époque de l'alliance socialo-communiste est révolue.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, dimanche 27 juin à Poitiers, que la belle époque de l'alliance socialo-communiste s'est révolue. Le parti communiste s'y refuse désormais moins qu'à l'union du peuple de France, et le C.E.R.E.S., pour n'être pas en retard, bat la campagne à la recherche de nouveaux alliés. Quant au programme commun, les radicaux de gauche veulent l'abandonner, car les communistes cherchent à placer leurs alliés dans l'embarras en remettant en cause l'accord de principe sur l'alliance atlantique. « Derrière toute cette agitation apparentement idéologique transparaît la lutte sourde que se livrent communistes et socialistes du sujet des élections municipales. Pour un candidat socialiste, recevoir l'appui en voix communistes au second tour, c'est bon. Pour un maître socialiste, ouvrir sa mairie à des adjoints communistes, c'est une aventure. »

AVIS DE VOL

Les papiers d'identité, carte de crédit et chèque de M. SIGMAR OUDOUARDY ayant été volés récemment, toute personne pouvant fournir des renseignements doit adresser au Commissariat de Police de SAINT-CLOUD (92).

A LA GARE DE LA BASTILLE

La première fête parisienne du parti socialiste depuis quinze ans

La première fête, organisée à Paris par le parti socialiste depuis plus de quinze ans, a rassemblé, selon les organisateurs, quarante et un mille personnes sur deux journées. De nombreux débats ont eu lieu dans le cadre de cette fête qui se déroulait dans l'ancienne gare de la Bastille. Parmi les stands, on remarquait ceux des sections d'entreprises du P.S. (une centaine dans la capitale), mais aussi ceux du P.C. grec dit « de l'intérieur » (non reconnu comme « parti frère » par le P.C.F.) et de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine). L'exposition sur le Front populaire a connu un incontestable succès.

Une exposition sur l'art de 1936

Sous le titre « Lutte, création artistique et créativité populaire », la fête du P.S. à la Bastille proposait une exposition de photographies, documents et œuvres originales évoquant l'effervescence culturelle pendant la brève existence du Front populaire. Effervescence sur le plan de la diffusion de la culture, comme sur le plan de la création, qui est à peine abordée dans les ouvrages sur l'époque, et carrément occultée dans les histoires de l'art.

En 1936 et 1937, pourtant, les initiatives ne manquaient pas à la direction générale des Beaux-Arts avec P. Abraham, G. Hulman, C.-H. Terrasse, J. Cassou, M. Rousseau, ni du côté des artistes, dont la situation n'était dans l'ensemble guère enviable, depuis la crise économique de 1929 : fin du mécénat privé, situation catastrophique du marché de l'art, chute du prix des œuvres, mévente et chômage, qui fut pour corollaire l'éveil des préoccupations sociales, assez fort pour sortir de leur individualisme et les mener à la recherche d'un rapprochement avec un public de masse.

Beaucoup d'entre eux mirent leurs espoirs dans le Front populaire, eurent des contacts avec les travailleurs, participèrent à la vie politique, réalisèrent des décorations éphémères pour les campagnes électorales, les salles de meeting, les écoles et les lieux de fête. Ils descendirent dans la rue pour populariser l'art du passé en reproduisant à une échelle colossale des tableaux célèbres comme la Barrique de Delacroix, ou le Frère de Mayo, de Goya. Boris Taitky, Édouard Pignon, Fougeron, Gruber, Paul Colin, portaient le « musée imaginaire » dans la rue, des portraits d'intellectuels et d'hommes politiques, alignés à la réalisation d'affiches.

Cependant que la Maison de la culture de Paris, fondée en 1935, se chargeait d'organiser quantité d'expositions (il y en eut trente-neuf, de Signac, Matisse, Courbet...), qu'on ouvrait le Louvre et l'Orangerie le soir,

qu'on y multipliait les visites guidées pour les groupes, les syndicats, les associations de loisirs, les scolaires.

Mais la réponse des artistes au clivage de l'art et des masses fut l'art mural que, depuis dix ans, Léger, Delaunay et d'autres prônaient comme seul art authentiquement social. Le premier projet de décoration de bâtiment scolaire (aujourd'hui le 1^{er}) — et qui échoua alors — date de cette époque, sous le ministère de Jean Zay, qui prévoyait 1,5% des crédits de la construction à des travaux confiés à des artistes en chômage.

C'est à l'Exposition internationale de 1937 qu'allait se concrétiser la grande idée des artistes, avec des peintures murales de Dufy (la Fée Électricité, pour le Pavillon de la Lumière), de Delaunay (au palais de l'air, où travaillèrent des jeunes comme Manessier, Bissière, Estève), de Surugue, Herbin, Villon, Valmier, Gromaire, Léger...

Tout cela, l'exposition l'évoque, comme elle évoque la guerre d'Espagne et l'émotion qu'elle a suscitée chez les artistes, « réalistes sociaux », « nouveaux réalistes » et surréalistes, en montrant des œuvres originales de Masson, Tia Coat, Pignon, et bien entendu, une reproduction du *Guernica*, de Picasso. Enfin, à travers des documents photographiques, toute la vie populaire, la formidable spontanéité créatrice, lors des meetings et des fêtes.

Des images et témoignages qui n'avaient jamais été rassemblés ni montrés : difficiles à recueillir, beaucoup ont été détruites pendant la guerre, d'autres dormaient dans des greniers, les collectionneurs de cette époque n'existent pas, pas encore.

Une exposition de deux jours, réalisée par Jérôme Clément et Pierre Gaudibert, qui méritent de trouver des prolongements.

GENEVIEVE BREERETTE.

L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

Le Journal officiel du dimanche 27 juin a publié l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement qui se tiendra le 1^{er} juillet à 15 h. Les textes suivants seront examinés :

● Projet de loi relatif à la nationalité française dans le Territoire des Aïras et des Issas ;

● Projet relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République ;

● Organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon et quatre projets relatifs à l'élection d'un député et d'un sénateur dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Aucune date de clôture n'est précisée, la session se terminant après épuisement de l'ordre du jour. Parmi les textes qui auraient dû être examinés au cours de la session de printemps et qui ne figurent pas dans cet ordre du jour, deux projets de loi se font remarquer par leur absence : celui tendant à instaurer un nouveau régime de la presse et le projet relatif à la fouille des véhicules.

Les cabinets ministériels : le 16^e numéro, contenant la liste des membres des cabinets de la présidence de la République, du gouvernement de M. Chirac, du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil économique, du Conseil de Paris ainsi que des préfetures de Paris, de la région parisienne et de la police, est paru. (37, rue du Louvre, 75002 Paris.)

UNE ÉLECTION MUNICIPALE...

DORDOGNE : Neuville (2^e tour) : Inscr. 2.184 ; vot. 1.631 ; suff. expr. 1.576.

Liste de défense des intérêts locaux : MM. Patrice Turquet, 327 voix, élu ; Jean-Jacques Elias, 748 ; liste de la gauche unie : MM. Francis Thier, P.C., 777 voix, élu ; Marcel Thomas, P.C., 717.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès de Robert Fasnacht, maire et conseiller général, rad. g. Outre celui de Robert Fasnacht, deux sièges étaient vacants du fait du décès, survenus auparavant, de deux conseillers municipaux. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 2.184 ; vot. 1.631 ; suff. expr. 1.576. Liste de défense des intérêts locaux : MM. Jean Verlain, 778 voix, élu ; Turquet, 748, et Elias, 712. Liste du P.C. : MM. Antoine Heitzmann, 694 ; Thomas, 498, et Thier, 555. Liste du P.S. : MM. Guy Mazères, 291 ; Yvan Trimolet, 227, et Albert Dumas, 290. En 1971, la liste de Robert Fasnacht, rad. g., avait été élue dès le premier tour.]

... ET UNE CANTONALE

CHARENTE : canton de Confolens (2^e tour) : Inscr. 3.758 ; vot. 2.936 ; suff. expr. 2.881.

MM. Bernard Enixon, rad. 1.567 voix, élu ; Jean-Pierre Léraud, P.C., 1.294.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Marcel Perrot, rad., maire de Confolens, vice-président du conseil général, décédé récemment. En septembre 1973, Marcel Perrot avait été élu dès le premier tour avec l'étiquette de la majorité en obtenant 2.418 voix contre 931 au candidat communiste et 356 au candidat socialiste.]

Lors du premier tour de cette élection partielle, M. Enixon était arrivé en tête avec 721 voix contre 661 à M. Léraud, P.C. ; 328 à M. Paul Lévry, P.S. ; 228 à M. Jean-Jacques Mourad, mod. mal. ; 389 à M. Michel Berk, mod., et 112 à M. Jean-Marie Lavièvre, mod.]

Médecine

Pharmacie
● Mise en condition bacheliers A, B, C, D en math, physique, chimie en septembre.
● Encadrement, soutien de soutien par la P.A.C. par C.E.U.
● Année préparatoire pour les bacheliers A et B.

CEPES
Groupement libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 NEUILLY
722-84-94 et 745-04-19

EN BREF...

● Le buste de Georges Pompidou élevé dans sa commune natale de Montboudif (Cantal), sera officiellement inauguré lundi 5 juillet, jour du soixantième anniversaire de la naissance de la République, par M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères.

Un autre monument, élevé à Saint-Pourçain, avait été inauguré le 3 novembre 1975 par M. Gérard d'Estaing.

● Le Parti fédéraliste européen de France a publié, jeudi 24 juin, une déclaration dans laquelle il « constate que la condamnation qui vient d'être prononcée par la Cour de sûreté de l'État contre le leader régionaliste corse, le député Edmond Simeoni ne constitue pas une décision de justice mais un acte politique sous commune mesure avec les charges réelles, plus que légères, qui pèsent sur l'accusé ».

Le sénateur des Deux, 82180 Moudon.

● La fédération des Alpes-Maritimes du P.C.F. a protesté auprès du préfet et du commissaire central de Nice à la suite des incidents qui ont marqué le meeting qu'elle organisait en vue de s'adresser aux chrétiens (le Monde daté 27-28 juin).

Médecine

Bac A et B
Les bacheliers littéraires peuvent aussi s'inscrire en PCEM : année préparatoire, complète PCEM/O - octobre à juin

CEPES
Groupement libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92 NEUILLY
722-84-94 et 745-04-19

صكذ من الاصل

حکذا من الامم

A LA GARE DE LA BASTILLE

La première fête parisienne du parti socialiste depuis quinze ans

La première fête organisée par le parti socialiste à Paris, a réuni, samedi 26 juin, à la gare de la Bastille, un grand nombre de militants et de sympathisants. L'atmosphère était festive et les discours ont été écoutés avec attention. Le parti socialiste se réveille et se projette vers l'avenir.

Une exposition sur l'art de 1930

Une exposition sur l'art de 1930, organisée par le musée de la Ville de Paris, présente une sélection d'œuvres majeures de cette époque. Les visiteurs peuvent admirer des peintures, des sculptures et des œuvres graphiques de grands artistes comme Pablo Picasso, André Breton et Salvador Dalí. L'exposition est ouverte tous les jours de 10 heures à 18 heures.

Les Jeunes Giscardiens critiquent les « routiers de la contre-réforme »

Le mouvement de jeunes giscardiens, Génération sociale et libérale, a réuni samedi 26 juin, à Paris, un conseil national extraordinaire consacré notamment à la mise en place des « trois mille carrefours permanents », à la préparation des élections municipales et à l'organisation de l'université politique d'été de G.S.L. (qui se tiendra à Montpellier en août et en septembre).

UNE LETTRE OUVERTE DE M. GERMAIN-THOMAS A M. YVES GUÉNA

M. Olivier Germain-Thomas, directeur de la revue gaulliste *L'Appel*, vient d'adresser une lettre ouverte à M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R. La lettre est une réponse à une lettre de M. Guéna datée du 24 juin, dans laquelle ce dernier avait critiqué le rôle de l'U.D.R. dans la vie politique française.

Une « table ronde » sur le thème « Les jeunes, la réforme et la majorité » a réuni plusieurs responsables des formations qui soutiennent le gouvernement, notamment M. Jacques Barrot, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux; Bernard Lehideux, secrétaire national des Républicains indépendants; et Antoine Rufenacht, secrétaire général adjoint de l'U.D.R.

● A Amiens, une association regroupant six formations appartenant à la majorité présidentielle vient de se constituer sous la présidence de M. Jean-Claude Broussin, conseiller général (C.D.P.). Le Comité d'entente des démocrates pour le renouveau d'Amiens (C.E.D.R.A.) comporte des représentants du C.D.S., du C.M.I., du rép. ind., du M.D.S.F. que préside M. Max Lejeune, du parti radical socialiste et de l'U.D.R.

POLITIQUE

M. MESSMER : nous avons cessé d'être inconditionnels.

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, député U.D.R. de Moselle, a déclaré le 27 juin à Caen à l'occasion du rassemblement annuel du mouvement Présence du gaullisme :

« La question de la présence des gaullistes dans la majorité est posée devant l'opinion publique. Cette question existe depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence. » Insistant sur « la nécessité pour l'U.D.R. de demeurer dans la majorité et, pour ses membres, de garder leur loyauté envers le gouvernement », M. Messmer a cependant ajouté : « Cela dit, tout en étant loyaux, il faut savoir que nous avons cessé d'être inconditionnels. Nous entendons avoir le droit de libre critique vis-à-vis des projets du gouvernement. »

« Un certain nombre d'entre nous, dont je suis, estiment même que c'est pour nous un devoir. »

UNE « UNIVERSITÉ GAULLIENNE » A LA BAULE

Les Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes organisent, du 5 au 10 juillet, à La Baule (Loire-Atlantique), leur première « université gaullienne » sur le thème « le gaullisme, sources et profils d'une pensée politique ». Les forums, qui auront lieu à l'Hôtel Herminette à 20 h. 45, seront les suivants : lundi 5 juillet, M. Alexandre Sanguinetti; mardi 6 juillet, M. Maurice Druon; mercredi 7 juillet, M. Nicole Dewarim; jeudi 8 juillet, M. Olivier Guichard; vendredi 9 juillet, M. Olivier Guichard; samedi 10 juillet, M. Olivier Guichard.

CORRESPONDANCE

A propos de la Nouvelle Droite française

A la suite de l'enquête publiée dans le *Monde* des 12, 13-14 et 15 juin, sur « L'extrême droite et la recherche d'un avenir », la Nouvelle Droite française, qu'anime M. Michel Berthelot, et l'Association des chercheurs des fondations Michel, « qui a pour but de défendre son œuvre sans participer à ses activités politiques », nous ont adressé deux vives protestations. Ces protestations ne concernent d'ailleurs pas les propos des amis de M. Berthelot, tels que le *Monde* les a rapportés.

La lettre de la Nouvelle Droite française porte principalement sur le classement de celle-ci à l'extrême droite. Or, y lit « La N.D.F. a toujours, dans ses prises de positions politiques, affiché le plus total mépris pour les mouvements extrémistes de gauche et de droite, ainsi que pour la droite traditionnelle. Elle prend ses sources dans l'anarchisme et le monarchisme, ce qui, a priori, pour les amis simples peut paraître contradictoire et prêter à confusion. »

[Au risque de passer pour une « âme simple », nous persistons à penser qu'il y a contradiction. De même peut-on être fondé à situer à l'extrême droite une organisation qui, en dehors des pittoresques consignes qu'elle donne à ses militants, rapportées par le *Monde* du 15 juin, n'aurait pas, en décembre 1974, à indiquer son intention de « constituer une garde blanche », ainsi qu'« une magistrature parallèle, qui s'emploiera à juger les magistrats républicains lorsque ceux-ci auront outrepassé leurs droits. »]

Quant à la lettre de l'Association des chercheurs des fondations Michel, elle concerne surtout la mention, par le *Monde* du 15 juin, du fait que le nom de M. Michel Berthelot (et ses deux pseudonymes Michel Berthelot et Eric Audam) avaient été prononcés lors de l'affaire du vol d'un chèque appartenant à Georges Pompidou. L'association écrit : « M. Berthelot n'a ni de près ni de loin, été mêlé au vol du chèque Pompidou. Il a été inculpé de recel pour avoir détenu ces chèques à titre documentaire dans les archives de la Nouvelle Droite française (N.D.F.). L'affaire des « chèques Pompidou » viendra en jugement dans quelques mois à la 16^e chambre correctionnelle de Paris. M. Berthelot y sera défendu par M^{re} Wagner. Dans ces conditions, l'association juge indispensable de dénoncer toutes les fausses informations susceptibles d'influencer le verdict des juges. »

PRESSE

LES TRAVAILLEURS DU LIVRE POUR LA NÉGOCIATION

Deux cents délégués de la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. des différentes formes de presse et de la distribution, réunis le 25 juin, ont déclaré dans un communiqué :

« A la suite de cette assemblée, ils exigent des pouvoirs publics et des syndicats patronaux de presse la discussion d'un accord cadre national garantissant : »

« L'emploi »

« L'utilisation des professionnels sur les matériels et techniques nouvelles ; »

« L'association des travailleurs de l'information, les travailleurs du livre poursuivront la lutte pour la défense des libertés dont celle de l'information sans laquelle il ne peut y avoir de véritable liberté. »

« Les délégués mandatent le comité fédéral national pour déterminer les moyens de la mettre en œuvre afin que soient enfin les négociations demandées par la F.F.T.L.-C.G.T. et rappelées par courrier en octobre 1975 et mai 1976 au premier ministre. »

M. EDMOND DE ROTHSCHILD ASSOCIÉ A HACHETTE pour « Paris-Match » et « Télé 7 jours »

A la faveur du rachat de certains titres du groupe Prouvost par la librairie Hachette — *Télé 7 jours*, *Paris-Match* et *Paris-Match* — on apprend que le groupe bancaire de M. Edmond de Rothschild a décidé de prendre une participation de l'ordre de 30 % dans le capital de la nouvelle société éditrice de ces trois magazines, Hachette conservant le contrôle de la majorité.

● L'Association de la presse nationaliste a élu à la présidence M. Charles Saint-Pro, directeur de la *Pensée nationale*. Elle a d'autre part décidé de décerner chaque année un prix qui sera attribué à l'auteur d'une œuvre ayant particulièrement servi l'idée de l'indépendance nationale et les valeurs de notre civilisation.


* A.F.N., 27, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

150.000 ex.

Jeanne Cordelier

La dérobade

préface de Benoîte Groult



HACHETTE
littérature & sciences humaines

dans un site merveilleux, en bordure de Méditerranée, le Cap Martin, face à Monte-Carlo :

Club Résidence Dragonnière

Une résidence « pleins services » pour y vivre un troisième âge dégagé de toutes servitudes.

Outre tous les services pris en charge par le club, les résidents y ont à leur disposition : restaurant, bar, piscine, tennis, bibliothèque, salle de sport et de détente... et un parc d'un hectare et demi.

De grands studios, de vastes 2 pièces (tous avec terrasse et face à la mer) sont immédiatement disponibles.

Pour devenir résident de LA DRAGONNIERE, 2 formules : — l'achat en toute propriété, — l'acquisition du droit d'usage et d'habitation votre vie durant.

RENSEIGNEMENTS ET VENTE : sur place : CLUB RESIDENCE DRAGONNIERE, 16, avenue Paul-Doumer, 06100 ROQUEBRUNNE CAP MARTIN Tél. (93) 35.42.07.

à Paris : LA PROVIDENCE I.A.R.D., 85, rue de la Victoire, 75009 Paris.

UNE nouvelle destination

LE CORPS A VIVRE

originaire par le Dr. Jacques Lowen

Dr. ALEXANDER LOWEN

Le Plaisir

être bien dans son corps

45 F.

TOUJOURS

SOCIÉTÉ

A Paris

Un millier de femmes ont participé aux « dix heures contre le viol »

Les différents mouvements de femmes se réunissent au M.L.F. (Mouvement de libération des femmes) ont organisé, pour la première fois, un meeting sur le viol, samedi 26 juin, salle de la Mutualité, à Paris. Seules Femmes en lutte, organisation proche du groupe d'extrême gauche Révolution, critiquant la non-mixité de la réunion et sa « prise en main par des mouvements socialistes », ne s'est pas associée à ces « dix heures contre le viol », où se sont retrouvées plus d'un millier de femmes.

Il est 20 heures, mais le soleil n'en finit pas de se coucher. Le macadam dégage une chaleur lourde. L'air manque. Imperturbables, des garçons et des filles discutent devant les portes de la Mutualité. Des discussions animées, où chacun essaie de convaincre : eux, qu'ils comprennent les femmes, mais que les meetings du M.L.F. devraient être mixtes ; elles, disent avoir besoin de se retrouver entre elles.

Sur le trottoir d'en face, d'autres garçons, déjà convaincus ou las de parler, attendent, un tract ou un journal à la main, que sorte leur compagne. Tout à l'heure, d'un air faussement décontracté, ils demanderont : « Alors, qu'est-ce qu'il s'est passé ? »

« Comment leur expliquer cela ? », se demande Anne, une sympathisante du M.L.F. Cela, c'est une Mutualité transformée, décorée par des groupes de ballons multicolores, des tinsaux aux couleurs de l'Inde et des plantes vertes.

Une Mutualité aux murs recouverts de pancartes et d'affiches où l'on pouvait lire des slogans d'inspiration assez diverse que : « La violence est le viol », « Viol au-dessus d'un nid de coucou-coups », ou encore « Viol de nuit, terre des hommes ».

Une Mutualité enfin où se sont succédés des débats, échauffés, passionnés, chaotiques et la tête avec ses sabbas, ses cha-cha...
Auto-défense
Ce n'est que vers 18 heures que les débats avaient réellement commencé. Marie-Josée, une jeune femme habitant un village de l'est de la France, raconte comment elle a été violée et surtout la réaction méprisante et humiliante de la police, du médecin, auxquels elle s'est adressée. D'autres témoignages se succèdent comme des cris. Les mots sont souvent durs et violents. Quelqu'un demande que l'on aborde les moyens de défense. Certaines préconisent les méthodes individuelles : le judo, le karaté, « le pistolet », s'orientent plusieurs d'entre elles. « Le viol est un meurtre. J'ai cru mourir quand on m'a violée. Je réclame le droit de porter une arme et de tirer à tuer une femme avec des accents désespérés... »

A cette autodéfense, d'autres préfèrent une riposte collective : la création de comités de défense-femmes, de comités de soutien aux femmes violées, etc. : divergences habituelles entre les féministes, pour lesquelles — selon la formule d'un manifeste — « tout homme est un violeur en puissance », et celles qui préfèrent une analyse de classe, qui évoquent la misère sexuelle de certains hommes, des travailleurs immigrés, par exemple, et qui préfèrent parler du viol en tant que « produit de l'oppression du capitalisme », plutôt que de « résidu du système patriarcal ».

Presque toutes cependant sont d'accord pour avoir recours à la justice, non pas pour punir, mais pour faire reconnaître que le viol est un crime.

« Il ne s'est rien passé »

L'atmosphère était tendue quand, vers 18 heures, un orchestre de femmes prit possession de la scène. Ce fut alors un délire enthousiaste, les femmes se levant, dansant seules, en groupe ou tendrement à deux, commencent à se balancer et à battre des mains au rythme des tambourins. Une scène frustre pour celles qui auraient aimé aller plus avant dans la discussion, inoubliable pour celles qui révalent d'harmonie.

« En fait, il ne s'est rien passé », demandera probablement le compagnon d'Anne. A dire vrai, si l'on attendait un programme d'action, des résultats concrets, certes, ne s'est rien passé. Mais était-ce possible ? Était-ce réellement le souhait des organisatrices de la réunion ? « Le M.L.F. n'est pas un mouvement homogène, fait remarquer un tract. Il rassemble plusieurs mouvements. Chacun a sa propre démarche. Et si tous veulent lutter contre le viol, leurs propositions d'actions sont différentes, tant qu'il n'y a pas eu non dans une analyse politique plus large. »

« Nous voulons nous retrouver entre nous, nous exprimer », dit une féministe révolutionnaire. La salle de la Mutualité, même vidée d'une bonne partie de ses fauteuils, afin de permettre à l'assistance de s'asseoir par terre, et malgré les micros baladeurs, n'aurait pas vraiment permis ce dialogue.

Il n'en reste pas moins que cette première rencontre « aura peut-être permis à des femmes de voir qu'elles n'étaient pas seules et qu'elles ne devaient pas avoir honte », argumente une autre féministe.

Ce n'est probablement pas le dernier meeting sur le thème du viol. L'auraient-elles cru, ces femmes, que les agressions verbales d'hommes et de policiers, à la sortie du meeting, les auront persuadées que cela ne changeait pas du jour au lendemain. D'une d'entre elles, battue d'elle-même par un policier, a l'intention de porter plainte pour coups et blessures.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AU PALAIS DES CONGRÈS A PARIS

Les spécialistes s'interrogent sur l'avenir de l'automobile

Un ensemble de « tables rondes » sur l'avenir de l'automobile s'ouvre ce lundi 28 juin au Palais des congrès (porte Maillot). Cette manifestation, qui rassemble, sous la présidence du ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Michel d'Ornano, et du ministre de l'Équipement, M. Robert Galley, un grand nombre de spécialistes et de personnalités est très ambitieuse. Il s'agit non seulement de traiter des problèmes industriels qui seront l'objet des discussions du mardi 29 juin, mais aussi de replacer l'automobile dans le cadre de vie : les « tables rondes » du premier jour essaient de relier l'automobile à l'aménagement de l'espace, à situer ce moyen de transport dans la ville et à envisager les mutations qu'elle pourrait subir du fait de la situation économique.

Les idées sur ces divers points ont beaucoup évolué ces dernières années. L'augmentation considérable du prix du pétrole, l'accent mis sur la pollution, ont

conduit nombre de spécialistes à s'interroger sur l'avenir de l'automobile et son utilité, alors que, jusque-là, l'expansion de l'emploi de ce véhicule était une donnée première.

Les problèmes posés par l'automobile sont extraordinairement complexes : ils sont indissolublement liés aux problèmes de société. Leur importance politique est d'autre part évidente. Les participants aux « tables rondes » ne pourront pas l'ignorer. — J.-L. L.

Le problème de l'automobile est un problème de société. Les participants aux « tables rondes » ne pourront pas l'ignorer. — J.-L. L.

POINT DE VUE

L'automobile est en train de se faire chasser du centre des grandes villes. L'industrie automobile en est consciente, elle semble s'y résigner. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la « possession » d'une automobile, encore pour longtemps indispensable, mais c'est 50 % de la consommation automobile et des dizaines de milliers d'emplois. L'objet de cet article est de faire le point sur la situation actuelle, résultat d'un développement mal contrôlé, et de suggérer l'exploration d'une voie nouvelle pour l'avenir.

Aujourd'hui, chacun, ou presque, bénéficie des avantages d'une automobile. Elle nous a apporté la liberté de nous déplacer, de trouver un emploi, de nous loger et de pratiquer, le week-end, notre délassant favori. Mais, en même temps, comment ne pas déplorer le bruit, la pollution, le danger et le danger que représente ce flot continu de voitures dans nos villes ? Faut-il alors renoncer à vivre dans des villes agréables ? Est-ce l'automobile, moyen de déplacement privé, qu'il faut mettre en cause, ou bien l'usage de l'automobile actuelle ?

L'industrie automobile se trouve en fait, à l'égard de sa clientèle, en position de monopole. Puissante, omniprésente, et bien équipée par l'industrie pétrolière, elle croit connaître les besoins réels des utilisateurs et fabriquer le produit qu'il leur faut. Mais où se trouve le choix ? « Nous jouons avec les mêmes cartes depuis au moins vingt-cinq ans », avoue l'un des grands constructeurs (1).

L'architecture actuelle de l'automobile date de 1908 : la construction en série, de 1910. La traction avant (2), les quatre roues indépendantes, la carrosserie monocoque, et bien d'autres perfectionnements datent de 1934-1938. A cette époque, on pouvait déjà rouler à plus de 130 kilomètres-heure avec une 1350 cm³ (Lancia Aprilia).

Si l'automobile évolue, on peut dire que c'est à une allure d'escargot. Serait-ce qu'elle soit parfaite ? Il n'existe pas, en technique, de vérités immuables. Henry Ford avait conçu, en 1909, une automobile géniale. Pendant vingt ans, il ne voulait rien y changer, et son obstination mit en péril sa société. Il existe, plus près de nous, d'autres exemples. Aujourd'hui, il semble que ce soit toute l'industrie automobile qui se trouve prisonnière de cet état d'esprit.

De la même façon, une autre industrie a longtemps répété que la montre électronique était hors de prix, l'attaché numérique une fantaisie peu pratique, et que la montre mécanique représentait la perfection. Il faut croire que la perfection annule, puisque ces gamins d'acheteurs se précipitent sur l'électronique. L'industrie automobile se prépare aux

L'intérêt collectif

Comment s'en étonner, puisque cette automobile a été conçue, il y a plus de cinquante ans, pour les routes de campagne. A cette époque, les deux tiers de la population n'habitaient pas dans des grandes villes. Aujourd'hui, 55 % des kilomètres sont faits en zone urbaine. Or on a gardé un engin conçu pour la route et la vitesse. Son architecture est tout en longueur, alors que l'on s'en sert en ville, où l'espace disponible manque. Elle offre quatre ou cinq places, alors qu'on conduit seul pour aller travailler et en revenir. Elle est tellement surbaissée qu'il arrive que la bordure du trottoir empêche la porte de s'ouvrir. Elle est étudiée pour des chocs à plus de 100 kilomètres à l'heure, et à 15 kilomètres à l'heure déjà, toutes ses tôles sont immédiatement froissées et fort coûteuses à redresser. Son moteur développe, parait-il, plus de 100 chevaux, mais il souffre, chauffe et hoquette à vide, dans les encombrements, etc.

Non, l'automobile qui respecterait la qualité de la vie, la pureté de l'air et la limpidité des eaux, cette automobile-là n'existe pas. Sait-on, d'après un récent rapport des Nations unies, que le tiers de l'huile répandue sur les mers provient des huiles de vidange d'automobiles ? (3) Quant à la pollution de l'air, les chiffres sont encore plus éloquentes, et il faudrait parler ici de 80 à 90 % suivant les villes (4).

Venons-en maintenant à l'objection classique, à savoir que, si l'on produisait cette voiture urbaine surbaissée qu'il arrive que la bordure du trottoir empêche la porte de s'ouvrir, elle serait plus chère que la voiture actuelle. C'est exact, mais la question est de savoir si l'on est prêt à payer plus cher pour une voiture qui ne pollue pas, qui ne chauffe pas, qui ne hoquette pas, qui ne souffre pas, qui ne chauffe pas, qui ne hoquette pas, qui ne souffre pas, etc.

Un exemple, nous indiquons dans quelles directions pourraient se développer les composantes d'un système nouveau :

● L'aluminium est la ressource terrestre la plus abondante, et il ne rouille pas. Certains DC-3 sont encore en service après plus de trente-cinq ans d'activité. La différence de contenu énergétique de l'aluminium par rapport à l'acier est récupérée après dix à douze mois d'utilisation, grâce aux économies de poids. Associés à l'aluminium, les matériaux composites, y compris les composites moléculaires, ouvrent des perspectives intéressantes pour la réalisation d'un habitacle léger.

● La traction électrique. L'électricité est le seul vecteur énergétique universel. Son utilisation est parfaitement propre et permet la circulation souterraine. Le moteur électrique, très silencieux, est le seul qui ne consomme rien en ville, derrière les feux rouges. Il est, de plus, pratiquement inusable : cinquante mille heures d'utilisation contre deux mille heures pour un moteur thermique. L'expérience industrielle a montré que les chariots électriques étaient deux fois plus solides et consommaient deux fois moins d'énergie (en supposant l'électricité fabriquée à partir du pétrole) que les mêmes chariots à moteur thermique (5). Les autobus électriques prototypes confirment ce bilan. Le problème du stockage d'énergie à bord du véhicule est un problème technique où un nombre suffisant de solutions potentielles existent. Le quart des crédits dépensés pour améliorer le moteur thermique suffirait largement à les développer.

● L'électronique et la séparation des fonctions. Un « cerveau » électronique qui tient sur moins de 1 centimètre carré peut être inter-

alors que ce type de déplacement urbain est devenu l'essentiel et que, pour la communauté, c'est l'inverse qui est vrai : le coût est maximal en ville et marginal en campagne.

Une société peut-elle impunément et longtemps favoriser l'intérêt individuel au détriment de l'intérêt collectif ? Nous croyons que l'intérêt collectif est compatible avec un intérêt individuel bien compris, à condition que l'industrie automobile fabrique le produit que la société attend.

L'industrie automobile consacre l'essentiel de ses efforts à vendre. Il faut vendre à tout prix, et le plus souvent possible. C'est pour cela qu'elle n'est pas crédible lorsqu'elle prétend fabriquer des voitures résistantes et faites pour durer. Ce serait évidemment l'intérêt de l'acheteur, mais celui-ci ne voit pas, dans le système actuel, que ce soit l'intérêt du producteur. L'industrie automobile vend un produit, l'acheteur désire acheter un service. Beaucoup plus qu'une automobile classique, il achète la liberté de se déplacer, la commodité d'emploi, le confort les jours de pluie, en un mot, un espace privé mobile que, par définition, les transports publics ne lui offriront jamais.

Une automobile urbaine, qui occupe deux fois moins de place que l'automobile classique, qui offre en ville la même confort pour son conducteur tout en étant plus maniable, plus pratique, plus silencieuse, absolument non polluante, moins dangereuse pour les piétons et les cyclistes, économe en énergie, recyclable et pratiquement inusable ? C'est aux techniciens de construire ce que la société demande, et non à la société de se laisser imposer des solutions de techniciens.

Le rôle de la presse est à cet égard, essentiel. Si l'on ne cherche pas des solutions nouvelles, de nouvelles formes de vie urbaine et d'organisation du travail, on finira par aboutir à l'interdiction pure et simple de l'automobile privée dans le centre des villes. A quoi rime l'organisation actuelle qui consiste à importer du tiers-monde des matières premières en voie d'épuisement et des dizaines de milliers d'ouvriers non spécialisés, pour fabriquer à la chaîne des millions de futurs tas de rouille pendant que les jeunes connaissent le chômage ?

A titre d'exemple, nous indiquons dans quelles directions pourraient se développer les composantes d'un système nouveau :

● L'aluminium est la ressource terrestre la plus abondante, et il ne rouille pas. Certains DC-3 sont encore en service après plus de trente-cinq ans d'activité. La différence de contenu énergétique de l'aluminium par rapport à l'acier est récupérée après dix à douze mois d'utilisation, grâce aux économies de poids. Associés à l'aluminium, les matériaux composites, y compris les composites moléculaires, ouvrent des perspectives intéressantes pour la réalisation d'un habitacle léger.

● La traction électrique. L'électricité est le seul vecteur énergétique universel. Son utilisation est parfaitement propre et permet la circulation souterraine. Le moteur électrique, très silencieux, est le seul qui ne consomme rien en ville, derrière les feux rouges. Il est, de plus, pratiquement inusable : cinquante mille heures d'utilisation contre deux mille heures pour un moteur thermique. L'expérience industrielle a montré que les chariots électriques étaient deux fois plus solides et consommaient deux fois moins d'énergie (en supposant l'électricité fabriquée à partir du pétrole) que les mêmes chariots à moteur thermique (5). Les autobus électriques prototypes confirment ce bilan. Le problème du stockage d'énergie à bord du véhicule est un problème technique où un nombre suffisant de solutions potentielles existent. Le quart des crédits dépensés pour améliorer le moteur thermique suffirait largement à les développer.

● L'électronique et la séparation des fonctions. Un « cerveau » électronique qui tient sur moins de 1 centimètre carré peut être inter-

posé entre le conducteur et le véhicule pour éviter à celui-ci de subir surcharges et dommages. L'électronique enregistre les ordres du conducteur : accélérer, freiner, tourner à gauche, ou à droite, et les traduit instantanément en actions mécaniques avec un maximum d'efficacité. Nul besoin de volant, de pédales et d'une manivelle générale, de toute commande mécanique entre l'habitacle, salon mobile personnalisé, et la plate-forme technique standard, indéfiniment récupérable et recyclable, conçue pour l'entretien systématique et non pour la casse. Par ailleurs, cette séparation des fonctions ouvre des voies nouvelles en matière de confort et de sécurité, permet le parking automatique, et un jour, le guidage.

● Le système de leasing ou d'abonnement. Une machine peut ne pas être vendable parce qu'elle est trop chère à fabriquer, mais elle peut l'être parce qu'elle est trop chère à utiliser. Finalement, les démenties avec les garagistes omniscients et les joies du propriétaire dont le véhicule est en panne : un coup de téléphone et un échange standard dans les dix minutes. Toutes les objections classiques contre le système de location « trop cher, les gens ne font pas attention à ce qui ne leur appartient pas, ils veulent un véhicule personnel avec leur pipe, leurs gants et leurs muscasses », ne résistent pas à une formule bien étudiée où, grâce à l'électronique, aucune surcharge ne pourrait être infligée à la partie mécanique, le conducteur restant propriétaire de sa bulle-habitacle personnalisée.

Un choix de société

Ces quelques idées appellent à un réexamen assez fondamental du rôle de l'industrie automobile et de la mentalité du conducteur. Quel est, pour ce dernier, le plus important de la possession ou de l'utilisation d'un véhicule ? Gageons que la réponse sera claire le jour où l'on viendra à la restriction de l'utilisation. Quel est, pour l'industrie automobile, le plus important, de fabriquer à la chaîne des millions d'automobiles, ou d'assurer, grâce à son réseau de garagistes, le service de la mobilité individuelle avec des véhicules conçus pour la réparation et le recyclage local, dans de petits ateliers à dimensions humaines ?

Sait-on que les deux tiers des emplois liés à l'automobile ne sont à son utilisation et non à sa production ? Sait-on que si l'on fabriquait cinq fois moins d'automobiles, cinq fois plus durables, il serait possible d'assurer, grâce au recyclage, la même nombre d'emplois, avec la différence importante qu'il s'agirait, non plus d'un sous-produit idéalisé et mal payé, mais de main-d'œuvre locale qui pourrait être payée correctement grâce aux économies faites sur les matières premières et sur l'énergie (6).

En vérité, il s'agit d'une nouvelle organisation du travail et d'une nouvelle forme de société. Chacun d'entre nous est à la fois producteur et consommateur, automobiliste et piéton, citadin et vacancier. Pourquoi faudrait-il laisser aller la société actuelle de telle manière que ces fonctions aillent fatalement en s'opposant et les antagonismes en se renforçant ?

La voie que nous proposons d'explorer ouvre de nouvelles perspectives. Ses implications techniques, économiques, politiques et sociales restent à étudier dans le détail. Mais, par ailleurs, même les plus actifs des constructeurs ne peuvent pas actuellement préparer, seuls, une véritable mutation qui remette en cause une grande partie des investissements actuels. Une coordination et une incitation financière de l'Etat semble nécessaire pour aborder une étude de cette importance.

(1) Voir *Business Week*, Feb. 16, 1976, p. 58-59.
(2) Invention par Grigore en 1925.
(3) UNEP, « Questionnaire sur l'automobile et son environnement », juin 1975.
(4) A Stockholm : 99 % du CO₂ des CH₄ et 53 % des NO_x sont dus à l'automobile ; à New York : 70 à 80 % de la pollution de l'air sont dus à l'automobile (A.T. K. Chan).
(5) L'information du pétrolier n° 44, nov.-déc. 1975.
(6) Chaque million d'automobiles produites nécessite la production d'énergie annuelle d'une centaine de millions de tonnes de pétrole.

-10%
La 2e baisse...
moins de 2 F pour
vos stages !
ENGLISH
Une semaine avec hébergement
à partir de 285 F.
LONDON BOURNEMOUTH DUBLIN
BRIGHTON EDINBURGH
CAMBRIDGE TORQUAY
EUROCENTRES
Fondation sans but lucratif.
13 M, passage Dauphine 75006 Paris
Tel. 325.81.40

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) M^e REPUBLIQUE
Une boucherie
"Grande Surface"
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT
ouvert tout l'été

LA BAGAGERIE
"Prix Vacances"
la valise 55 ou 60 cm 350F
la valise 65/70 ou 75 cm 395F
les 2 valises
(1 petite + 1 grande) 595F

Peau de Porc
ultra-léger
Paris : 13, rue Tronchet 75008
41, rue du Four 75006 - 74, rue de Passy 75016
Tour Maine-Montparnasse 75015
Lyon : La Part Dieu
Envoi contre remboursement
13, rue Tronchet 75008 Paris

KABUL
Départ Retour
2 Jul. 30 Jul.
14 Jul. 13 Août
30 Jul. 30 Août
2 Août 27 Août
4 Août 3 Sept.
4 Août 15 Sept.
6 Août 30 Août
13 Août 10 Sept.
1^{er} Sept. 19 Sept.
1^{er} Oct. 29 Oct.
2.100 F. 2.200 F.
ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
2, rue de la Vierge Paris 1^{er}
38, rue du Montparnasse Paris 14^e
240 TRAV. 40 M² - 200 M²
bon
pour recevoir gratuitement
notre brochure 76
Nom _____
Adresse _____
Ville _____

Un rassemblement d'homosexuels
dans le bois de Vincennes
Une fête discrète
Ils étaient de quatre à cinq
cents à avoir, dimanche 27 juin,
répondu à l'appel des groupes
de base du G.L.H. (Groupe de
libération des homosexuels) et
du G.L.F. (Groupe des lesbiennes
féministes). La première
« fête homo », organisée dans
un lieu public, s'est déroulée,
dans une sérénité favorisée par
la chaleur, en bordure d'un
grand terrain découvert du bois
de Vincennes, derrière l'univer-
sité.
Peu d'ostentation ou de pro-
vocation : les rares promeneurs
du dimanche, agacés dans ce
coin isolé du bois, d'abord
intrigués par ce rassemblement,
ne tardaient pas, une fois dé-
cryptée la bannière annonçant
« G.L.H.-G.L.F. », à hausser les
épaules et à s'éloigner.
Une fête ? Peu de mouvement,
peu d'agitation. Une demi-
douzaine de garçons, sous les
arbres, se relaient pour faire
résonner frénétiquement des
tam-tams ; quelques-uns dansent.
Plus tard, un guitariste essaie,
sans grand succès, d'entraîner
la foule à chanter Aux marches
du palais.
Le long des tables, quelques
panneaux rappellent les activités
du G.L.H. : réunions, débats,
distribution de tracts sur les
marchés. On vend des journaux.
On propose des rafraîchissements.
On discute par petits
groupes, assis dans l'herbe cou-
leur de bleu mûr. Mais pas de
« prise de parole » : on s'est
rassemblé, rejoignant ceux que
l'on connaissait déjà, on parle
de la sécheresse.
Le but de cette « fête » était
de « manifester le refus de la
répression de la sexualité et de
l'homosexualité », disent les
tracts. En fait, peu de « mani-
festations » : quelques garçons
légèrement maquillés, des cou-
ples « homo » s'effaçant sans
complexes ; beaucoup se disent
bonjour en s'embrassant sur la
bouche... Le « public », auquel
un « message » était peut-être
destiné, est absent. « On a re-
créé un ghetto », estime un
homosexuel barbu qui ne tarde
pas à s'en aller, déçu.
XAVIER WEEGER.

سكنة الأصل

LE CHANGEMENT A PETITS PAS

II. — La bataille ou la dissuasion ?

par le vice-amiral d'escadre ANTOINE SANGUINETTI

La situation géopolitique particulière de la France, nation nucléaire et maritime, entraîne un certain nombre de constatations et d'obligations dont nous devons difficilement nous affranchir et qui devraient, par conséquent, peser sur les impératifs de notre défense (« Le Monde », daté 27-28 juin).

La France, qui n'est bordée que d'un côté par la mer, est doublement menacée. Elle est, en effet, à la fois une nation maritime et une nation terrestre. Elle est, en outre, une nation nucléaire. Elle est, enfin, une nation qui se trouve en situation de doublement menacée. Elle est, en effet, à la fois une nation maritime et une nation terrestre. Elle est, en outre, une nation nucléaire. Elle est, enfin, une nation qui se trouve en situation de doublement menacée.

de ces choix fondamentaux nous a conduits en même temps à nous doter de forces de dissuasion nucléaire et à l'affirmation renouée de la capacité mondiale de dissuasion comme fondement de notre stratégie, semblant dès lors devoir mener, tout naturellement, à la reconduction des missions telles qu'elles avaient été attribuées depuis plusieurs années à nos forces armées. Or il est de plus en plus évident qu'il n'en est rien, en dépit des multiples professions de foi qui s'apparentent plus à la méthode Coué qu'à la méthode de la vérité.

Dans l'état actuel des conditions politiques européennes, on ne peut que regretter qu'aucune occasion n'ait été saisie de préciser notre point de vue quant à la philosophie profonde de l'alliance : groupement défensif de nations, face à la menace potentielle de la Russie, ou « choix actif de société », tendant, au-delà du principe de la liberté de décision nationale, à nous ranger définitivement parmi les pays pratiquant une philosophie libérale de profit individuel, par opposition à ceux qui préfèrent au contraire une philosophie dirigiste de développement de groupe. Or cette deuxième interprétation, qui se retrouve dans diverses déclarations récentes, pourrait se révéler, par son caractère politique, contraire à l'éthique de neutralité militaire, nuisible à la cohésion de nos armées.

Quel qu'il en soit d'un point qui n'est certainement pas secondaire, la confirmation des deux choix politiques majeurs qui régissent notre défense depuis deux décennies, et l'affirmation renouée de la capacité mondiale de dissuasion comme fondement de notre stratégie, semblant dès lors devoir mener, tout naturellement, à la reconduction des missions telles qu'elles avaient été attribuées depuis plusieurs années à nos forces armées. Or il est de plus en plus évident qu'il n'en est rien, en dépit des multiples professions de foi qui s'apparentent plus à la méthode Coué qu'à la méthode de la vérité.

La dissuasion nucléaire a pour fondement la crédibilité des forces stratégiques sous le double aspect opérationnel et technique, et une certaine capacité permanente de riposte. Pour les sous-marins nucléaires lance-engins, on S.N.L.E. qui sont la composante principale de notre dissuasion, leur nombre, facteur essentiel de la pérennité de notre riposte, a été porté à cinq en service actif, maintenant permettant de disposer toujours, en fonction des nécessités de l'extension de deux sous-marins en patrouille effective, susceptibles d'être rejoints à la mer, dans des délais convenables, par deux autres.

Le retard d'un engin M-4 inutilement amputé et l'ajournement du système S.N.L.E. débouchent donc sur des hypothèses préoccupantes : que les refontes ne soient pas entreprises en temps utile, faute de M-4 et des bâtiments du Redoutable perdront leur crédibilité technique et opérationnelle ; qu'elles le soient un jour en l'absence du système S.N.L.E. et il ne restera alors que quatre sous-marins dans le cycle d'entretien, soit un seul à la mer pendant de longues périodes ; que, sous la pression de techniciens avides de perfectionnement, ils soient remplacés prématurément, des années avant l'échéance normale, par un nouveau type de sous-marin, et ce serait un gigantesque gaspillage.

La crédibilité des systèmes de dissuasion repose d'abord sur leur sûreté, qui pour les S.N.L.E. revêt plusieurs aspects. Les répercussions de la perte accidentelle de l'un d'eux seraient telles que l'on ne peut y embarquer que des hommes ayant acquis par ailleurs une forte expérience de marine et une maîtrise parfaite de leur technique. Contre les adversaires potentiels de toutes sortes, dotés de moyens considérables, il faut des équipages qui aient bénéficié d'un entraînement efficace et affronté en exercice une gamme complète de moyens analogues. Contre les pertes technologiques, enfin, sont nécessaires des investissements importants, mais que l'on ne peut tenir a priori pour impossibles, un accroissement de portée des vecteurs balistiques permettra de

ramener nos S.N.L.E. dans des zones de patrouille plus proches de nos côtes et que notre marine contrôle parfaitement. Ces trois aspects de la sûreté exigent donc le maintien d'une marine suffisante, alors que la loi de programmation vient de disposer que la flotte tombera prochainement, et pour dix ans au moins, au-dessous du niveau estimé nécessaire de longue date.

L'évolution rapide des techniques et technologies, d'autre part, fait que désormais tous les bâtiments de combat — et les S.N.L.E. ne font pas exception à la règle — doivent subir au cours de leur vie une refonte qui permette de moderniser ou de changer leur système d'armes. Ces refontes sont des opérations majeures, véritable reconstruction immobilisant le bâtiment dans un chantier pendant plusieurs années. C'est le but du système S.N.L.E. prévu pour effectuer sa première patrouille au début de 1982, et du système d'armes M-4 à portée améliorée, de permettre d'entraîner par rotation la refonte des bâtiments de la classe du Redoutable — à partir du milieu de leur existence active, en sorte que pour un sous-marin en refonte nous disposions toujours de cinq autres en service actif, dont deux en patrouille à la mer.

Le retard d'un engin M-4 inutilement amputé et l'ajournement du système S.N.L.E. débouchent donc sur des hypothèses préoccupantes : que les refontes ne soient pas entreprises en temps utile, faute de M-4 et des bâtiments du Redoutable perdront leur crédibilité technique et opérationnelle ; qu'elles le soient un jour en l'absence du système S.N.L.E. et il ne restera alors que quatre sous-marins dans le cycle d'entretien, soit un seul à la mer pendant de longues périodes ; que, sous la pression de techniciens avides de perfectionnement, ils soient remplacés prématurément, des années avant l'échéance normale, par un nouveau type de sous-marin, et ce serait un gigantesque gaspillage.

Pas satisfaisant

Le moins que l'on puisse dire est que tout cela n'est pas satisfaisant et engage, d'ores et déjà, de façon considérable, le niveau de disponibilité et de crédibilité initialement prévu de nos S.N.L.E. Les engins du plateau d'Albion ne sont pas mieux lotis : de cinquante programmés naguère, ils sont tombés à vingt-sept puis à dix-huit, en deux unités de neuf ; mais la refonte des six pour adaptation aux engins S-3 réduira pour quatre longues années au moins la disponibilité de l'ensemble à la moitié. Seuls les croiseurs-IV, les seuls composants de nos forces stratégiques et les moins convaincants, prolongés jusqu'en 1985, seront avantagés par rapport aux prévisions antérieures.

Ce système d'armes, en effet, va être largement valorisé par la réalisation de « centres de culture électronique adaptés » et coûteux, alors qu'il n'a pratiquement plus, d'ores et déjà, de crédibilité stratégique. Mais il reste, et en l'absence de notre système nucléaire tactique. Parallèlement, les prochaines années verront la réalisation de systèmes nucléaires tactiques cohérents, à base d'avions et de missiles complémentaires les uns des autres. Au plan du nucléaire, l'effort est donc mis sur les moyens tactiques. A l'heure où ils deviennent de plus en plus des instruments de la bataille, et où les crédits consacrés aux armements nucléaires, toutes catégories confondues, diminueront de 15,7 à 12,9 % du budget de défense en fin de Plan, on peut se demander avec anxiété quelle part restera réellement consacrée aux forces de dissuasion proprement dites.

Prochain article : LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Le problème spécifique français

La France est, en effet, la troisième puissance nucléaire du monde dans un club très fermé, et la maîtrise de l'atome militaire nous a donné, ainsi qu'à la Grande-Bretagne à un moindre degré, une dimension politique particulière. Par là même, devant un conflit Est-Ouest qui a pris figure de lutte pour l'hégémonie mondiale entre deux superpuissances — dont l'affrontement armé sur le sol européen ne peut aboutir qu'à notre destruction et doit être empêché à tout prix — la France a désormais une position de perturbateur, et c'est l'atout essentiel de sa propre lutte pour son indépendance et celle de l'Europe. Et elle ne peut espérer sauvegarder cette indépendance qu'en assurant ses moyens de perturbation, c'est-à-dire ses forces nucléaires stratégiques, avec leur environnement classique adéquat, mais aussi ses moyens conventionnels de stratégie indirecte.

Car la France est une prescrite, il faut souvent le rappeler, dont tous ces textes ou déclarations nous rappellent, en principes de base, que les options françaises de défense continuent de reposer au départ des deux choix politiques majeurs ébauchés sous la IV^e République et affirmés sous

La philosophie de l'alliance

la V^e : l'indépendance de la nation, et l'alliance atlantique. Nous n'avons effectivement jamais cessé, et nous ne cessons pas, d'être solidaires de cette alliance face à l'expansionnisme soviétique. Mais le premier

Le changement du concept

La dernière Directive, signée le 7 août 1968 sous la présidence du général de Gaulle, précisait que « la politique militaire française vise à dissuader quiconque d'attaquer le territoire national d'une façon ou d'une autre, et à nous permettre par là de jouer, dans le reste du monde, un rôle qui nous soit propre ». Elle ajoutait, au plan de notre stratégie directe, que « la dissuasion a pour but d'assurer l'immunité de notre territoire national métropolitain, en faisant participer nos forces à la neutralisation de toute tentative d'ouverture de conflit en Europe dont les développements

compromettraient cette immunité, et en interdisant toute agression directe contre le territoire national ».

Pour l'engagement aux côtés de l'OTAN, « cette dissuasion nucléaire obéit à une logique de nos possibilités », entre autres, « une capacité de combat nécessaire et suffisante pour participer au règlement des agressions mineures, et à dissuader quiconque des opérations militaires localisées et limitées ne constituant pas une menace directe et immédiate pour le territoire national ». Pour leur part, « le bénéficiaire de la paix maintenue en Europe par l'équilibre dissuasif », ces deux idées se rejoignent dans le fait que pour certains, que trouvaient place toutes « batailles » utiles à la nation.

Or, nous a-t-on dit il y a quelques mois, « est-ce à nous de peser sur nos voisins, d'estimer que la France ne doit faire ni l'usage ni même la menace de l'usage de nos moyens nucléaires et je souhaite que cette attitude, progressivement, soit reprise par d'autres » — nouveau petit pas — « afin que les moyens de dissuasion nucléaire soient conçus et envisagés vis-à-vis de tous les types de conflits ». Aujourd'hui ce pas est franchi et le souhait se réalise, au moins partiellement, dans la doctrine de dissuasion nucléaire stratégique est un moyen de dissuader l'agression de même type contre la France, et non plus l'agression d'une façon ou d'une autre.

« L'armée doit au contraire avoir l'idée que, si un jour elle doit assurer la sécurité de la nation, elle doit se préparer à livrer bataille », et non plus à se défendre, car la doctrine de dissuasion nucléaire stratégique est un moyen de dissuader l'agression de même type contre la France, et non plus l'agression d'une façon ou d'une autre.

Il est donc à l'évidence, et moins de nier le sens des mots, que nous sommes bien confrontés à un changement radical du concept même de la dissuasion, par abandon de la doctrine de protection absolue du sanctuaire national et de refus des affrontements qui l'atteignent, au profit de la thèse américaine d'occupation de la bataille en défense de l'Europe et de riposte graduée, éventuellement la mort de tous ses habitants. C'est ce qui permet à M. Pierre Messmer, qui est intervenu en la matière pour avoir été le signataire de la doctrine de dissuasion, d'être plus haut, de proclamer avec force le changement de la doctrine et de dénoncer le retour, dix ans en arrière, aux thèses qui prévalaient avant notre sortie de l'OTAN en 1966. Or, si c'est le droit absolu du pouvoir légal de s'écarter résolument de la conception antérieure de la défense, c'est à la condition de rendre compte sans ambiguïté à la nation, hors de toute cuisine de politique intérieure, de ce changement d'orientation dans un domaine vital et propre sans terme.

Autant plus, pour passer des principes au concret, que les faits sont là, qui matérialisent sans

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 13 h 45. Deuxième vol quotidien. Départ: 15 h - Arrivée: 17 h 15.

Chicago sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 14 h 30 - Arrivée: 16 h 45.

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 25.

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 30.

Los Angeles San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien vers le Pôle. Départ: 11 h 40. Arrivée Los Angeles: 16 h 10. Arrivée San Francisco: 18 h 45.



TWA, la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

TWA N°1 sur l'Atlantique.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de chevelure en cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

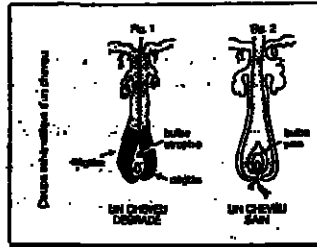
DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-suffisance du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hydratants traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFÉRENCE



L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPÉCIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les



possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption de son service téléphonique de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h.

PARIS
4, rue de Castiglione (1^{er})
Tél. : 260-38-84
LILLE : 18, rue Faidherbe
Tél. : 51-34-10
BORDEAUX : 54, place Gambetta
Tél. : 45-05-34
TOULOUSE : 42, r. de la Pomme
Tél. : 23-25-84

CARNET

Naissances

— Claude et Françoise Lescoffit et Florence sont heureux d'annoncer la naissance de
Guillaume,
le 23 juin 1976.
Résidence du Parc, 77100 Meaux.

— L'ingénieur de l'armement (généraliste) Sylvain Noël et Mme, née Cécile Parodi, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille
Chloé,
le 7 juin 1976.
11, rue de Gasté, 92200 Brest.

— Jean-Marc Valet et Bernadette, née Malmontet, ainsi qu'Emmanuelle, ont la joie de faire part de la naissance de
Mathieu,
le 24 juin 1976.
34, rue Marillio, 92170 Vanves.

Fiançailles

— M. Robert Poulhaud et Mme, née Janine Moulin.
— M. Jean Kervelle et Mme, née Gisèle Rivière.
sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants
Béatrice et Philippe.

Décès

— Mme Marcel Capitant et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de
M. MARCEL CAPITANT,
ancien conseiller civil au Maroc, conseiller d'Etat honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu en son domicile dans sa soixante-quatrième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 juin à Dormans dans l'intimité familiale. Une messe sera dite ultérieurement à Paris.
10, avenue de Paris, 91700 Dormans.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme la générale Jean CORNET, née Marie-Madeleine Brunot, survenu le 26 juin 1976, dans sa

quatre-vingt-dix-neuvième année, munie des sacrements de l'Eglise. Les obsèques auront lieu mardi 29 juin, à 14 heures, en la chapelle des Augustines, 1, place Lemaître, à

Saint-Germain-en-Laye, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière des Gonards, à Versailles.

De la part de :
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants.
Et de tous ses amis.
Cet avis tient lieu de faire-part.
70, résidence Elysée-III,
78170 La Celle-Saint-Cloud.

— M. et Mme Piero Toso, Marina et Alvisio Toso, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emmanuel COUVREUX, chevalier de la Légion d'honneur, leur père et grand-père, survenu le 26 juin.
Une cérémonie aura lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, le mardi 29 juin, à 15 h. 30.

— Mme René Dijoud et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de
M. René DIJOUT,
préfet de la Région d'Alsace, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 24 juin 1976, à Paris, dans sa soixante-troisième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le lundi 28 juin, en l'église Notre-Dame de Liesse, à Annecy (Haute-Savoie).
Une messe sera dite en mémoire du défunt le jeudi 1^{er} juillet 1976, à 9 h. 45, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, Paris-8^e.
104, résidence Elysée-III,
78170 La Celle-Saint-Cloud.
(né en 1913 en Savoie, licencié en droit, diplôme de Sciences-Po, M. René

Dijoud entre en 1937 dans la carrière préfectorale. Il occupe de nombreux postes de sous-préfet avant de devenir, en 1964, préfet de la Loire, en 1967, préfet de la Haute-Marne, et en 1972, préfet de l'Aisne. Ayant bénéficié du congé spécial, il était, depuis 1973, conseiller administratif de la Société « Carrefour ».)

— Mme Robert Sargis et ses enfants
M. et Mme Alain Vernay et leurs enfants
M. Raymond Schloss,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur mère, belle-mère et sœur,
Mme Prosper EMILE-WEIL,
qui s'est éteinte le 23 juin, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président, les vice-présidents et les membres du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paride FORMENTINI, chevalier del lavoro, président honoraire de la Banque européenne d'investissement. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Un service solennel sera célébré à sa mémoire en la cathédrale de Luxembourg, le mardi 6 juillet 1976, à 11 heures.

2, place de Metz,
BEL Luxembourg.
[Paride Formentini, né le 12 juin 1909, avait quitté en 1959 la direction générale de la Banque d'Italie pour assumer la présidence de la Banque européenne d'investissement, fonction qu'il a exercée jusqu'en 1971.]

— Mme Pierre Guillet,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la grande peine de faire part du décès de
M. Pierre GUILLET,
le 23 juin 1976, à l'âge de soixante-deux ans.

La messe des obsèques sera célébrée le mardi 29 juin, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, du Parc Saint-Maur, à 10 h. 45.
29, avenue Foch,
94100 Saint-Maur.

— Mme Henry Thiéblin, née Renée Saffar, son épouse,
M. Daniel Thiéblin, son fils,
Mlle Brigitte Thiéblin, sa fille,
Ses frères, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry THIEBLIN,
survenu le 23 juin 1976, dans sa soixante-troisième année.
Les obsèques ont eu lieu le lundi 28 juin dans la plus stricte intimité familiale.
41, rue du Bois-de-Boulogne,
92200 Neuilly-sur-Seine.
12, rue Le Sueur,
75116 Paris.
3, rue Alfred-de-Vigny,
92400 Courbevoie.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de
Benoit AURENCHÉ,
une messe sera dite le dimanche 4 juillet, à 11 h. 30, à la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Remerciements

— Aux-les-Bains,
Mme Gaston Chamonat, ses filles Nicole et Martine, ainsi que toute la famille, remercient très affectueusement toutes les personnes qui, par leur présence, messages et envois de fleurs, se sont associées à leur grande douleur lors du décès de leur fils et frère
Bernard CHAMONAT.

Le SCHWEPPESS Bitter Lemon : c'est sa pulpe qui est renversante.

Chemises d'été :
les plus beaux voiles suisses

Pour les chemises d'été, le tissu agréable à porter est incontestablement le voile suisse. Lanvin 2 a sélectionné pour sa nouvelle collection les plus belles pièces et vous propose près de 200 modèles différents qui sont tous des exclusivités (à partir de 240 F).

Si vous voulez donner à vos tenues de ville un petit air de vacances, vous choisirez un de ces dessins discrets que l'on peut porter avec une cravate unie.

Au bord de la mer, les impressions chamarrées sont à l'honneur. Et, pour harmoniser votre tenue, Lanvin 2 vous propose également des pantalons d'été de toutes les couleurs (à partir de 200 F).



LANVIN
2, rue Cambon Paris 1^{er} - Tél. 260.38.83



DIRECTEUR TECHNIQUE

140.000 F

INGÉNIEURS DE PROJETS

200.000 FF

Confection masculine et féminine — Une importante société française spécialisée dans la confection et la diffusion de modèles de prêt-à-porter, recherche le Directeur Technique pour l'ensemble de ses unités de production, situées dans l'Ouest de la France. Ce cadre, membre du Comité de Direction sera responsable de tous les problèmes de production : services techniques, usines et ateliers de fabrication, sous-traitants. Sa mission essentielle consistera à améliorer la productivité, et il devra donc définir et proposer une organisation adéquate intégrant des impératifs fondamentaux tels que la maîtrise des coûts, le respect des délais, l'amélioration de la qualité. Il ne peut réussir dans ce poste qu'en étant d'abord un excellent animateur. Ses qualités humaines et son autorité naturelle doivent lui permettre de donner un influx à son encadrement et au personnel sous sa responsabilité. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur ou équivalent, ayant acquis une solide expérience de commandement et de gestion en usine et connaissant très bien les problèmes de confection de prêt-à-porter. La rémunération annuelle de départ sera liée à l'expérience acquise et aux qualités réelles de la personne retenue, elle pourra atteindre 140.000 francs, auxquels s'ajoute un logement de fonction. Écrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/2411M

MÉCANIQUE DES SOLS

130.000 F

Une puissante société internationale de travaux pétroliers, orientée principalement vers la recherche off-shore, recherche un spécialiste de la mécanique des sols, qui interviendra comme expert auprès des chefs de projets et des futurs exploitants. Il préparera les campagnes de recherche sous-marine (choix des entreprises, du matériel à mettre en œuvre...), suivra les travaux de battage et de préparation du sol, et interprétera les résultats pour recommander le calcul des ouvrages. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (Ministère, par exemple) ou à un diplômé de l'université en sciences de la terre, âgé de 35 ans au moins, spécialisé en mécanique des sols, en particulier en milieu marin, et disposant d'une solide expérience professionnelle dans ce domaine, acquise dans un bureau d'études d'une entreprise de T.P., travaux maritimes, etc... Une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est nécessaire. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 francs. Le poste est à pourvoir à Paris, mais implique des missions fréquentes et de courte durée. Écrire à A. JAMET à Paris. Réf. A/2329BM

RESPONSABLE GRANDE DISTRIBUTION

100.000 F

Produits alimentaires — Une importante société de produits alimentaires, mondialement connue, recherche pour son siège à Paris, un Responsable Grande Distribution. Au sein de la Direction Commerciale, il participera à la politique de développement de l'ensemble des marchés et sera plus spécialement chargé des grands comptes clients. Sa mission portera sur la négociation d'accords commerciaux et promotionnels et la recherche de nouvelles techniques de développement. Il analysera l'évolution de ce marché, coordonnera et conseillera la force de vente et assurera le suivi de ses actions. Ce poste convient à un candidat de plus de 28 ans, possédant de préférence une formation supérieure. Il connaîtra particulièrement les méthodes de promotion et de distribution, disposera d'une expérience de Chef de Produit et/ou de merchandising et sera familiarisé avec les contacts avec la grande distribution. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2443M

CHEF DES VENTES PARIS

90.000 F

Une société de moyenne importance mais particulièrement bien placée sur le marché des produits qu'elle fabrique et distribue — fermières à télé-commande — crée le poste de Chef des Ventes pour la région parisienne. Sous l'autorité immédiate du Directeur Commercial basé au siège de la société, en province, le candidat retenu, basé à l'agence de Paris, aura après formation technique, à suivre et plus encore à développer la clientèle constituée par l'administration, l'industrie et le bâtiment. Il sera chargé de l'animation, du contrôle et du perfectionnement d'une petite équipe de vente et entretiendra d'étroites relations avec les services techniques. Nous recherchons un candidat âgé de plus de 30 ans, de formation supérieure, bénéficiant d'une expérience de la vente auprès de la clientèle précitée, et si possible de l'animation d'une équipe. La rémunération annuelle qui est fixe, sera de l'ordre de 90.000 francs au départ plus frais. Le développement potentiel de la société et de son marché confère à ce poste un réel intérêt. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4309M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (70) 72-52-25

PA Management Consultants S.A. - Avenue Louise 386 - 1050 Bruxelles - Tél. (322) 648-65-55

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

سكوت الاصل

(PUBLICITÉ)

LE CARREFOUR DES ILLUSIONS PAR EDOUARD LECLERC



En France, quand on manque de clients on a des idées. Et même des idéaux. Le plus noble d'entre eux, c'est celui de la liberté. Va pour la liberté ! En son nom on a déjà commis beaucoup de crimes. Alors pourquoi se gêner ?

Il y a un mois, pour rameuter le client qui boude on a inventé le produit libre, simple et nu comme la vérité sortant du puits, se détachant, sur les rayons, de la multitude des autres produits qui, eux, portent honteusement la tunique bariolée des esclaves, celle qui engage la responsabilité des producteurs : la marque.

Aujourd'hui, on fait un nouveau pas dans la voie de notre émancipation radiieuse. Après avoir libéré les produits, on libère les clients. Les acheteurs sont enfin libres. Ils peuvent choisir parmi les articles sortant de chez le même fabricant ceux qui annoncent la couleur et ceux qui se réfugient dans un émouvant anonymat. C'est ainsi que les grands capitalistes propriétaires d'hypermarchés qui se dissimulent sous les traits des bienfaiteurs de l'humanité fabriquent une « nouvelle génération d'acheteurs ».

Ce serait tellement plus simple de dire qu'on ne vise qu'à drainer vers les carrefours de France et de Navarre une nouvelle génération de gogos. La vraie maxime de liberté de nos libérateurs est vieille comme le capitalisme, c'est celle du renard libre dans le poulailler libre. Tout le reste n'est qu'indécence littéraire.

La vraie distribution c'est la fourniture au consommateur de produits dont les fabricants assument ouvertement la responsabilité. Dans toute production, les plus beaux fruits comme les plus beaux textiles sont sélectionnés sous les premières marques. Le reste est livré en sous-marque et sans marque.

La vraie distribution c'est la vente au juste prix de chaque article sans péréquation de marge, sans dumping, sans îlots de pertes dans des océans de profits... et sans évasion fiscale.

La vraie distribution c'est la pratique de marges minimum. Ce qui exclut les dépenses somptuaires, la centralisation paperassière et proliférante de la gestion et, au-delà du remboursement de la mise initiale, la rémunération sans cause d'un capital largement factice lorsqu'il est gonflé artificiellement à l'occasion d'une introduction en bourse.

La vraie distribution, comme le prouve la multiplication des centres distributeurs, qui, en toute indépendance financière, appliquent la règle du jeu que je leur ai proposée, ne mobilise que des capitaux modestes. Elle trouve en elle-même, sans recours au capital boursier, les moyens d'une expansion saine à un rythme pourtant rapide (40 % par rapport à l'an dernier). Ceux qui prétendent que la grande distribution nécessite des investissements lourds comme dans l'industrie sont des fumistes.

La vraie distribution résiste à la tentation de mettre le doigt dans l'engrenage de la spéculation financière qui nourrit le gigantisme et conduit le grand commerce capitaliste à faire d'indécentes cabrioles, au besoin à prostituer la liberté, pour atteindre ce qui est devenu son objectif n° 1 : le maintien de ses titres en bourse.

La vraie distribution offre un visage humain : l'animateur propriétaire responsable de chaque magasin. Elle ne se sert pas de la mouette, véritable carnassier des mers, comme emblème de liberté. Chaque centre Leclerc est un commerçant indépendant et libre qui se soumet volontairement à l'idéal de la vraie distribution : « Offrir les grandes marques et les meilleurs produits frais aux prix le plus bas possible à tous les consommateurs, petits ou grands, pauvres ou riches. »

● **Trente-quatre pieds de char-**
niers réunis dans une
plantation de tournesol ont été
découverts dans la soirée du 25 juil-
let par les gendarmes de Saint-
Maur de Nendaz (Suisse). Les
trois hommes responsables de
la plantation — dont l'identité
n'a pas été révélée — ont reconnu
avoir planté ces pieds de charbon
pour leur usage personnel. Ils ont
été plantés dans la soirée du 24 et
ont été présentés ce lundi 28 juin
au parquet de Berne.

Le 29 avril 1972, le magistrat rendait une ordonnance de non-lieu en admettant cependant que la responsabilité de l'E.D.F. pouvait être retenue sur le plan civil. Cette décision avait conduit les ministres à introduire une instance devant le tribunal administratif interdépartemental de Nice.

L'E.D.F. a toujours contesté les conclusions du rapport de MM. Largarde et Tisseyre. Sur la forme, d'abord, en insistant sur la fragilité des témoignages recueillis au lieu et au moment de la mise en cause. Sur le fond, ensuite, en contestant la méthode de travail adoptée par les experts : les faits par éliminations successives de « toute autre cause ».

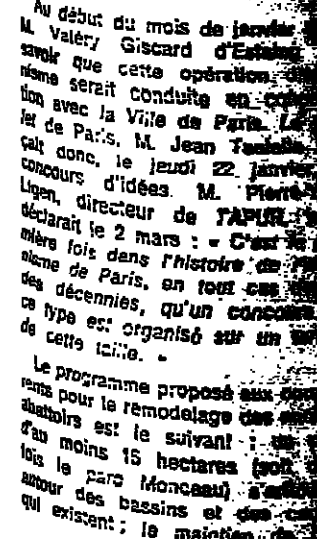
D'où la nouvelle expertise du 22 juin dernier. Les familles des victimes comme les sinistrés devront-ils longtemps attendre que les experts aient fini de couper les aiguilles de pins en quatre ?

JAMES SARAZIN.

Les socialistes de Dunkerque refusent l'extension de la centrale de Gravelines

Le tribunal administratif de Versailles a rejeté, le vendredi 25 juin, la requête déposée par l'association de sauvegarde du bois de Nogent qui demandait que l'on s'abstienne de planifier la construction de plus de dix logements dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Pour construire ces immeubles, le conseil municipal a obtenu l'autorisation d'abattre une partie de la forêt de Nogent dont les 4 hectares sont considérés par les habitants comme le « poumon vert » de la ville nouvelle. Cent quarante logements sont prévus dans cette zone, une seconde tranche de cent logements est en projet.



هكذا من الاصل

ديوان الاصل

ET RÉGIONS
ÉTALITÉ DE LA VIE
STATIONS ANTI-NUCLÉAIRES
es de Dunkerque refusent
le la centrale de Gravelines
De nos correspondants

La région parisienne

Dans la capitale de demain

LES CITOYENS RETROUVERONT-ILS LE CHEMIN DE LEUR MAIRIE ?

L'INSTALLATION des commissions d'arrondissement et la déconcentration de certains services administratifs va changer le visage des mairies de la capitale.

La commission consultative d'arrondissement a été créée par la loi du 31 décembre 1975, portant réforme du statut de Paris. Cette commission est composée de conseillers municipaux élus de l'arrondissement, de conseillers municipaux nommés par le maire pour exercer les fonctions d'état civil et par des membres élus par le Conseil de Paris représentant les associations sociales, familiales, éducatives et culturelles de l'arrondissement.

Les affaires scolaires qui prendraient en charge la gestion du personnel de service, l'utilisation des locaux scolaires et les commandes des matériels ; un bureau technique d'architecture qui aurait la responsabilité du petit entretien, de la modernisation et des grosses réparations dans les bâtiments publics ; un bureau d'urbanisme, du logement et de la voirie chargé de recevoir les demandes individuelles et de renseigner les intéressés sur l'état d'avancement de l'instruction de leurs dossiers dans les domaines du logement et de la construction.

« Deux services pourraient être mis en place dans les mairies au cours

d'une première phase de déconcentration devant opérationnelle dès avril 1977 », affirme M. Jean Taulieu, qui précise : « Il s'agit d'abord du bureau d'accueil, qui fonctionnera dans certaines mairies et ensuite de l'antenne de la préfecture de police. » Cette première étape s'accompagnera également du transfert dans leur territoire correspondant d'un certain nombre de circonscriptions d'architecture actuellement réunies dans trois mairies (8^e, 10^e et 15^e arrondissements).

Quelle est la situation des vingt mairies parisiennes ? Les bâtiments, malgré leur apparente homogénéité (l'âge, le décor à l'exception de la

nouvelle mairie du 17^e arrondissement), sont tous disséminés. C'est ainsi, par exemple, que la mairie du 1^{er} arrondissement dispose de 1700 mètres carrés de surface utile alors que celle du 17^e arrondissement en possède environ 6000. Ces différences doivent être corrigées en fonction de l'importance de la population des arrondissements. Le préfet de Paris déclare : « Cette constatation conduit à établir le meilleur rapport surface/population. Il peut être évalué à 2 000 mètres carrés minimum pour vingt-cinq mille habitants et à 1 000 mètres carrés par tranche supplémentaire de vingt-cinq mille habitants avec un plafond

de 6 000 mètres carrés. Sur cette base, la situation des mairies des 7^e, 9^e, 12^e et 19^e arrondissements apparaît comme difficile. »

D'autre part, plusieurs mairies n'ont pas de salle des fêtes alors que, dans d'autres, ces salles font l'objet d'une utilisation permanente. Dans certaines mairies sont « relocalisées » les bibliothèques centrales et le conservatoire de musique qui, dans des arrondissements voisins, sont logés dans des bâtiments indépendants. Le tribunal d'instance du 11^e arrondissement ne se trouve pas à la mairie de l'arrondissement mais dans une annexe dans le 14^e arrondissement alors que, dans

tout Paris, cette juridiction est implantée à la mairie même.

Enfin beaucoup de mairies abritent des services de police et la plupart d'entre elles ne disposent pas d'ascenseurs. Ces « particularismes locaux » conduisent le préfet à déclarer : « Si l'on veut améliorer la situation afin de permettre à la population de trouver dans les mairies les services dont elle a besoin, il convient de créer systématiquement des surfaces nouvelles. »

Seuls 2 100 mètres carrés, sur une surface totale de près de 70 000 mètres carrés, sont actuellement disponibles dans les mairies de la capitale. Or, pour effectuer la déconcentration des services telle qu'elle est envisagée, il faudrait 5 800 mètres carrés. Dans un premier temps, le préfet de Paris propose d'aménager des surfaces nouvelles grâce à l'installation de planchers intermédiaires lorsque les bâtiments le permettent (de tels projets sont à l'étude dans les mairies des 9^e, 10^e, 12^e et 20^e arrondissements), de louer ou d'acquérir de nouveaux bureaux et, enfin, une mise au point d'un programme à long terme tendant à transférer dans d'autres immeubles certains services dont la présence dans les mairies n'est pas indispensable (comme les bibliothèques, par exemple).

Enfin, l'installation des commissions consultatives d'arrondissement nécessitera l'occupation de surfaces nouvelles. Le préfet de Paris précise : « S'il n'est pas possible de prévoir un bureau pour chacun des membres de cette commission, il importe de prévoir un minimum de surfaces proportionnelles à l'importance de ces commissions, qui pourrait être de quatre bureaux. »

M. Jean Taulieu estime le coût de l'installation dans les mairies des bureaux d'accueil de l'antenne de la préfecture de police et des bureaux d'architecture. C'est un crédit de 11 900 000 F qui sera nécessaire.

Dialogue au jour le jour

par PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER (*)

Dans un rapport aux conseillers de Paris, le préfet de Paris, M. Jean Taulieu, fixe les objectifs à atteindre (le Monde du 18 novembre) : il propose de déconcentrer dans chaque mairie les services suivants : un bureau d'accueil ; une antenne de la préfecture de police permettant la délivrance à la mairie des cartes nationales d'identité (deux cent mille demandes annuelles), des passeports (cent mille demandes) et des cartes grises (deux cent mille demandes) ; une antenne sociale assurant l'information des intéressés sur leurs droits et les démarches à faire ; un bureau

EN 1977, Paris aura un maire. Le maire comme son équipe municipale vivront pendant six ans avec vingt commissions d'arrondissement. Par cette création, on se retrouvera à Paris égaux dans chaque arrondissement, selon la volonté du législateur, les élus, les officiers municipaux et ceux qui, en raison de la qualité de leur expérience, auront acquis le droit d'être choisis par le Conseil de Paris, le Parlement a voulu

donner une chance réelle à la participation.

Ainsi sera institutionnalisée la présence des élus dans les mairies. Ainsi est donnée au Conseil de Paris la possibilité de faire étudier au niveau le plus concret, donc le plus utile, les implications locales de certaines décisions. Ainsi est définie une structure privilégiée pour recueillir les avis et les propositions et donner aux administrés un contact plus aisé avec les élus responsables.

D'aucuns ont trouvé et trouvent encore cette institution nouvelle trop mesurée dans sa définition et trop aléatoire dans ses perspectives.

évanouissent l'anonymat et la bureaucratie, qui sont les tentations permanentes et paralysantes de toute grande administration.

C'est dans les quartiers, en effet, que doivent se rencontrer et dialoguer périodiquement le maire et ses concitoyens ; l'équipe municipale et les services administratifs définiront alors plus aisément au niveau de l'arrondissement les réponses aux problèmes de la vie quotidienne du Parisien.

La commission d'arrondissement est une chance pour la vie associative. Elle doit permettre aux individus, aux groupements d'usagers et aux associations qui se rassemblent pour sauvegarder ou promouvoir le cadre de vie de participer de manière positive à la vie de la cité ; il y a là une chance pour que les Parisiens s'engagent dans la participation, qui se décide à l'échelle de leur quartier.

Il faut que la vie de la cité et celle de la municipalité puissent se rencontrer dans les quartiers où les Parisiens vivent tous les jours ; ces réunions périodiques devraient, autour du maire et des élus, rythmer la vie des quartiers ; il faudra donc que le Conseil de Paris sache faire sa place à la vie associative qui permet une meilleure expression des citoyens. Il y a un nombre de nos concitoyens qui ne détiennent pas un mandat municipal et qui possèdent cependant une claire conscience des problèmes qui se posent à notre société urbaine ; il serait injuste de leur refuser de prendre part à l'élaboration de solutions constructives.

Il faut laisser au temps et aux bonnes volontés la possibilité de modeler cette structure nouvelle au creuset de la grande aspiration de notre temps : la participation.

(*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur.

Enfin, l'installation des commissions consultatives d'arrondissement nécessitera l'occupation de surfaces nouvelles. Le préfet de Paris précise : « S'il n'est pas possible de prévoir un bureau pour chacun des membres de cette commission, il importe de prévoir un minimum de surfaces proportionnelles à l'importance de ces commissions, qui pourrait être de quatre bureaux. »

M. Jean Taulieu estime le coût de l'installation dans les mairies des bureaux d'accueil de l'antenne de la préfecture de police et des bureaux d'architecture. C'est un crédit de 11 900 000 F qui sera nécessaire.

LA VILLETTE : cent soixante idées et un gagnant

Le résultat du concours d'idées ouvert aux professionnels de l'architecture et de l'aménagement urbain pour le réaménagement des 55 hectares des anciens abattoirs de La Villette (dix-neuvième arrondissement) devait être connu lundi 28 juin. Le jury de ce concours, organisé par l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), qui dépend de la préfecture de Paris, est présidé par le préfet de Paris, M. Jean Taulieu. Il est composé de dix-neuf membres, dont le commissaire à l'aménagement de La Villette, des représentants du Conseil de Paris et de l'administration. A l'issue du concours, une exposition publique de toutes les propositions sera organisée.

Le 15 mars 1974, la fermeture des abattoirs de La Villette mettait fin à un rêve grandiose des années 1950-1962 : créer à la place des vieux abattoirs du Second Empire des équipements très modernes qui devaient devenir, à terme, le marché européen de la viande. C'est en 1968 que le Conseil de Paris avait pris la décision de bâtir des abattoirs modernes dont le budget avait été chiffré à environ 173 millions. Mais fin 1969, quand l'affaire éclata, il fallut... 1,25 milliard pour acheter La Villette. A l'origine de cette cascade de millions une contradiction : d'une conception modeste au départ, on est vite arrivé à la création d'un complexe à vocation européenne. Mais dans le même temps la construction de plusieurs abattoirs était autorisée en région parisienne, délaissant ainsi une partie de l'approvisionnement de La Villette.

Le « scandale », en décembre 1969, est révélé lorsque M. Michel de Grailly, député et conseiller de Paris U.D.R., et président de la société d'économie mixte de La Villette réclame en vain au Conseil de Paris une « rallonge » de 325 millions, reconnaissant que le coût total de l'opération n'allait cesser de s'élever. Après la cession à l'Etat, le 25 août 1970, du terrain qui appartenait à la Ville de Paris, puis la création d'une commission d'enquête sénatoriale, des tentatives de réorganisation et d'innombrables remous politico-administratifs, le gouvernement prend le 23 octobre 1973, la décision de mettre un terme à l'opération, de fermer les abattoirs et de transformer les 55 hectares de La Villette en une vaste opération d'urbanisme.

Au début du mois de janvier 1976, M. Valéry Giscard d'Estaing fait savoir que cette opération d'urbanisme serait conduite en concertation avec la Ville de Paris. Le préfet de Paris, M. Jean Taulieu, fait donc, le jeudi 22 janvier, le concours d'idées. M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'APUR, nous déclarait le 2 mars : « C'est la première fois dans l'histoire de l'urbanisme de Paris, en tout cas depuis des décennies, qu'un concours de ce type est organisé sur un terrain de cette taille. »

Ces prises de position ne découragèrent pas des candidats, puisque sur les trois cent quarante inscrits au concours d'idées, cent soixante déposèrent des dossiers d'études. Propriétaire du sol, l'Etat s'intéressera de très près, au cours des prochaines années, à l'aménagement de ce nouveau quartier du nord-est parisien. Etant que les sommes investies par les pouvoirs publics depuis 1970 représentent 1 milliard de francs : achat de terrains limitrophes destinés aux espaces verts, démolition des bâtiments et frais d'études.

Mais au-delà de ces principes d'unité et de responsabilité il est clair qu'un pas supplémentaire devait être franchi pour que les quartiers et les arrondissements de Paris soient de réels secteurs de participation, car les commissions d'arrondissement doivent faciliter la participation des citoyens aux institutions et aux procédures dont dépend et dépendra plus encore le cadre de leur vie quotidienne.

Organe d'étude, d'information, de consultation, de concertation, d'initiative, la commission d'arrondissement doit permettre au maire de Paris et à son équipe municipale d'être à l'écoute de leurs concitoyens et d'être entendus d'eux aussi bien que d'expliquer et d'être informés. En un mot, par cet outil irremplaçable, le maire devrait être présent et responsable dans les vingt arrondissements de la capitale.

C'est dire que, face à des problèmes nouveaux ou à des solutions novatrices, le maire et les élus pourront s'assurer préalablement des réactions de leurs administrés. C'est là que doivent être réfléchis, à tous les sens du terme, les besoins et les politiques ; recueillis les avis sur la vie locale, et suivies les décisions du Conseil de Paris.

La commission d'arrondissement est une chance pour l'administration parisienne. Une chance de victoire sur elle-même afin que

Des bras tombent aux Tuileries Paris, ta statuaire f... le camp

LES statues de Paris ont connu, au cours des temps, bien des vicissitudes. Est-il besoin de rappeler l'échec de la statue de la République, érigée par le général de Gaulle, qui fut démantelée en 1963 ? Est-ce à dire que les statues de Paris ont été délaissées ? Non, car elles ont été réhabilitées, et c'est à la fois une victoire et une défaite. Les statues de Paris ont été réhabilitées, et c'est à la fois une victoire et une défaite. Les statues de Paris ont été réhabilitées, et c'est à la fois une victoire et une défaite.

des Tuileries, face aux Champs-Élysées, sont elles aussi en grand danger, comme d'ailleurs les célèbres « Chevaux de Marly », chefs-d'œuvre de Coustou, qui encadrent depuis le 28 thermidor an II — avec quelle noblesse et quelle grandeur ! — l'entrée des plus belles perspectives du monde.

La demande de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, il y a plus d'un an, par M. Jean Ferré, inspecteur général des monuments historiques, dépassait 120 000 F. C'est ainsi que pour exécuter une réplique du groupe des « Fleuves » il en coûterait de 20 000 à 30 000 F, et qu'une copie des « Chevaux de Marly » reviendrait à 30 000 F.

C'est ce que, est apparu d'une façon claire et irréfutable dans la communication de Mlle Charagat, conservateur honoraire des musées nationaux, durant l'occupation de la Ville de Paris.

Le jardin des Tuileries, merveilleux espace destiné par Louis XIV à la promenade royale, et qui ne respectait plus que le nom, est actuellement transformé en champ de foire, était habité de cent vingt-sept statues, dont la plupart avaient été placées là au XVIII^e siècle, le mode étant au néo-classicisme, les parterres des promenades et des parcs parisiens se couvraient de monuments, souvent inspirés de l'antique.

Pour sauver les statues des Tuileries, trois solutions pourraient être envisagées : d'abord leur restauration, qui s'achèverait longue et coûteuse, puis, à l'exemple de ce qui a été fait pour le groupe de la « Danse » de Coustou à l'Opéra, leur remplacement par des répliques à l'identique, exécutées par des sculpteurs contemporains, tandis que les originaux seraient mis hors d'atteinte des injures du temps et des hommes ; enfin, si les crédits alloués étaient insuffisants, leur enlèvement pur et simple, suivi d'un transfert dans un musée, et son entretien réalisé au budget des affaires culturelles, dont on connaît, hélas ! les limites. Le coût du remplacement des statues, d'après un rapport établi à

Il est bien évident que le secrétariat à la culture ne dispose pas des crédits nécessaires. C'est pourquoi, lors de la discussion qui a suivi l'exposé de Mlle Charagat, M. Pierre - Charles Krieg, conseiller et député U.D.R. de Paris, a proposé que le dossier des statues des Tuileries soit examiné par le Conseil de Paris afin que la Ville puisse, le cas échéant, prêter son concours financier à cette opération de sauvegarde. Un vœu résumant cette proposition a été adopté à l'unanimité par la commission du Vieux-Paris.

On voudrait espérer que le souhait de M. Krieg soit suivi d'effet, car la grave situation de la statuaire des Tuileries présente un caractère d'extrême urgence.

ANDRÉE JACOB.

L'ANTI-CLUB

Nos petits groupes luxueux de 15 personnes vous permettent de découvrir en profondeur

LES INDES

- Inde du Nord - Cashemire et Ladakh - Népal 19 j. 5.675F
- Rajasthan - Népal 23 j. 6.480F
- Pakistan (Gilgit, Chitral, Penjab) et Inde (Cashemire) 21 j. 6.610F

AIR ALLIANCE

41 rue de l'Écluse - 75001 Paris
3 bis, rue de Valenciennes - 75008 Paris
Tél. : 260.74.83 et 44.69 - 225.76.25
ou chez votre agent de voyages

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____
Veuillez recevoir gratuitement votre brochure. L.A. 744

370 F.T. 444 Etc. ELLEN

Vos dossiers A portée de la main dans cette élégante descripteur à 39 lettres en aluminium poli. Caisson métallique, panneaux latéraux en 6 couleurs au choix. Deux grandes étagères pour repérage immédiat des dossiers.

CC55 03HR CHEZ VOTRE PAPETIER

MAGASIN EXPOSITION : PARIS 8^e : 35 rue FRIEDLAND. Tél. 901.86.72. DOCUMENTATION GRATUITE à ELLEN : 10 rue Industrielle de LYON 3^e : 176 r. DUGUESCLIN. Tél. 978.62.71.11. S'ENVOI la lettre 3700 CHIRON BRUXELLES : 73 rue BARA. Tél. 522.523.50.25.

SPORTS

ATHLÉTISME

Les championnats de France à l'heure de Montréal

De notre envoyé spécial

Lille. — « Le Stadium nord à l'heure de Montréal », affichait superbement le tableau lumineux du tout nouveau et très joli stade de la communauté urbaine de Lille où ont eu lieu, les 25, 26 et 27 juin, les championnats de France d'athlétisme. En ce cas, il faudra tenir compte du décalage horaire. Car, si quelques champions ont brillé et bien brillé, l'athlétisme français apparaît toujours comme un morceau de gruyère dont les parties ajourées l'emportent en surface sur les parties pleines. A sa manière, il a suivi la progression d'ensemble sur le plan international, mais en conservant ses distances, en laissant même, par moments, de gaucherie, d'absence de passer devant. Bref, il ne faut pas s'attendre à voir l'athlétisme français briller plus que de coutume à Montréal, en dépit de ce que l'on a pu admirer au cours de ces championnats.

Fidèle à sa renommée — ce qui est tout à son honneur — qui est tout à son honneur, trois courses, réalisées dans un temps égal (autour de 13 sec. 50/100) en disent long sur sa régularité. Avec lui, deux autres, Rousseau à la longueur et Lamié à la triple saut, ont réalisés des performances qui peuvent les placer en finale des Jeux olympiques. Le premier, vent arrière, a tout bonnement franchi 8,37 m. Puis, la « tempête » s'étant calmée, a établi le record de France à 8,28 m (ancien record 8,16 m). Le second a, lui aussi, fait progresser le record de France de 10 cm, avec un triple bond de 15,30 m. Ce sont là d'excellentes performances, auxquelles s'ajoutent celles de Chantal Rega (deux records de France : celui du 100 m en 11 sec 15, et celui du 200 m en 22 sec 74), et de Marie-Christine Debussche qui a ajouté 1 cm (1,57 m) sur son précédent record au saut en hauteur. Cela la situe parmi les quinze premières performantes du titre olympique, mais encore bien au-dessous du record du monde, qui est de 1,96 m.

La petite lueur de l'avenir

Voilà pour les grandes émotions. Le reste des courses, des concours nous laisse souvent en retrait, parfois très loin de ce qui se passe à l'étranger. Un concours du saut en hauteur masculin qui s'arrête à 2,14 m (1), celui du saut à la perche à 5,30 m, le javelot du champion de France qui se plante à 72,48 m, comme pour souligner toute la médiocrité des lanceurs, un 400 m féminin qui

PENDANT CE TEMPS A EUGENE...

La dernière journée des épreuves de sélections pour les Jeux olympiques d'été d'Etat-Unis a eu lieu dimanche 28 juin, à Eugene (Oregon). Les résultats situent l'écart qui subsiste entre l'athlétisme américain et l'athlétisme français. Au saut en hauteur, le recordman du monde, Dwight Stones (2,32 m) n'a pu, si l'on ose dire, que se classer deuxième en 2,25 m, derrière un garçon de vingt et un ans, Bill Jankins (2,28 m). Neuf concurrents, avec 2,18 m, ont fait mieux que le champion de France.

Au 1.500 m masculin, six concurrents se sont disputés devant le champion de France, les trois premiers couvrant la distance en moins de 5 min. 37 sec. Chez les femmes, et sur cette même distance, la championne de France se serait classée huitième, arrivant avec quelques 15 secondes de retard sur la première. Neuvième aurait été Tuitia au javelot, le vainqueur, Sam Colson, le devançant de près de 12 mètres.

En revanche, Conrath (13 min. 45 sec. 1/10 sur 5.000 m) et Villain (8 min. 30 sec. 8/10 sur 3.000 m) steeperaient pu tirer leur épingle du jeu, celui-là prenant la troisième place, celui-ci la troisième.

Enfin, sans vouloir contester ce jeu cruel, mais toujours pour situer la valeur de certains exploits, on remarquera que le record de France de Lamié (16,80 m) ne lui aurait valu que la sixième place (trois concurrents allant au-delà des 17 m.), tandis que Rousseau, au saut en longueur, avec ses 8,36 m, se serait tout de même classé deuxième à 1 centimètre du premier.

se boucle en 54 sec. 45, quand Colette Besson et Nicole Duclos, au temps de leur splendeur, mettaient 3 sec. de moins : autant de résultats qui nous rendent curieux, encore faut-il ajouter que des champions comme Chantal Rega, Arame (très fort aux 200 m), Rousseau, Lamié, Valentin (son second au triple saut), Valaques (champion de France du 400 mètres), Marajo (deuxième du 800 m), Tuitia (au javelot) ou Poniwera (recordman de France du saut en hauteur) nous viennent tous des Antilles ou de Nouvelle-Calédonie, ce qui est plus que sympathique, mais ne rend pas compte de nos progrès en métropole.

Pour le directeur technique national, M. Christian Dubreuilh, tout ne paraît pas aussi sombre.

Il pulse son optimisme dans le fait que de nombreux jeunes se sont manifestés fort bien comportés au cours de ces championnats. La moisson pour 1980 paraît donc mieux assurée. On peut en effet citer l'exemple de l'Angévin Pierre Levisse, qui n'a que vingt-trois ans et courait à Lille son second 10.000 mètres. Il a réalisé sa première performance de 12 secondes. D'autres, plus jeunes encore, semblent bien ne pas vouloir attendre que leurs aînés soient sortis de la carrière pour y entrer. Tiendront-ils le temps qu'il faut pour se parer et atteindre les plus hauts niveaux ? Tout dépendra de l'efficacité des structures qui se mettent en place : sections sportives, à condition qu'elles se prolongent jusqu'à l'Université, statut de l'athlète de haut niveau, promotion sociale, etc.

M. Christian Dubreuilh veut voir plus loin encore. Sans se pencher sur les bords, il n'en souhaite pas moins que l'effort soit porté du côté des plus jeunes, et tout d'abord en intensifiant la notion d'équipe avec la participation des relais, des toutes inter-clubs, etc.

Mais nous voici à l'heure de Monaco où auront lieu les Jeux olympiques en 1980, et non plus à celle de Montréal. Là-bas, dans trois semaines, il faudra avancer nos montres de six heures.

FRANÇOIS SIMON.

TENNIS

Le breilan de Wimbledon

(De notre envoyé spécial.)

Londres. — Comme une pièce de théâtre bien réglée, le tournoi de Wimbledon entame sa deuxième semaine avec un intérêt qui rebondit, au plein sens du terme, sur le champion de France.

Les huit quart de finalistes du simple messieurs étaient connus, c'est le bas de tableau qui s'annonce le plus palpitant, autour du centre d'attraction Björn Borg. Celui-ci est opposé d'abord à Vilas, mais une rencontre décisive, les deux hommes étant parvenus en double et amis à la ville. A condition qu'il l'emporte, Borg matchera, dans une demi-finale à sensation, Connors (deuxième sans doute vainqueur de Tanner, réédition de la partie de l'an dernier) : alors l'on saura si sur terre l'effet de lift, le top-spin, dont le jeune Suédois coiffe toutes ses balles en les assurant tant en coup droit qu'en revers à deux mains, paye autant que sur terre battue et surtout si Borg peut monter au filet et prendre de vitesse l'ouragan nommé Connors.

Nullément décidé à prendre la leçon comme dans sa finale 1975 devant Ashe, battant jusqu'au bout le monde sur son passage, Jimmy Connors arbore la même allure invincible que lors de sa victoire de 1974. Borg sera-t-il lui-même lâché sur place et accablé-t-il des faiblesses de jeunesse — il n'a que vingt ans ! — à la volée ? Mais la même aura d'invincibilité que celle de Connors rayonnera sur son front cet hiver à Stockholm quand il fut le triomphateur de la Coupe Davis.

Le duel de ces deux « gagnés », sans complexe débouchera ainsi sur une finale « au sommet », où chacun appelle de ses vœux le champion super-doué, le meilleur Européen sur terre, l'artiste inspiré du tournoi : Ilie Nastase. Le Roumain a vingt-neuf ans, finaliste contre Smith en 1972, l'année où il fut second champion des Etats-Unis à Forest-Hill, après une longue éclipse due à son caractère irascible et à ses foudres. Il témoigne ces jours-ci d'un bonheur de jouer sans égal. Mais beaucoup plus que Gerulaitis ou Ramírez ou Pasarell, beaucoup plus que Borg ou Connors, un adversaire redoutable se trouve sur sa route : lui-même. Si Nastase domine ses nerfs jusqu'à samedi, voilà le maître.

OLIVIER MERLIN.

VAINQUEUR DE RODRIGO VALDES

Carlos Monzon n'a désormais plus rien à prouver

Monaco. — Il se peut que Carlos Monzon, à trente-quatre ans, ne soit plus tout à fait le boxeur qui s'est joué, depuis plus de dix ans, de tous ses adversaires. Si telle était la réalité, force serait de convenir que ses restes sont superbes. C'est sans doute vrai que Monzon a pris goût à la vie facile — celle des gens de cinéma, métier auquel il se destine — et

que l'existence de moine, qui va de pair avec celle d'un champion du monde, est désormais une charge qu'il accepte mal. Il semble bien cependant que pour affronter Rodrigo Valdes dans un super-championnat du monde, disputé samedi 26 juin à Monaco, il ait mis toutes les chances de son côté, en s'entraînant autant que par le passé. C'est que, pour

ce combat, dont dépendait la désignation du meilleur poids moyen du monde, reconnu — enfin — par les deux organismes mondiaux de la boxe — World Boxing Association (W.B.A.) et World Boxing Council (W.B.C.), — son adversaire était celui qui disposait, a priori, des meilleures armes pour mettre un terme à treize années d'invincibilité.

De notre envoyé spécial

Tous les avantages de Monzon dans un ring tiennent à sa taille — 1,82 mètre — et à son allonge, exceptionnelles pour un poids moyen. D'où une manière de boxer, toujours la même, qui fait que beaucoup sont un peu irrités par la monotonie des gestes qui un découle. Monzon tient ses adversaires à distance, le plus souvent en les repoussant du gauche, qui fonctionne tel un piston dès que l'opportunité se présente. Peu soucieux de plaier, et encore moins de laisser le souvenir d'un grand styliste, Carlos Monzon a, en fait, adapté sa boxe à sa morphologie. Depuis qu'il est monté sur un ring, il se souvient peu d'avoir été vraiment touché et d'avoir eu mal — quelquefois, peut-être, reconnaît-il — et, en fin de compte, d'être tenu pour un robot lui va comme un gant.

Valdes, malgré sa vivacité, sa relative jeunesse (vingt-neuf ans), son punch et sa boxe variée, n'a pas été celui de qui pouvait vraiment venir la menace. Il a suffi de quelques minutes pour bien s'en convaincre, et Monzon, d'entrée de jeu, a même fait en sorte d'inverser les rôles et de prendre le combat en main. Ainsi, tout le scénario était faussé, et l'assaut initial de Valdes écarté. Preuve en est que, après deux rounds égaux, au cours desquels les deux boxeurs prirent leurs mesures, prudents en diable, Monzon gagnait les cinq suivants. C'est lui qui

réussit souvent à surprendre Valdes par ses remises, jouant de l'esquive à tout moment, selon son gré. A l'appel de la huitième reprise, Carlos Monzon était le patron sur le ring. A ce moment-là, son avantage était surprenant pour qu'il envisage la suite avec sérénité, sans coups durs et pourvu qu'il redouble de vigilance.

Entrer dans la garde

C'est ce à quoi il s'employa dans la deuxième moitié du combat, et, excepté au huitième round et peut-être dans les dernières minutes, il y parvint en tous points. Tout le combat, en fait, a tourné autour de l'impossibilité qu'a rencontrée Valdes d'entrer dans la garde de Monzon, et c'est bien l'allonge qui a fait la différence. Lorsque Valdes y parvenait quand même, la série de coups qu'il expédiait arrivait sans précision ni en fin de course, sans force. C'était une débauche de gestes, impressionnante pour être, mais presque chaque fois contrée, en plus efficace, par les quelques coups de Monzon qui arrivaient là où il voulait, lents au possible. Ainsi martelé, l'œil gauche fermé, le visage tuméfié, Valdes, par quelque bout qu'il s'y prenne, n'arrivait pas à trouver la solu-

tion à son problème : venir à portée de Monzon dans de bonnes conditions. C'était tout simplement une question d'artillerie : celui qui tire le plus loin se met à l'abri des coups.

En vedette

Conscient de son échec, Valdes a, à l'initiative de ses changeurs de tactique dans la deuxième partie du combat, et bien lui en prit d'abandonner ses assauts systématiques. C'est alors qu'il combina une série de coups, entre le huitième et le treizième round. Monzon fut même deux fois en danger, mais il se tira d'affaire sans trop grande difficulté par son expérience et par son métier. A la

quatorzième reprise, s'il ne faisait aucun doute que l'Argentin serait champion du monde, il manquait cependant la pizze, la signature qui rallierait chacun et enlèverait tous les doutes. Ce fut fait sur un contre, par un crochet du droit qui faucha Valdes, en plein déséquilibre sur l'action. Rodrigo Valdes était au tapis. L'ultime soubresaut de Valdes dans les dernières reprises ne pouvait rien changer au résultat final.

Rien ne permet de penser que Monzon, qui veut faire carrière au cinéma, sera un jour une star, mais il est sûr qu'il a quitté le ring en vedette. Et si la suite démontrait qu'il s'agissait bien de son dernier combat, de son adieu à la boxe, il aurait tout à fait réussi sa sortie.

FRANÇOIS JANIN.

LES RESULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNATS DE FRANCE A LILLE

MESSIEURS
100 mètres (vent favorable : 2 m).
1. Michel (Belg.), 10 sec. 34 ; 2. Amoureux (Angoulême), 10 sec. 35.
200 mètres (vent favorable : 1 m 50).
1. Arame (Châtillon), 20 sec. 68 ; 2. Meyer (Clermont), 20 sec. 73 ; 3. Mes (PUC), 20 sec. 81.
400 mètres : 1. Hermann (R.F.A.), 45 sec. 82 ; 2. Valaques (Police), 45 sec. 83 ; 3. champion de France ; 4. Karstun (Clermont), 46 sec. 85.
800 mètres : 1. Sanchez (SUC), 1 min. 48 sec. 4 ; 2. Marajo (S.F.), 1 min. 48 sec. 5 ; 3. Philippe (R.C.F.), 1 min. 47 sec. 1.
1.500 mètres : 1. Gonzalez (Bordeaux), 3 min. 45 sec. 1 ; 2. Eliu (Can.), 3 min. 45 sec. 3 ; 3. Gonzalez (Caolet), 3 min. 45 sec. 6.
5.000 mètres : 1. Connah (Strasbourg), 13 min. 45 sec. 4 ; 2. Borgeberg (Bochum), 13 min. 51 sec. 4 ; 3. Schuster (Châtillon), 14 min. 51 sec. 110 mètres haies (vent favorable : 1 m 50).
1. Dru (S.F.), 13 sec. 54 ; 2. Fice (G.B.), 13 sec. 73 ; 3. Corral (PUC), 13 sec. 73.
400 mètres haies : 1. Pérelle (Can.), 50 sec. 1 ; 2. Anlet (R.C.F.), 50 sec. 10 ; 3. Borgeberg (Bochum), 50 sec. 10.
3.000 mètres steeple : 1. Villain (Ind.), 8 min. 30 sec. 8 ; 2. Gauthier (PUC), 8 min. 31 sec. 3 ; 3. Buchheit (Rochelshoffen), 8 min. 32 sec. 4.
20 kilomètres marche : 1. Lellièvre (Grandes), 1 h. 12 min. 36 sec. 27 sec. 2 ; 2. Garcia (Police), 1 h. 13 min. 45 sec. 3 ; 3. Saint-Martin (Marseille), 1 h. 13 min. 45 sec. 4.
Hauterive : 1. Aletti (Evry), 2 min. 14 sec. 2 ; 2. Dural (R.C.F.), 2 min. 14 sec. 3 ; 3. Roussier (R.C.F.), 2 min. 14 sec. 4.
Longueurs : 1. Roussier (R.C.F.), 8 min. 37 sec. 1 (vent favorable : 2 m 80) ; 2. Dural (R.C.F.), 8 min. 37 sec. 1 (vent favorable : 2 m 80) ; 3. Roussier (R.C.F.), 8 min. 37 sec. 1 (vent favorable : 2 m 80).
Triple saut : 1. Lamié (Limoges), 14 m 50 sec. 1 (vent favorable : 1 m 40) ; 2. Villain (Ind.), 14 m 40 sec. 1 (vent favorable : 1 m 40) ; 3. Villain (Ind.), 14 m 40 sec. 1 (vent favorable : 1 m 40).
Javelot : 1. Tuitia (Marseille), 63 m 50 ; 2. Villain (Ind.), 63 m 50 ; 3. Villain (Ind.), 63 m 50.
Perche : 1. Tracou (Châtillon), 3 m 50 ; 2. Villain (Ind.), 3 m 50 ; 3. Villain (Ind.), 3 m 50.
Fénelon (Can.), 18 m 63.
Dames
100 mètres (vent favorable : 2 m).
1. Béga (Deuil), 11 sec. 15, nouveau record de France (ancien record : 11 sec. 27 par elle-même).
2. Tuitia (M.C.F.), 11 sec. 32 ; 3. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 4. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 5. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 6. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 7. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 8. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 9. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 10. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 11. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 12. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 13. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 14. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 15. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 16. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 17. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 18. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 19. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 20. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 21. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 22. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 23. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 24. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 25. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 26. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 27. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 28. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 29. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 30. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 31. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 32. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 33. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 34. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 35. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 36. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 37. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 38. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 39. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 40. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 41. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 42. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 43. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 44. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 45. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 46. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 47. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 48. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 49. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 50. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 51. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 52. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 53. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 54. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 55. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 56. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 57. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 58. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 59. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 60. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 61. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 62. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 63. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 64. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 65. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 66. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 67. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 68. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 69. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 70. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 71. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 72. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 73. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 74. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 75. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 76. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 77. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 78. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 79. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 80. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 81. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 82. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 83. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 84. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 85. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 86. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 87. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 88. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 89. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 90. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 91. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 92. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 93. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 94. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 95. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 96. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 97. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 98. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 99. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 100. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 101. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 102. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 103. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 104. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 105. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 106. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 107. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 108. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 109. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 110. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 111. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 112. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 113. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 114. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 115. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 116. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 117. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 118. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 119. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 120. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 121. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 122. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 123. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 124. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 125. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 126. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 127. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 128. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 129. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 130. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 131. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 132. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 133. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 134. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 135. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 136. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 137. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 138. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 139. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 140. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 141. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 142. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 143. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 144. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 145. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 146. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 147. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 148. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 149. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 150. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 151. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 152. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 153. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 154. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 155. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 156. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 157. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 158. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 159. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 160. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 161. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 162. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 163. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 164. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 165. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 166. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 167. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 168. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 169. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 170. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 171. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 172. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 173. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 174. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 175. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 176. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 177. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 178. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 179. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 180. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 181. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 182. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 183. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 184. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 185. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 186. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 187. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 188. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 189. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 190. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 191. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 192. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 193. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 194. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 195. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 196. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 197. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 198. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 199. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 200. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 201. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 202. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 203. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 204. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 205. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 206. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 207. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 208. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 209. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 210. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 211. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 212. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 213. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 214. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 215. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 216. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 217. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 218. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 219. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 220. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 221. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 222. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 223. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 224. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 225. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 226. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 227. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 228. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 229. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 230. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 231. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 232. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 233. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 234. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 235. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 236. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 237. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 238. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 239. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 240. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 241. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 242. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 243. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 244. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 245. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 246. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 247. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 248. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 249. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 250. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 251. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 252. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 253. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 254. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 255. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 256. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 257. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 258. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 259. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 260. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 261. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 262. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 263. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 264. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 265. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 266. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 267. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 268. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 269. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 270. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 271. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 272. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 273. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 274. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 275. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 276. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 277. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 278. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 279. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 280. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 281. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 282. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 283. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 284. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 285. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 286. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 287. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 288. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 289. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 290. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 291. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 292. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 293. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 294. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 295. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 296. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 297. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 298. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 299. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 300. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 301. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 302. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 303. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 304. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 305. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 306. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 307. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 308. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 309. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 310. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 311. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 312. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 313. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 314. Villain (Ind.), 11 sec. 32 ; 315

صك من الاجل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

La masse monétaire croît trop vite

LE MÉDECIN ET LE DROGUÉ

par ANDRÉ FOURÇANS (*)

DANS deux articles parus l'année dernière (« Le Monde » du 8 avril 1975 et du 16 décembre 1975), on s'efforçait de faire ressortir le danger qu'un nouveau laxisme monétaire ne manquerait pas de faire courir à notre économie : l'entraîner vers les affres d'un processus de « stop and go » du type de celui qui, inexorablement, a conduit la Grande-Bretagne au bord de la faillite. Maintenant que les chiffres sont connus, on sait que c'est la solution de facilité qu'ont choisie les pouvoirs publics. L'explosion monétaire tant redoutée, mais néanmoins anticipée, a eu et continue d'avoir lieu ! On en connaît les premiers effets étonnants : l'économie « repart » et le problème de l'emploi perd de son acuité. Rien de surprenant à tout cela.

Les signes avant-coureurs donnent à penser que, malheureusement, cette prédiction ne sera pas infirmée par les faits. Les étiquettes commencent à reprendre leur valse et, bien que notre grand argentier s'en défende, un nouvel encadrement du crédit assez strict ne pourra probablement pas être évité avant la fin de l'année. La contraction monétaire qui en résultera ne manquera pas de favoriser la stagnation ou même la montée du chômage. La crise de 1977 se prépare.

On ne veut pas jouer les Cassandra à tout prix. Mais comment ne pas s'inquiéter pour l'avenir lorsqu'on examine les faits ? Comment ne pas exprimer ses craintes lorsqu'on constate qu'aucun enseignement véritable ne semble être tiré des erreurs du passé ? Sans remonter loin en arrière, il convient d'examiner les événements des mois passés pour expliquer et comprendre les fondements de ces erreurs.

C'est en partie au freinage monétaire brutal, trop brutal, mis en œuvre du dernier trimestre de 1974 à mai 1975 qu'incombe l'ampleur de la crise de 1975. Cette contraction monétaire, certes nécessaire, aurait dû être effectuée beaucoup plus progressivement. Combinée à la récession mondiale et à l'effet déflationniste de la hausse brutale du prix des hydrocarbures, c'est la rapidité avec laquelle elle a été mise en œuvre qui est responsable de la détérioration brutale de l'emploi.

En effet, la monnaie agit comme une drogue : lorsqu'on réduit brusquement la dose habituelle de l'intoxiqué, celui-ci passe par une période de manque extrêmement douloureuse qui peut même aller jusqu'à la mort ; c'est la raison pour laquelle, afin d'éviter ces réactions, la cure de désintoxication est progressive et s'effectue souvent sous méthadone, un succédané de la drogue toxique. Il en est de même pour les entreprises : longtemps habituées à vivre au-delà de leurs moyens sous l'effet de la drogue monétaire, la période de manque peut être extrêmement douloureuse lorsque leur dose habituelle est soudainement réduite.

(Lire la suite pas 20, 3^e col.)

LES DIRECTIVES DE L'O.C.D.E. POUR LES FIRMES MULTINATIONALES

Un échange de bons procédés

APRÈS seize mois de difficiles négociations, le conseil ministériel de l'O.C.D.E. a enfin adopté (le 23 juin) un ensemble de « principes directeurs » à l'intention des entreprises multinationales. Ce devrait être pour elles un code de bonne conduite, sans en avoir le nom. Si les vingt-quatre pays membres de l'Organisation représentant la quasi-totalité du monde développé, et où émerge la grande masse des opérations économiques multinationales, ont pu se mettre d'accord sur un texte qui a recueilli en outre l'approbation du comité des employeurs (le B.I.A.C.), et de la commission syndicale consultative (le T.U.A.C.), c'est sans doute que le texte est si général qu'il ne gêne personne... C'est du moins

ce que bien des esprits cyniques ont tendance à penser. Il n'est pas sûr qu'ils aient entièrement raison. Les difficultés de la vie économique internationale sont devenues telles que les dirigeants d'entreprises eux-mêmes arrivent à en souhaiter une certaine normalisation. Les champions du libéralisme sentent bien que pour en défendre l'existence il faudra renoncer à une certaine forme de capitalisme sauvage. Mieux vaut donc s'orienter vers un auto-contrôle que vers des affrontements et des ruptures. C'est donc par un échange de bons procédés que l'O.C.D.E. est parvenue à prendre une initiative concrète dans ce domaine. Même si le texte auquel elle a abouti comporte de nombreuses limites, il est l'amorce d'une démarche nouvelle.

Les firmes multinationales ne datent pas d'aujourd'hui. Si ancienne qu'elle soit déjà dans l'histoire, la Compagnie des Indes n'a pas été la première. Mais le procès qui leur est fait, d'autant à leurs excès qu'à la mondialisation contemporaine de l'économie, est moderne et éminemment politique. A la base il s'agit pour certains de contester un ordre capitaliste dont les entreprises multinationales leur semblent un élément typique ; pour d'autres il s'agit

simplement de contrôler les investissements internationaux, dont le développement finit par ridiculiser les politiques des gouvernements qu'ils peuvent contrarier, même dans des Etats « dirigistes ». Les Etats-Unis ne sont guère disposés à accepter de telles remises en question du système libéral qu'ils préconisent. Comment expliquer, dès lors, qu'ils se soient ralliés à la démarche de l'O.C.D.E. ?

Il n'est plus douteux désormais que de nombreux Etats bénéficieraient des « garde-fous » qu'ils auront mis à l'activité de leurs propres firmes multinationales. Si l'on se réfère au texte de l'O.C.D.E., celui-ci tiendrait « pleinement compte des objectifs de politique générale fixés par les pays membres dans lesquels elles opèrent, y compris le développement industriel et régional, la protection de l'environnement, la création d'emplois, la promotion de l'innovation et le transfert de technologie ». La politique du personnel des entreprises serait appliquée sans discrimination de nationalité. L'information publiée par les entreprises préciserait les structures d'organisation. Elle serait différenciée par zones géographiques, donnerait un état des sources des emplois de fonds, préciserait les politiques suivies en matière de prix et de transferts internes, etc. N'est-ce pas M. David Rockefeller qui a demandé un jour « a crusade for understanding » ? La compréhension, même dans une croisade, ne commence-t-elle pas par l'information ?

Utopie

D'autres clauses sont prévues par l'O.C.D.E. L'ensemble, pour ambitieux qu'il soit, n'en est pas moins limité et discutable sur bien des points, comme il va de soi pour un texte qui traite d'une question aussi complexe dans un cadre aussi vaste. Il lui arrive ainsi de pêcher par utopie. Demander aux firmes multinationales de « s'abstenir d'utiliser les facilités fiscales particulières dont elles disposent pour modifier l'assiette » de leurs impôts, n'est-ce pas utopique ? La tentation n'est-elle pas grande d'utiliser sans scrupule la législation internationale ? Affirmer que les entreprises ne devront octroyer « aucun paiement illégal ou autre avantage indu, direct ou indirect, à aucun fonctionnaire ou titulaire de charge publique », ni « verser, sauf si elle est légalement admissible, aucune contribution à des candidats à des charges publiques, à des partis politiques ou à d'autres organisations politiques », n'est-ce pas une formulation trop absolue pour n'être pas naïve ?

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 18, 4^e col.)

LES BUTOIRS DU CONSERVATISME

par PIERRE DROUIN

DEUX conférences tripartites ont été inscrites au calendrier de juin : l'une, mondiale, s'est achevée à Genève le 17 de ce mois, l'autre, européenne, s'est tenue le 24 juin à Luxembourg. Toutes deux ont choisi comme thème principal l'emploi, mais en se gardant bien de l'isoler. La première y a associé la répartition du revenu, le progrès social et la division internationale du travail. La seconde,

Que des représentants de gouvernements, d'employeurs ou de syndicats sous la bannière de l'O.I.T. ou sous celle de la C.E.E., acceptent d'échanger leurs vues sur les problèmes les plus préoccupants de l'heure en évitant de les dissocier, voilà, certes, un progrès. Mais un bon décor et des acteurs valables ne suffisent pas pour créer une bonne pièce.

La manière dont s'est déroulée celle de Genève et dont a été préparée celle de Luxembourg montrent bien le niveau des blocages. Tous découlent d'un extraordinaire conservatisme. A de rares exceptions près, ce ne sont pas des hommes, ce sont des représentants d'institutions (patronales, syndicales, étatiques) qui s'expriment, et les rôles qu'ils doivent jouer en la circonstance, parce qu'ils s'estiment mandatés pour cela empêchent le vrai dialogue. Com-

L'élémentaire dignité

Alimentation, logement, habillement, services d'eau potable, éducation des orphelins, sanitaires, emploi, possibilités d'instruction, voilà ce dont l'être humain doit au moins bénéficier au nom de l'élémentaire dignité. Si les stratégies de développement étaient reorientées vers la satisfaction de ces besoins essentiels, il serait possible de parvenir à la satisfaction en une génération, estimant les experts de l'O.I.T., c'est-à-dire d'ici à l'an 2000, en associant des réformes portant sur les structures, la redistribution du revenu et un taux de croissance accéléré de 6 à 8 % par an.

Sur le papier, la démonstration peut être faite, et même brillamment. Sur le terrain, c'est une autre histoire. Si nos vieilles civilisations ont à souffrir encore de la « rivalité » entre l'Etat et la nation dans l'accomplissement de leur destin,

bien de fois, au reste, n'a-t-on pu mesurer la distance d'éclatage, voire d'orientation, entre des propos tenus en séance ou en privé par la même personne. Tant qu'on ne sortira pas de ces contraintes et de ce qu'il faut bien appeler l'établissement, ou si l'on veut le conformisme des organisations, l'amorce de solutions de grand style ne pourra se manifester.

C'est avec pertinence que M. Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, dans le rapport qu'il a présenté pour la conférence de Genève, a mis l'accent sur les « besoins essentiels » de l'homme. Quand les choses deviennent trop compliquées — et Dieu sait si les experts y ont contribué presque à plaisir sur le sujet du tiers-monde en opposant des modèles de développement — il faut absolument se rappeler le but le plus dépourvu que l'on se propose. Or il est bien évident que ce à quoi il faut tendre d'abord, c'est à donner le minimum vital aux habitants de la planète. Tout le reste est littérature. Il y a une belle leçon que François Perroux l'avait comprise en parlant avec insistance du « coût de l'homme », et M. McNamara, président de la Banque mondiale, ne manque plus une occasion pour rappeler cette exigence.

que dire des peuples qui ont accédé plus récemment à l'indépendance ! Nul doute que ces « besoins essentiels » des pays du tiers-monde soient aisément reconnus par leurs dirigeants. Mais qui ne voit que la puissance et la gloire inspire généralement plus leur action que d'autres motifs ? Souvent hélas ! les dépenses d'armement et de prestige passent avant toutes celles qui ne donneraient pas au pouvoir en place le même « lustre ».

C'est là le dernier exemple de

« conservatisme » inquiétant. De trop nombreux pays en voie de développement, sans doute parce que la formation de leurs responsables est de facture occidentale, croient toujours qu'un seul « modèle » — celui qui a été inventé par l'Europe du dix-neuvième siècle — est capable de les faire accéder à la majorité économique. Feront-ils preuve d'un peu plus d'imagination, maintenant que les premiers bénéficiaires de la croissance se posent des questions sur ses fins et ses autres possibilités d'orientation ?

(Lire la suite page 20, 1^{re} col.)

LA
BANQUE DE FRANCE

recrute ses cadres par la voie du

concours

d'adjoint de direction

ouvert aux candidats de nationalité française
âgés de moins de 26 ans au 1^{er} janvier 1976

DIPLOMÉS
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Prochaine session :
Samedi 2 et dimanche 3 octobre 1976
Inscriptions reçues jusqu'au 24 août

Formation professionnelle assurée au sein
d'un INSTITUT DE FORMATION
Ouverture des cours : le 1^{er} février 1977

Documentation et renseignements à
la Banque de France - Direction Générale du Personnel
Services du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Tél. : 261-56-72 - postes 35-43 et 35-44

BF

Les vicissitudes de la Banque mondiale

De notre envoyé spécial

JEAN SCHWOBEL

La conférence « au sommet » de Porto-Rico vise, dans l'esprit de M. Ford, qui en a pris l'initiative, la mise au point d'une attitude commune vis-à-vis du tiers-monde.

La pression croissante des pays en développement dans les organisations internationales en faveur d'une planification des échanges amène les Etats-Unis à durcir leur attitude. Tout récemment encore, ils ont donné un coup de frein brutal aux activités de la Banque mondiale et de sa filiale, l'Association internationale pour le développement.

Washington. — Président de la Banque mondiale depuis 1968, M. McNamara montre le même dynamisme au service du développement que jadis à la tête du secrétariat américain à la défense. Cherche-t-il à se racheter, à faire oublier l'efficacité de la machine de guerre qu'il mit au point au Vietnam ? Le fait est que son expérience à la tête de la Banque mondiale lui a donné une vision globale du problème du développement qu'on ne rencontre pas souvent.

Sa conclusion se résume à quelques mots : il faut aider les peuples à devenir plus productifs. Comment ? En accroissant le flux des capitaux vers les pays en développement et, pour commencer, vers les plus démunis tels que l'Inde, le Pakistan, Sri-Lanka, le Bangladesh, l'Indonésie, les pays du

Sahel, certains pays de l'Afrique de l'Est... : près d'un milliard d'hommes dont le revenu moyen n'atteint pas 200 dollars par an. Les transferts des pays industrialisés membres du CAD (Comité d'aide au développement), de l'O.C.D.E., se sont élevés en 1974 à 26,7 milliards de dollars, dont 11,30 au titre de l'aide publique. Ils pourraient atteindre 33 milliards en 1980. M. McNamara calcule qu'entre 1975 et 1980 le taux de croissance des pays en développement à revenu moyen (600 millions d'hommes dont le revenu annuel dépasse 200 dollars) n'atteindra en moyenne que 3,4 %.

Pendant ce temps, un milliard de pauvres verront leur revenu baisser de 0,4 %. Pour obtenir une hausse de 2 %, il faudrait que l'ensemble des transferts atteigne 53 milliards de dollars, sans prélever les effets de la persistance de l'érosion monétaire, de la hausse du coût du pétrole et, peut-être, de la détérioration des termes de l'échange. Or, à l'exception de la Suède, aucun pays n'a consacré 0,7 % de P.N.B. à l'aide publique, comme les Nations unies l'ont pourtant décidé dans le cadre de la deuxième décennie du développement. La moyenne n'atteint même pas la moitié de ce pourcentage (0,33 % en 1974 pour les pays de l'O.C.D.E.). L'aide publique des Etats-Unis ne cesse de baisser et ne sera prochainement que de 0,20 %.

M. McNamara accuse

M. McNamara a profité d'un séminaire de journalistes organisé par la Banque mondiale au mois de mai pour exprimer son pessimisme. Il s'est montré particulièrement sévère à l'égard de ses compatriotes qui n'avaient pas hésité à consacrer au plan Marshall 2,50 % d'un P.N.B. pourtant à l'époque beaucoup moins élevé. Plus que le Congrès, ce sont les mass media qui sont responsables à son avis.

En réalité, beaucoup d'Américains se sentent exaspérés à l'égard de pays qui, selon eux, feraient mieux de s'inspirer de leur exemple plutôt que de leur réclamer des subsides tout en injuriant les Etats-Unis dans toutes les institutions internationales. D'où un durcissement de l'attitude de Washington à l'endroit du tiers-monde, dont la Banque mondiale subit les conséquences.

M. McNamara a donné à la Banque une nouvelle dimension, un nouvel esprit. Le programme de prêts a été porté de 3,5 milliards de dollars en 1973 à 4,5 en 1974, à 6 milliards en 1975, pour atteindre 7 milliards sans doute en 1976. Le montant total des engagements pour la période 1976-1980 devrait être de l'ordre de 40 milliards. Le pourcentage des prêts aux plus pauvres a été augmenté et le taux d'intérêt a diminué

pour de courtes périodes grâce au revenu des capitaux propres et des réserves de la Banque. Les prêts consacrés à l'agriculture, à la promotion rurale et à l'éducation ont été développés par rapport à ceux qui visaient jusqu'alors les activités les plus rentables comme l'énergie électrique, les transports, l'industrie, etc.

Les activités de l'Association internationale pour le développement (A.I.D.), filiale de la Banque, ont été renforcées. Les engagements de prêts sans intérêt ont ainsi atteint 1,576 milliard de dollars en 1975 — en augmentation de 44 % sur l'année précédente — soit un tiers environ du montant des engagements de la Banque.

M. McNamara s'est naturellement heurté au secrétaire au Trésor, gardien de l'orthodoxie libérale, lorsque, devant l'extension des activités de la Banque, il lui a fait demander une augmentation de capital. Aux termes, en effet, de ses statuts, l'encours des prêts qu'elle accorde ne doit pas dépasser le montant du capital souscrit — environ 31 millions de dollars — plus les réserves. Or ces encours, qui atteignent déjà 14 milliards de dollars en 1976, sont appelés à atteindre 20 millions en 1978 et 30 milliards en 1980.

Les conditions de Washington

Possédant 22,66 % du capital souscrit, les Etats-Unis détiennent, avec le seul appui du Japon (3,85 %) par exemple, un droit de veto sur toute décision relative au capital qui exige trois quarts des voix. Après avoir refusé l'augmentation proposée par M. McNamara, ils l'ont finalement acceptée à la triple condition qu'un plafond soit fixé pour les prêts, que la Banque ne puisse verser tout ou partie de ses bénéfices à l'A.I.D. et que le taux d'intérêt de ses prêts soit fixé automatiquement en tenant compte des pratiques bancaires courantes. De la sorte, espèrent-ils, la Banque mondiale devra renoncer pour développer ses opérations de prêts à faire sans cesse appel aux gouvernements. Les nouvelles disponibilités qu'elle recherche, elle devrait les trouver dans une gestion plus stricte et une rentabilité accrue de ses prêts.

Le 4 mai dernier, pourtant, un compromis a été approuvé : le capital de la Banque sera augmenté de 8,3 milliards de dollars et s'élèvera donc à 39,2 milliards de dollars. La part des pays en développement exportateurs de pétrole dans le capital sera doublée et non triplée, comme M. McNamara l'avait demandé sans d'ailleurs insister. Les Etats-Unis, ayant obtenu que le taux d'intérêt (porté récemment à 8,85 %) des prêts de la Banque soit à l'avenir déterminé automatiquement, ont renoncé à leurs autres conditions.

Des structures mal adaptées

M. McNamara a fort bien compris la nécessité pour les pays industrialisés de transférer une part bien plus grande de leurs ressources aux pays en voie de développement. Est-il aussi conscient de l'adaptation des structures et de l'esprit de la Banque mondiale aux circonstances nouvelles ? Personne ne conteste qu'à la Banque les esprits sont très ouverts sur le tiers-monde. Il n'empêche qu'il s'agit d'une institution fondée par l'organisation du pouvoir fondée sur l'importance des souscriptions. Au début de 1976, les pays occidentaux détenaient au conseil des gouverneurs une majorité massive de 66,13 % des voix contre 33,87 % à tous les autres pays. Si le compromis du 4 mai dernier

Cette exigence, qui ramène la Banque dans la voie d'une stricte orthodoxie bancaire, sera défavorable aux pays pauvres qui ne peuvent offrir aux prêteurs des garanties adéquates. Aussi, M. McNamara a dû user de toute son influence pour faire admettre l'accord du 4 mai par les « administrateurs » du tiers-monde. Les Pays-Bas et les pays scandinaves n'ont cependant pu se résoudre à l'accepter.

A l'égard de l'A.I.D., l'enfant chéri de M. McNamara, les Etats-Unis ont également adopté une attitude de propre à compromettre son avenir. A Nairobi, en 1974, lors de la quatrième « reconstitution » visant à assurer pour trois ans — de 1974 à 1977 — les fonds de l'A.I.D., les Etats-Unis s'étaient engagés à verser 1,5 milliard de dollars, soit un tiers au total ; ils ont réduit le premier de leurs quatre versements de 55 millions de dollars et n'ont toujours pas effectué le second.

Les chiffres pour la cinquième « reconstitution » qui vient d'avoir lieu à Helsinki pour les années 1977 à 1980 n'ont pas été publiés. On sait seulement que les Etats-Unis n'étaient prêts à contribuer de nouveau au financement de l'A.I.D. que dans la mesure où les pays de l'O.P.E.P. feraient de même. Cette attitude, que jugent sévèrement les Américains de la Banque mondiale, reflète un état d'esprit très répandu.

est ratifié par les gouverneurs, ces pourcentages seront légèrement modifiés. Les « missions économiques » qui se rendent dans les pays en développement pour étudier l'opportunité des prêts sont composées en majorité d'Occidentaux.

En fait, la Banque mondiale est avant tout anglo-saxonne, pour ne pas dire américaine. Le président du groupe, qui peut seul soumettre au conseil d'administration les projets d'aide au développement est par consensus un Américain. Bien que M. McNamara se soit attaché à réduire leur nombre, les Anglo-Saxons occupent encore près de 36 % des postes de direction.

L'immense majorité des cadres proviennent de Harvard ou d'autres écoles professant un libéralisme de type

« quantitativiste » dont l'initiative privée, le rendement et le profit constituent les principaux articles de foi.

M. McNamara, lui-même, est convaincu que l'accroissement du flux de capitaux vers les pays en développement constitue la clé du problème du développement. Il s'emploie donc à amener les gouvernements et les capitalistes de l'Ouest non seulement à investir davantage sous la garantie de la Banque mondiale, mais encore à accroître prêts gratuits et dons. Il lui faut également persuader les pays du tiers-monde de continuer de faire confiance à la Banque pour choisir et mettre au point les projets considérés comme les meilleurs pour leur développement et contrôler leur exécution.

Un rôle politique

Les dirigeants de la Banque, persuadés de faire pour le mieux, détiennent tout caractère politique à ses activités. Si aucun prêt n'a été consenti au Chili du président Allende, disent par exemple les dirigeants de la Banque aux critiques véhémentes dont il est l'objet, c'est parce que la situation économique était tellement désastreuse qu'elle excluait toute perspective de redressement. Le régime du général Pinochet semble apparemment leur inspirer davantage confiance, puisqu'un prêt de 20 millions de dollars vient d'être consenti pour l'agriculture chilienne.

Les exemples de ce genre ne manquent pas pour accrédi ter aux yeux des pays en développement l'idée que les activités de la Banque sont politisées. Ses mécanismes tendent à privilégier ceux des pays en développement dont l'économie, fondée sur les principes du libéralisme garantis par des régimes politiques dictatoriaux, a déjà décollé.

La plupart des pays en développement comprennent qu'ils perdraient leur temps à vouloir modifier la nature de la Banque mondiale. Ils se gardent donc d'affronter ouvertement les pays riches sur ce point. La vocation véritable de la Banque n'est-elle pas en fin de compte de tirer le maximum de capitaux des grands marchés financiers ? Depuis l'origine, les fonds empruntés en Allemagne s'élevaient à 6 milliards de dollars ; aux Etats-Unis à 5,5 milliards ; au Japon à 2 milliards, en Suisse à 1,3 milliard. Ces pays ne sont-ils pas parmi les plus hostiles à un nouvel ordre économique international ?

Les « intégristes »

Les Etats-Unis se sont irrités du récent rejet par la quatrième CNUCED, à Nairobi, du projet de M. Kissinger tendant à la création d'une banque internationale de ressources destinée à ajouter des moyens à ceux de la Banque mondiale, qui serait chargée de la gérer. Ils attribuent cet échec aux manœuvres de Cuba. Mais c'est spontanément que la plupart des pays du tiers-monde se méfient d'un tel organisme dont la doctrine serait la même que celle de la Banque mondiale et qui resterait étroitement contrôlée par les « intégristes » du libéralisme économique, Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon.

Le temps ne serait-il pas venu de distinguer les genres ? D'une part, la fonction bancaire et traditionnelle de la Banque mondiale, particulièrement utile aux pays du tiers-monde ayant « décollé », d'autre part, la mission réformatrice et planificatrice de sa filiale, l'Association internationale du développement, indispensable aux plus pauvres. Il serait opportun, autrement dit, que la Banque mondiale se « désocialise » à quelque peu et se sépare de l'A.I.D. de façon que celle-ci, par sa composition, ses statuts, son esprit, concrétise les conceptions communes qui commencent à s'élaborer entre les pays riches et les pays pauvres en matière de justice internationale.

Les firmes multinationales

(Suite de la page 17.)

La portée des améliorations réclamées dans l'information sur les sociétés sera aussi, forcément, limitée. Le découpage par « zones géographiques » est encore trop large : que peut faire la France d'informations globales sur l'Europe de l'Ouest ? Les indications sur les méthodes comptables et les prix de transferts entre filiales mettront sans doute encore longtemps avant d'être clairement connues. Le régime même du « traitement national » comporte tant d'exceptions possibles qu'il n'est pas d'un faible impact sur l'actualité politique des Etats, comme le montrent déjà les réactions enregistrées au Canada et en Australie, où les investissements étrangers semblent avoir atteint un seuil critique. En

outre, il est entendu qu'un Etat pourra déroger à la règle du traitement national à condition d'en réitérer à l'O.C.D.E.

Il n'en reste pas moins que le texte adopté par l'O.C.D.E. forme un ensemble cohérent. Les organisations syndicales internationales ne s'y sont pas trompées, et elles se sont déclarées satisfaites notamment de se trouver reconnues à l'échelon international. C'est la première fois, avec le texte de l'O.C.D.E., que la doctrine des affaires du monde occidental est clairement définie. Il peut s'agir d'une étape de départ pour les relations avec les pays en voie de développement et d'un élément nouveau dans la négociation Nord-Sud pour la définition du nouvel ordre économique international.

L'O.C.D.E. mieux placée que l'ONU

Finalement, en ayant adopté une approche plus pragmatique (et il est vrai, en raison aussi du nombre moins élevé de ses membres), l'O.C.D.E. est parvenue à un résultat plus tangible que l'Organisation des Nations unies. Depuis le dépôt du rapport des « éminentes personnalités » de l'ONU en 1974, les choses n'ont guère avancé de ce côté. L'échec, en mars 1976, de la deuxième réunion de la Commission des Nations unies sur les sociétés transnationales, qui devait jeter à Lima les bases d'un code de bonne conduite, est patent. En voulant son but, elle a trop bien, elle a manqué des règles obligatoires fussent fixées, avec des menaces de sanctions. C'eût été, en réalité, s'engager dans un travail de refonte du droit international qui aurait pu durer dix ans ou plus.

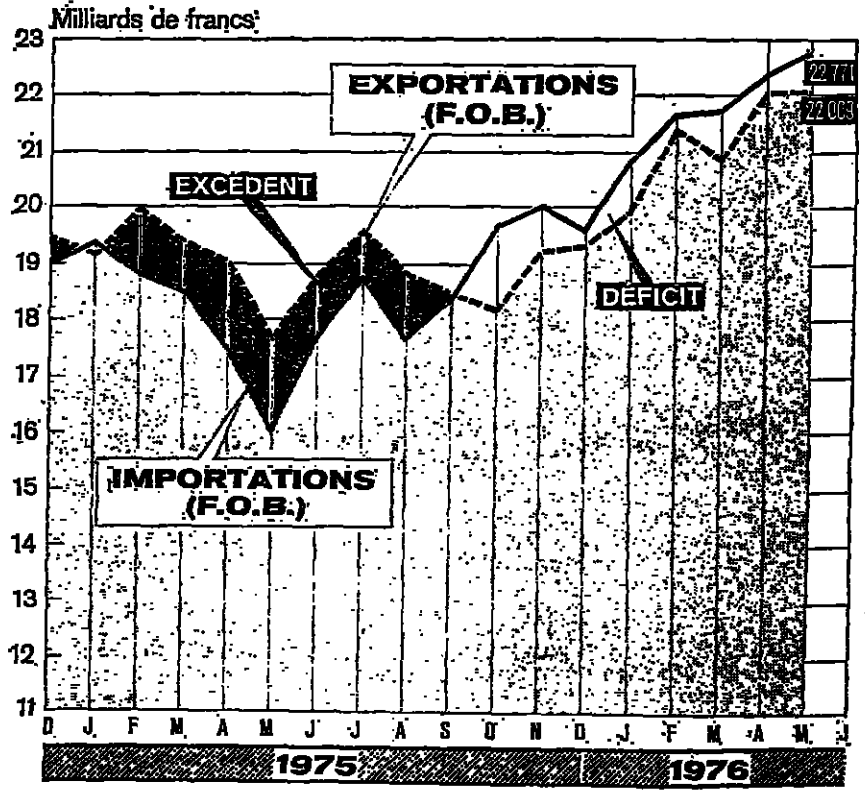
L'O.C.D.E., au contraire, compte tout simplement sur les gouvernements pour inclure ses recommandations sous forme de « clauses-types » dans les grands contrats qui sont conclus entre les Etats et les investisseurs étrangers. Les démentis de Lima ont prouvé qu'il n'est guère possible de fixer des règles immuables, les pays les plus inquiets de ce qui

pouvait constituer des entraves aux investissements étrangers étant souvent des pays en voie de développement membres du « groupe des 77 », qui est censé réclamer un accroissement des contrôles.

Le problème pour l'O.C.D.E. est maintenant de garder l'initiative dans un domaine où il est clair qu'elle l'a prise. C'est pourquoi elle annonce d'avance le réexamen de ses directives dans un délai de trois ans (délai qui semble indiquer qu'elle ne craint pas une course de vitesse trop sévère avec l'ONU). Entre temps, des groupes d'experts travailleront sur des sujets précis. Il n'est pas impossible, par exemple, que le texte sur la défense de la concurrence soit précisé de façon à aboutir à un accord mondial. On pourrait aussi envisager une charta internationale des investissements détaillée. En tout cas, dans cette affaire, l'O.C.D.E. joue à l'évidence un rôle de trait d'union. C'est l'une des enceintes, notamment, où il est le moins difficile de faire évoluer la position des Etats-Unis, peut-être parce qu'ils se sentent à l'aise dans ce que l'on considère volontiers — et parfois à tort — comme une bastille anglo-saxonne.

JACQUELINE GRAPIN.

COMMERCE EXTERIEUR : les prix français restent compétitifs



firmes multinationales

LE MONDE

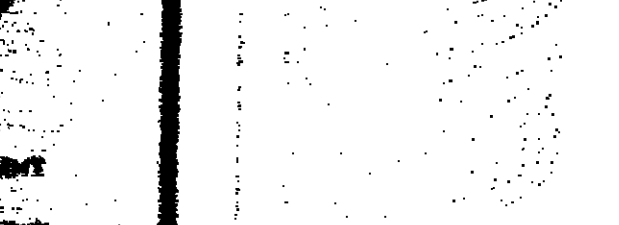
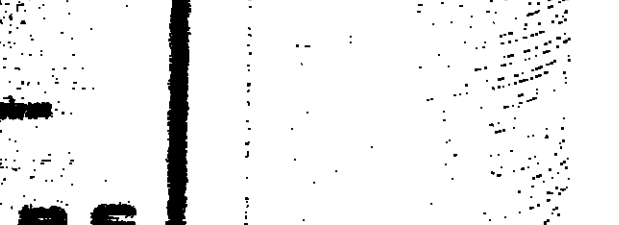
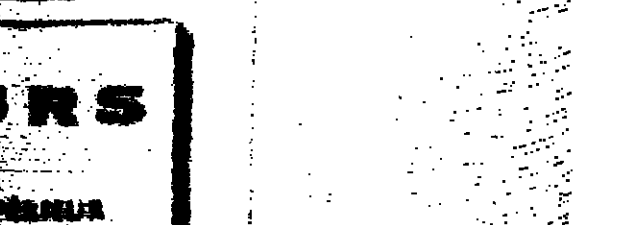
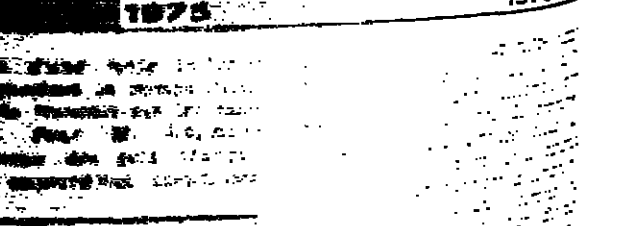
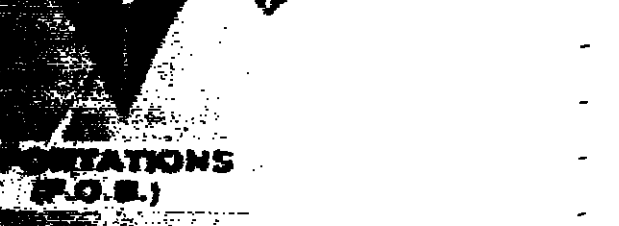
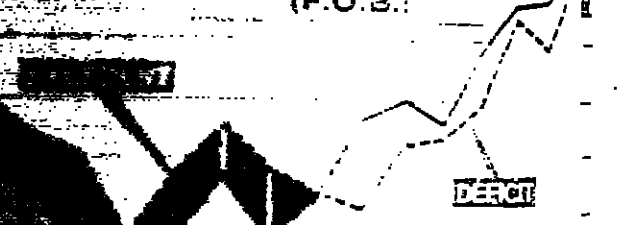
Les multinationales... (text continues)

Le mieux placée que l'ONU

Les multinationales... (text continues)

AMERCE EXTERIEUR

ix français restent compétitifs



DE L'ECONOMIE

Plaidoyer pour une normalisation comptable des pots-de-vin

Le scandale déclenché aux Etats-Unis, au Japon, aux Pays-Bas, etc., par la révélation de commissions occultes versées par la société Lockheed à ceux dont elle cherchait à se faire des clients n'a pas seulement des implications politiques.

L'O.C.D.E. pour sa part, voudrait (voir l'article de Jacqueline Grapin page 17) bannir ces pratiques. Mais est-ce possible ? En attendant, est posé un délicat problème que les professionnels intéressés ne pourront plus longtemps éluder : dans quelle mesure et comment les comptables et les commissaires aux comptes devront-ils exercer un contrôle effectif sur les pots-de-vin de nature diverse qui se trouvent jusqu'à maintenant groupés sous des rubriques d'apparence anodine ?

par LIONEL COLLINS (*)

Le pot-de-vin est la conséquence d'une décision commerciale, et son enregistrement comptable n'est effectué qu'a posteriori. Ainsi est-il nécessaire de commencer cette étude par un argument commercial.

Aucun fabricant de biens d'équipement ne peut se permettre de laisser passer la possibilité de « décrocher » une commande importante qui assurera la rentabilité de son entreprise ou, au moins, sa survie. Il utilisera toutes les ressources du « marketing » moderne (dit « marketing ») pour mettre en valeur son produit.

ment ne peut se permettre de laisser passer la possibilité de « décrocher » une commande importante qui assurera la rentabilité de son entreprise ou, au moins, sa survie. Il utilisera toutes les ressources du « marketing » moderne (dit « marketing ») pour mettre en valeur son produit.

Acheter l'acheteur

Il engagera force dépenses en réceptions, cocktails, cadeaux, démonstrations en tous genres, organisera des parties de golf, de chasse, des week-ends à la campagne pour « acheter son acheteur ».

n'a aucune raison de mettre en cause la validité des documents de base, d'autant que le patron, ou son délégué, les a signés.

S'il a pu convaincre ses invités que son produit (même s'il est plus cher que ceux des concurrents) répondra parfaitement à leur attente, il comptabilisera, sans se poser d'autres questions, toutes ces dépenses sous des rubriques bien déterminées du plan comptable. De toute façon, il respectera toujours le plan comptable. Aucun fabricant ne se pose, pour ainsi dire, jamais une question déontologique du bien-fondé de ces dépenses puisqu'elles avaient été engagées pour les besoins de l'entreprise.

Il n'est pas essentiel pour le comptable de connaître la raison exacte de l'engagement de telle ou telle dépense faite par l'entreprise. Il lui suffit d'en connaître la nature.

Mais si le client potentiel et ses conseillers refusent d'être convaincus ? Que peut faire le fabricant devant une telle obstination ? Il a la volonté de convaincre et ne voudrait pas être battu par un concurrent. Il lui faut, d'une façon ou d'une autre, se montrer encore plus généreux que son rival dans les techniques de persuasion, en versant par exemple des commissions à tous ceux qui l'aident à arracher une commande. Ces commissions sont le plus souvent payées avant que la commande se réalise.

Néanmoins, la nature même d'un pot-de-vin peut créer un problème d'imputation comptable.

Enfin, l'aspect commercial oblige le fabricant à employer des moyens proportionnés aux gains escomptés.

De prime abord, le comptable considère qu'une commission se classe dans le groupe de dépenses « Travaux, fournitures et services extérieurs ». Pourtant, si la commande recherchée n'est pas attribuée à l'entreprise, le comptable pourra imputer le pot-de-vin aux pertes exceptionnelles.

Le comptable de l'entreprise reçoit des justificatifs de dépenses, et il les enregistre suivant les indications qu'on lui donne sur la nature de la dépense. Il

Evidemment, le comptable n'est pas en mesure de faire la distinction entre ces trois dépenses sans avoir demandé des renseignements complémentaires au chef d'entreprise.

Le concept de la « valeur relative » est particulièrement important pour le commissaire aux comptes. Pour le définir, nous nous référons aux paroles prononcées par le président d'une société pétrolière après l'annonce du versement de tributs en Italie : « Toutefois, le montant n'était pas significatif en comparaison de notre chiffre d'affaires. »

Il se peut que celui-ci ne souhaite pas donner trop d'explications. Afin d'éviter toute discussion comptable, le chef d'entreprise risque de tricher. Par exemple, il peut faire simuler un achat, soit en demandant à son commissionnaire de lui envoyer une fausse facture, soit en faisant établir lui-même une facture. Le détail de la facture n'a aucune importance, pourvu que sa valeur totale corresponde au montant du pot-de-vin.

La certification de la régularité des comptes est l'aboutissement d'une vérification de leur sincérité. Celle-ci comprend essentiellement l'examen des écritures à travers la « piste de révision » : c'est-à-dire que le commissaire aux comptes s'assure du bien-fondé d'une charge (ou d'un produit) par l'examen d'un document comptable dûment autorisé en accord avec les procédures en vigueur dans l'entreprise.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

La certification de la régularité des comptes est l'aboutissement d'une vérification de leur sincérité. Celle-ci comprend essentiellement l'examen des écritures à travers la « piste de révision » : c'est-à-dire que le commissaire aux comptes s'assure du bien-fondé d'une charge (ou d'un produit) par l'examen d'un document comptable dûment autorisé en accord avec les procédures en vigueur dans l'entreprise.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

Le commissaire aux comptes sait qu'il ne doit pas s'immiscer dans les affaires du client. Il ne lui incombe pas de porter un jugement sur l'opportunité de dépenser tel ou tel montant dès l'instant où la dépense est effectuée pour le compte de l'entreprise et non pas pour le gain personnel de l'un des dirigeants.

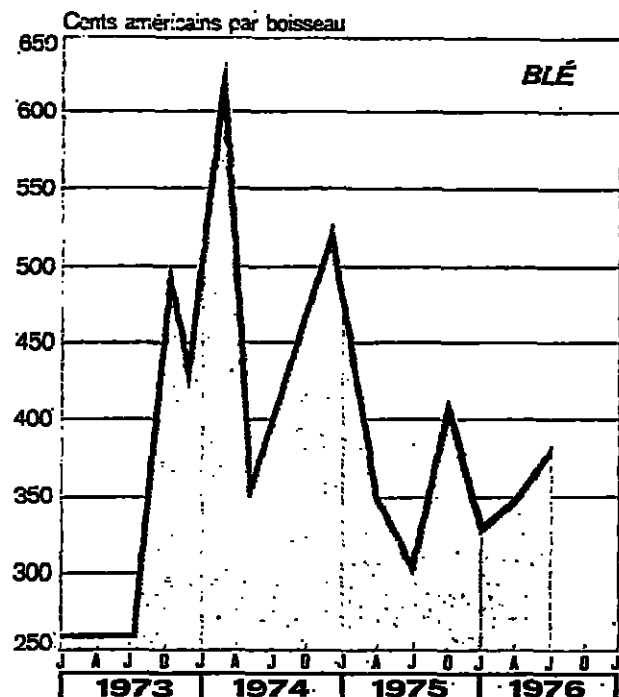
Le commissaire aux comptes est amené à ne pas remettre en cause l'enregistrement de dépenses dont il pense intimement qu'elles peuvent être critiquables. Il n'a aucun jugement moral à porter sur la régularité de la présentation de telles commissions dans les comptes sociaux des entreprises. Il se rappelle que depuis longtemps déjà, a existé une tradition de paiement de bakshish aux intermédiaires dans certains pays, mais que la doctrine comptable reste obstinément muette sur le sujet.

La hausse des denrées alimentaires est générale

La hausse des matières premières qui s'est amorcée au début de l'année avec la reprise économique à l'échelle mondiale a touché, parmi les produits agricoles, essentiellement les denrées exotiques, café et cacao (« le Monde de l'économie » du 27 avril), au cours des quatre premiers mois de l'année. Depuis lors, d'autres produits ont été pris par le mouvement, notamment les céréales et le soja. Seul le sucre est épargné.

consommation nationale afin de pouvoir exporter 195 000 sacs, et les cours se tassent. Qu'en raison du gel de l'an passé, la récolte brésilienne se révèle finalement quatre fois inférieure à la production normale et les cours remontent en flèche. Même la torréfaction des grains indiquent une augmentation de l'activité au premier semestre de cette année par rapport à la période correspondante de 1975.

La pression de la demande face à une offre moins résistante que prévu est également la cause de l'augmentation des cours sur les marchés des céréales. Au cours des deux derniers mois, en effet, sur le marché de Chicago, le blé a passé de 340 à 390 cents, celui du maïs de 270 à 300 cents. Certes, ces gains (+ 11 1/4 %) ne ramènent pas les cours aux niveaux exceptionnels qu'ils avaient atteints ces dernières années. Mais la hausse intervient avec la conjonction de deux éléments : d'une part, des estimations de récoltes par l'administration américaine montrant que les exportations de grains seront moins importantes que lors de la campagne en cours ; d'autre part, la reprise des achats par l'Union soviétique, dont les commandes aux Etats-Unis atteignent 6,2 millions de tonnes (alors que l'accord quinquennal prévoit un maximum de 7 millions de tonnes). Les récoltes en U.R.S.S. seraient, cette année encore, inférieures aux prévisions de 15 à 20 %, selon les experts américains. C'est dire que le marché mondial reste extrêmement tendu puisque la sécheresse qui affecte l'Europe risque de réduire sensiblement les capacités d'exportation de la France.

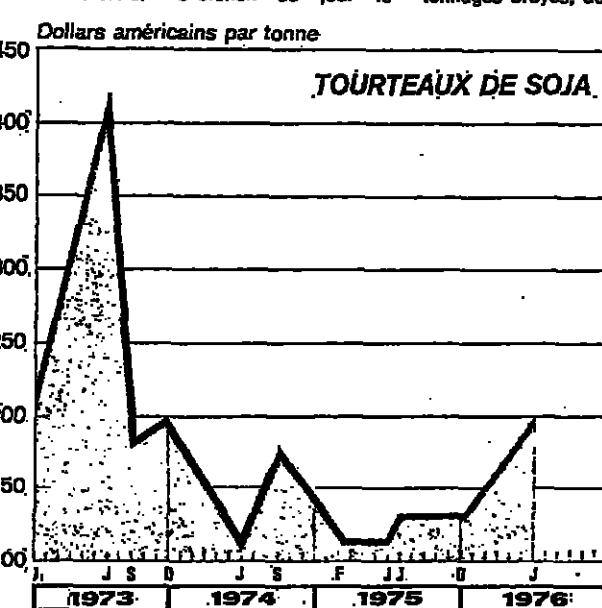


La flambée des cours du café et du cacao au cours des quatre premiers mois de l'année n'a pas été un feu de paille : à Londres, la tonne de café est désormais cotée 1 579 livres, contre 1 350 livres deux mois auparavant. Le cours a été multiplié par plus de deux depuis le début de l'année (740 livres), par plus de trois depuis le début de 1975 (449 livres). Le Robusta à Paris, l'Arabica à New-York ont également continué sur la lancée des premiers mois : de fin avril à la mi-juin, les cours sont montés respectivement de 1 050 à 1 290 le quintal (25 % en deux mois ; 67 % depuis le début de l'année) et de 129 à 140 cents la livre (+ 17 % en deux mois ; + 69 % depuis le début de l'année).

Evolution parallèle pour le cacao sur les trois marchés, où l'on approche les sommets de 1974 : 1 250 livres la tonne à Londres (+ 27 % en deux mois), 1 033 francs le quintal à Paris (+ 22 % en deux mois), 92,25 cents la livre à New-York (+ 18 % en deux mois).

Cette tendance est continue depuis le deuxième semestre de 1975, car le gel, les inondations ou les troubles qui affectent les principales régions productrices rendent précieuses les possibilités d'approvisionnement. Toutefois, l'évolution au jour le jour

scénario en ce qui concerne le cacao : les publications successives de prévisions de récoltes en baisse, de statistiques sur les tonnages broyés, de livraisons effectuées ou décommandées par certains Etats africains impressionnent à la hausse ou à la baisse les cotations.



Reste que la pénurie menace, qui pousse les utilisateurs à procéder à des achats de couverture. Ceux-ci, conjugués à la spéculation, entraînent le mouvement de hausses. Une firme de négoce britannique a évalué le surplus mondial de fèves à 7 000 tonnes, alors qu'elle tabillait sur 26 000 tonnes quelques mois auparavant. Le manque relatif de marchandises est encore aggravé par les difficultés de transport, le départ des ports africains.

Jour des cours de ces deux denrées n'est pas régulière, les cours s'effritent ou s'affaiblissent tour à tour au gré des rumeurs qui attisent la spéculation.

Ces cours du café et du cacao n'ont pas encore atteint des niveaux dont les répercussions au stade de la consommation seraient un effet dissuasif, qui entraînerait une diminution de la demande et un inflexionnement de la tendance. Les statistiques sur le broyage des fèves et

Que, courant mai, le président de l'Association colombienne des exportateurs de café propose une réduction de 15 % de la

apparemment pas encore atteint des niveaux dont les répercussions au stade de la consommation seraient un effet dissuasif, qui entraînerait une diminution de la demande et un inflexionnement de la tendance. Les statistiques sur le broyage des fèves et

(PUBLICITE)

INTERNAT-CESA

Programme doctoral de gestion

FORMATION A L'ENSEIGNEMENT

ET A LA RECHERCHE EN GESTION

Année 1976-77

- Dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe déjà l'Ecole des Hautes Etudes commerciales (H.E.C.), l'Institut Supérieur des Affaires (I.S.A.) et le Centre de Formation continue (C.F.C.).
- L'Internat - Cesa est un programme de niveau doctoral ayant pour objet de former des enseignants, des chercheurs et des consultants dans le domaine de la gestion.
- Au terme de leurs études, dont la durée peut varier de 2 à 3 ans, les étudiants reçoivent le titre d'« ancien interne du CESA ».
- Parallèlement à leurs études au CESA, les internes peuvent préparer, dans une université, un doctorat de 3^e cycle ou d'Etat.
- L'Internat est reconnu et soutenu par la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.).

- Les internes du CESA peuvent bénéficier, pendant la durée de leurs études, de bourses ou d'aides financières leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.
- Caractéristiques principales du programme :
 - Nombre limité d'étudiants (huit prévus pour l'année 1976-77) ;
 - Corps enseignant de haut niveau, choisi parmi les 100 enseignants permanents du CESA ;
 - Accent particulier mis sur la pratique de la recherche et la formation pédagogique ;
 - Curriculum individualisé adapté à chaque étudiant en fonction de sa formation préalable et de ses champs d'intérêts.
- Peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplômés équivalents) venant d'achever leurs études ou ayant déjà acquis quelques années d'expérience dans l'entreprise.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, s'adresser à : D. LINDON,
Directeur de l'INTERNAT-CESA, 1, rue de la Libération,
78350 Jouy-en-Josas. Tél. 956-80-00.

JRS

ANNUAIRE

JRS

ANNUAIRE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	25,00	30,35
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux



emploi régional

PECHINEY-UGINE-KULHMANN recherche COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU pour prendre en charge à PARIS la fonction de

responsable COMPTABLE et FINANCIER

d'une Société liée au Groupe P.U.K. dont l'activité minière et hydro-métallurgique est située en AFRIQUE DE L'OUEST.

Le poste, directement rattaché à la Direction générale, implique une grande autonomie et la nécessité de fréquents déplacements en Afrique.

En plus d'une connaissance comptable confirmée, la fonction exige une bonne expérience fiscale, le sens du dialogue et de la négociation, une grande aptitude aux contacts humains à tous les niveaux ainsi qu'un goût marqué pour la synthèse.

Formation souhaitée : HEC, ESCP, ESSEC, Expertise comptable, DECS ou formation équivalente.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 6408 à

organisation et publicité
2 RUE MARINCO 75001 PARIS/CLUTRANSMETTRA

BOUVIER recherche d'urgence

responsables administratifs et comptables

pour chantiers maritimes importants

AMÉRIQUE DU SUD et
EXTRÊME-ORIENT

Il est souhaité :
- solides références et qualités professionnelles et morales
- parlant anglais et/ou espagnol
- expérience étrangère.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à
P. THOMASSON - Bouvier Offshore - RN 186 - La Bourdillère
92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Ne pas téléphoner

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

PROJETEUR

EN BÉTON ARMÉ

CONFIRME

5 ans de pratique minimum

pour études d'exécution

de bâtiments industriels.

Expérience antérieure en

B.E.T. ou Entreprises extérieures.

Connaissance technique anglaise.

Déplacements OUTRE-MER

de courte durée.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

POUR MOYEN-ORIENT

CHEF DE CAMP

ECONOMAT - INTENDANCE

Anglais indispensable

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

URBANISME

dans équipe multidisciplinaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo,

et prêt à Société G.H., 21, rue

El Jaleh El Mezrah, TUNIS.

Envoyer C.V. détaillé à

A.T. 29, av. de Friedland,

75008 PARIS

TUNISIE

ARCHITECTE

de préférence tunisien

pour études et projets en

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 26

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

RANK XEROX

recherche
**Chef de service
administratif
et financier**

Pour une succursale de PARIS.
(170 personnes)

Il aura la responsabilité d'une équipe
composée de 15 personnes environ.

Sa mission :
Assister le Directeur dans la gestion de
son unité (administration commerciale,
gestion budgétaire, gestion du personnel,
recouvrement des créances) dans le cadre
des procédures de la Société.

L'homme :
• Formation supérieure complète
• Expérience de l'encadrement d'une
équipe
• Expérience administrative et financière
dans une unité opérationnelle.
• Habitude des contacts commerciaux.

Ce poste permet d'acquies une connais-
sance du "Terrain" qui est un atout
important pour son évolution future dans
la Société.

La pratique de l'anglais est souhaitable.

Merci d'env. votre candidature s/réf C.9 à
Catherine RICAUME - Service recrutement
B.P. 63

RANK XEROX
93602
AULNAY S/BOIS

COMPTABILITÉ & FINANCES

Nous sommes un groupe multinational spécialisé
dans les domaines de production et services indus-
triels avec un chiffre d'affaires supérieur à 15 bil-
lion de dollars. Nos méthodes de gestion sont
fortement axées sur les finances, nous recherchons
des cadres de formation comptable pour exercer
effectivement des postes de direction au sein de
notre société.

Au préalable et de façon à les initier à nos métho-
des de gestion, ces personnes devront travailler au
sein de notre direction générale pour une durée de
deux à trois années. Cette formation préalable
comprend, entre autres, des audits financiers de
nos filiales et unités, mais principalement des
études en vue de proposer des solutions concrètes
aux problèmes de structure, organisation, gestion
de production, finances et gestion informatique.

Ces études sont faites à partir de nos bureaux de
Paris pour toutes les filiales en Europe, Amérique
du Sud, Moyen-Orient et Extrême-Orient. Les
déplacements nécessaires ne dépassent pas en
moyenne 30 % du temps total.

La formation requise comprend un diplôme uni-
versitaire, deux à quatre années d'expérience dans
un cabinet d'audit international ainsi qu'une par-
faite connaissance du français et de l'anglais.

Les candidats devront être âgés de 25 ans minimum, bilingues
français-anglais, et être considérés comme un
atout pour la Société. Il est souhaitable que les
candidats possèdent un M.B.A. ou autre diplôme
équivalent.

Adresser C.V. et prétentions à : M. D. STEVENS,
61, rue de l'Université, 75007 PARIS.
Réponse et discrétion assurées.

**HARRIS COMMUNICATIONS AND
INFORMATION HANDLING**

BUDGET ANALYST

Un fabricant français de machines rotatives offset
destinées à l'imprimerie de jour et aux journaux,
filiale du groupe américain Harris Corporation,
recherche pour Montataire, près de Orléans (45),
à 30 kilomètres au Nord de Paris, un Budget
Analyst qui dépendra du Directeur Financier. Le
candidat devra élaborer les budgets trimestriels,
annuels et les plans à cinq ans et en contrôler
l'exécution. Il aura des responsabilités directes
dans l'analyse des états financiers et de divers
rapports pour la Direction, et il participera ac-
tivement au contrôle des dépenses et à la fixation
des prix de vente.

Le poste convient à un candidat diplômé d'une
Grande Ecole Commerciale ayant des connaissances
précises en comptabilité. Il devra avoir une ex-
périence professionnelle de deux années au moins
à l'intérieur d'un groupe international, de préfé-
rence américaine, dans des fonctions budgétaires
ou comptables. Agé de 25 ans minimum, bilingue
français-anglais, il devra être capable de travailler
en équipe et faire preuve d'initiative. De réelles
possibilités de promotion existent en liaison avec
le développement de la société et des autres divi-
sions du Groupe. La rémunération sera fonction
de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.
Le poste est à pourvoir courant septembre.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer
curriculum vitae et prétentions à : M. BOUTIN,
2, avenue Montaigne, 75008 PARIS ou réf. M5069.
Discrétion assurée.

INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL recrute dans le cadre de l'expansion de son réseau commercial, un

RESPONSABLE COMMERCIAL

pour former et animer son équipe
d'inspecteurs des ventes.
— Formation commerciale supérieure.
— 3 à 4 ans d'expérience route et/ou inspection
dans l'édition ou les biens de grande consom-
mation.

Adresser C.V., photo et prétentions
à : I.G.N., Service du Personnel,
140, rue de Grenelle, 75700 Paris.

CHEF DE MARKETING MARKETING POUR PRODUITS DE SOUDURE

Marketing pour produits de soudure

Nous sommes la filiale française d'une entreprise commerciale allemande de moyenne
importance pour les produits de soudure. Nous voulons consolider et développer à long terme
les résultats acquis sur le marché français.

C'est pourquoi nous cherchons un

CHEF DE MARKETING

rattaché directement à la direction commerciale

Vous êtes un jeune praticien de 35 ans environ, avec de bonnes connaissances en organisation
et gestion des entreprises. Vous avez déjà fait vos preuves avec succès dans divers secteurs du
Marketing. Nous supposons que vous maîtrisez toutes les techniques du Marketing. En outre,
nous attendons de vous :

- Une bonne connaissance du marché français pour l'utilisation des produits
de soudure ;
- Une expérience de la direction de la vente ;
- Un esprit de rendement orienté vers le marché ;
- Une bonne compréhension de l'allemand.

Votre activité dans notre maison débute par une mise au courant approfondie tant au siège
social de notre Société mère en Allemagne que dans notre Société française. Les appointe-
ments pour cette tâche se situent au-dessus de la moyenne et augmenteront avec vos résultats.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous référence 386/1201 à
C.P.A. 30, rue de Mogador, Paris (9^e)

M. Manteau se tient à votre disposition pour tous renseignements téléphoniques au
N° 874-54-13.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR MÉCANIQUE PROCHE BANLIEUE OUEST DE PARIS

recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Il assistera le Chef Comptable dans la CONDUITE
ET L'ANIMATION des services Comptables, ainsi
que dans l'étude des moyens permettant d'assurer
leur efficacité et leur fonctionnement économique.
Il sera chargé des liaisons avec le SERVICE
INFORMATIQUE.

Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans
minimum, niveau D.E.C. ou équivalent, possédant
de solides connaissances en FISCALITÉ et ayant
exercé pendant au moins 3 ans des fonctions de
Chef Comptable ou d'Adjoint à vocation large.

Une expérience dans le domaine de la gestion de
TRÉSORERIE à court et moyen terme serait
appréciée.

Une bonne réussite dans le poste permettrait au
candidat de devenir CHEF COMPTABLE au bout
de 2 à 3 ans.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé (fonctions
déjà occupées), photo et prétentions à : SWERETS,
S.P. 288, 75241 PARIS CEDEX 02, ou réf. 499, qui tr.
(Réponse et discrétion assurées.)

USINE RÉGION PARISIENNE (93)

recherche

TECHNICIEN

Pour s'occuper d'un atelier de fabrication
d'anneaux et de colorants céramiques.

Le candidat devra avoir une bonne connais-
sance dans les domaines céramiques ainsi
que des notions de mécanique et d'électri-
cité pour l'entretien du matériel employé.
Libre recrutement.

Envoyer C.V., prêt., photo s/réf 7138 à
P.L. Pierre Lichon 10, rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

INTERMARCO-ELVINGER

recherche

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

1 ou 2 ans d'expérience

Ecrire avec C.V., photo, salaire demandé au
Directeur Général d'Intermarco-Elvinger
32, avenue Charles-de-Gaulle,
92222 Neuilly-sur-Seine

INSTITUT PHARMACEUTIQUE

recherche

MÉDECIN

ayant déjà acquis une expérience professionnelle
dans la branche pharmaceutique.

Pour remplir les fonctions suivantes :

- Initiations d'expérimentations pharmacologiques
et cliniques, et leurs suivies ;
- Assurer le lien entre les départements médical
et de promotion, en tant que Chef de Produits.

Envoyer C.V. + photo à : EUPAC - Référence 71,
11, rue Bally, 92200 NEUILLY.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS FRAIS

recherche

ASSISTANT COMMERCIAL EXPORT

Adjoint du Directeur Commercial pour prendre
la responsabilité d'un secteur Export.

- Formation supérieure ;
- parfaite maîtrise de l'anglais et de l'al-
lemand indispensables ;
- 20 ans minimum ;
- résident, en tant que Chef de Produits ;
- disponible rapidement.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 7141
à LE MONDE - Publicité,
3, rue des Italiens, 75227 PARIS (8^e), qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE NUCLEAIRE

recherche

INGÉNIEUR METALLURGISTE (E.C.P., Mines...)

Il interviendra depuis la conception jusqu'à la mise en service des gros
composants des chaudières que nous construisons.
Une fonction donc de gestionnaire technique permettant d'arriver à
une réelle maîtrise des problèmes de métallurgie pratique.

Ecrire No 64.772 - Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040
Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS

recherche pour son service

ENGINEERING et ARCHITECTURE

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Agé de 38 ans au moins, diplômé de grande
école (E.C.P., PONTIS, T.P., A.M., J.), il sera
chargé du développement à l'étranger.

Il mène les négociations au plus haut niveau et
gère les affaires sur les plans administratif,
commercial et financier.

Le candidat, qui devra s'exprimer couramment en
anglais, aura acquis une expérience similaire dans
un cabinet d'engineering ou une entreprise
généraliste.

La connaissance des marchés du Moyen-Orient
serait appréciée.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 65.533 à
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

spécialistes analyse industrielle en continu

(ON STREAM
ANALYSERS)

Une importante société internationale développe sa
division « Systèmes d'Analyses » et cherche à
s'adjoindre des ingénieurs connaissant l'instru-
mentation générale pour étudier et réaliser ces
systèmes.

Le profil est celui d'un ingénieur d'affaires devant
participer aux négociations, faire les études, établir
les devis et suivre la réalisation. Le poste est à
pourvoir en banlieue ouest. Paris (très accessible
par le métro express) mais nécessite de nom-
breux déplacements à l'étranger. Anglais écrit et
parlé indispensables.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération
actuelle sous la réf. 2591/M (à mentionner sur
l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

COLGATE PALMOLIVE

recherche

Crédit manager

pour lui confier le poste

d'adjoint du Chef du Service
Crédit et Comptabilité clients

Le candidat devra être diplômé d'une :
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ou
équivalent et
PARLER ANGLAIS
âge minimum 26 ans

une expérience de quelques années est
nécessaire

poste à PARIS-LA DEFENSE

Adresser candidature et C.V. à
COLGATE PALMOLIVE, service recrutem.,
92401 COURBEVOIE

LE CRÉDIT CHIMIQUE BANQUE PRIVÉE

recherche SERVICE ÉTRANGER

l'adjoint du chef de service

Ce poste de Cadre Classe V réclame du can-
didat une bonne formation bancaire sanction-
née au minimum par un B.P. de Banque et
une expérience du traitement des opérations
avec l'étranger acquise pendant 4 à 6 ans
dans un Service Étranger à un poste le pré-
parant à des responsabilités similaires.

Nous demandons de bonnes connaissances
des opérations de change et notamment :
• des remises et crédits documentaires ;
• des transferts ;
• de la réglementation des changes.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous
référence AEM à B. AMELOT.

CRÉDIT CHIMIQUE
20, rue Tréhard - 75006 Paris

Vous savez comment APPRENDRE A VENDRE
Vous êtes prêt à « secourir » un RESPONSABLE
D'ACTIONS DE FORMATION
ANIMER des séminaires de vente, c'est aussi
ce qui vous passionne

LES PRODUITS BANCAIRES, le domaine de
l'assurance ne vous sont pas inconnus,
vous y avez fait vos preuves
LES DÉPLACEMENTS EN PROVINCE,
c'est votre rythme de vie

Un établissement financier implanté dans tout
l'hexagone recherche son service « Animation
commerciale » et vous attend si vous souhaitez
« établir » votre carrière en la dynamisant.

La discrétion COMPLÈTE sera assurée en envoyant
votre C.V., photo et salaire sous n° 6728 COFAP,
80, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

UNILEVER FRANCE
recherche
pour son service
recherche et développement

**CHEF de VENTE
NETTOYAGE INDUSTRIEL**
BESIG - LESSEL - France
Disposant d'une expérience de 10 ans dans
le nettoyage industriel, je cherche à m'occuper
d'une équipe de nettoyeurs professionnels.
Le poste est à pourvoir en région parisienne.
Le candidat devra être âgé de 30 ans minimum,
bilingue français-anglais, et avoir une bonne
maîtrise de l'anglais écrit et parlé.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous
référence 70001 à UNILEVER FRANCE, 10, rue
de la République, 75001 Paris.

**SECTEUR DES
D'UN IMPORTANT
RECHERCHE**
Chargé de
Le candidat devra être diplômé d'une
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ou
équivalent et
PARLER ANGLAIS
âge minimum 26 ans
une expérience de quelques années est
nécessaire
poste à PARIS-LA DEFENSE
Adresser candidature et C.V. à
COLGATE PALMOLIVE, service recrutem.,
92401 COURBEVOIE

FORMATION
Important Centre
de dimension
cherche
CADRES DE
Le candidat devra être diplômé d'une
ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ou
équivalent et
PARLER ANGLAIS
âge minimum 26 ans
une expérience de quelques années est
nécessaire
poste à PARIS-LA DEFENSE
Adresser candidature et C.V. à
COLGATE PALMOLIVE, service recrutem.,
92401 COURBEVOIE

Société Industrielle
recherche
pour son centre de
(banlieue Nord-Ouest)
3 Agents d
Il s'agit d'un travail d'analyse
des données originales à partir
d'une base de données existante
réalisées dans les usines d'un
impliquant des déplacements
Une première expérience en
ou concret très développée
candidat de formation
mesures physiques ou mécatronique
Envoyer C.V. détaillé et prétentions
SPERAN 22, rue Jean-Jaures
qui transmettra

CABINET DE GROUPE D'EXT
recherche
COLLABORAT
ANALYS
et CONTR
TITULAIRES D.E.C.
PROVIANT RAPIDE
Envoyer avec curriculum
St. JACODINE, COM
51, rue Cardinet,

سكينة المصطفى

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

UNILEVER FRANCE
recherche
pour une de ses sociétés spécialisées
en détergents industriels son

CHEF de VENTES NETTOYAGE INDUSTRIEL

(ENSIA - IESIEL - ENSAIA...)

Dépendant de l'adjoint du chef des ventes, il aura la responsabilité des négociations commerciales à haut niveau avec les grandes industries, brasseries, industries alimentaires et mécaniques sur l'ensemble du territoire national.

Il devra avoir une bonne expérience commerciale ou technico-commerciale de ces domaines d'activité.

La rémunération, qui sera fonction de l'expérience se situera entre 70.000 et 90.000 F. par an.

Le poste implique des déplacements fréquents (70% du temps).

Une bonne pratique de l'anglais est très souhaitée.

Ecrire avec curriculum vitae
Département Central du Personnel
(réf. 111/76)
8, avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08

offres d'emploi

Notre organisme, par la sérieux de ses prestations et la compétence de ses ingénieurs, s'est acquis une très grande notoriété dans le secteur Bâtiment et Travaux Publics.

Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à vous proposer, au sein de nos différents Services et Agences décentralisées, des postes

d'ingénieurs

Vous êtes DEBUTANT. Vous aurez à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées dans l'un ou plusieurs de ces domaines :

- structures
- installations thermiques et climatiques.
- installations électriques.

Vous jouirez d'une très large autonomie d'action.

Vous avez un diplôme d'ingénieur (ECP, ENPC, ETP, ENSAIS, INSA, ...). Une formation complémentaire de type CHEBAF COSTIC serait un atout supplémentaire.

Le point de départ de votre activité professionnelle se fera dans les Régions suivantes :

- Région parisienne
- Bretagne, Normandie,
- Champagne, Alsace, Lorraine,
- Auvergne, Alpes, Bourgogne.

Vous accepterez une mobilité professionnelle qui vous permettra d'enrichir votre expérience et assurera votre développement de carrière.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature, en précisant bien votre spécialité et la (les) Région(s) souhaitée(s), sous la référence 76-101 M à :

P. CAMDES - Service Recrutement & Mouvements
17, place Etienne Perrot - 75738 PARIS CEDEX 15



SOCOTEC
quand le contrôle devient service

offres d'emploi

offres d'emploi

COFLEXIP
Leader mondial d'équipements
spécialisés pour l'industrie
en pétrole off-shore forte
expansion

PARIS-ANGLAIS IMPERATIF.

cadre d'état-major

gestion des cadres

France et filiales à l'étranger.

30 ans minimum. Diplôme d'études supérieures, directement rattaché au Président du Directoire, il élabore la politique du personnel, assure le recrutement et la gestion des cadres pour l'ensemble du groupe, suit l'évolution des carrières, conçoit les plans de formation et en assure la réalisation.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9h à 12h 30-13h 30 à 15h par information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Références 628, 65, avenue de Wagram 75017 Paris

Information Carrière
SVP 11.11

Groupe multinational d'ingénieurs-Conseil
Siège Paris
recherche
pour études d'aménagements hydrauliques

1 INGÉNIEUR DE GÉNIE CIVIL
de grande expérience. (RAT. PAIR 03)

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT
DE GÉNIE CIVIL (RAT. IC 04)

Les candidats doivent être diplômés d'une grande école et pouvoir effectuer des séjours de longue durée à l'étranger. Une excellente connaissance de l'anglais est obligatoire.

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae détaillé tout particulièrement en études de projets hydrauliques, et références, en précisant bien la référence du poste souhaité et un numéro de téléphone où vous joindre rapidement à :

CONSEILS EN RECRUTEMENT
5 bis, rue Koppler,
75119 PARIS.

IMPORTANT GROUPE AMERICAN
— C.A. 500 millions de dollars —
recherche pour son Etat Major européen
un jeune

cadre financier

auquel il sera confié différentes études et missions spécifiques concernant les problèmes financiers, les investissements, les procédures administratives et comptables des 10 filiales européennes du Groupe.

Ce poste de staff conviendrait à un diplômé Ecole Supérieure de Commerce, ESSEC, Sup. de Co., ESCP, ayant si possible possédé quelques études aux Etats-Unis, parlant parfaitement anglais et désireux d'évoluer dans un groupe industriel important.

Lieu de travail : banlieue parisienne.
Déplacements à prévoir : 25 % de son temps.
Veuillez écrire sous référence M10.864 à

INTERCARRIÈRES
5 rue de Valenciennes 75002 Paris

Constructeur Promoteur Multinational
Aménageur d'ensembles de maisons individuelles
recherche pour son siège social à Paris un

CHEF DU DÉPARTEMENT FOURNISSEURS

SA MISSION :

- il est responsable des paiements aux sous-traitants ;
- il est responsable de la comptabilité analytique par maison et par chantier ;
- il assure la liaison avec le service informatique.

IL DOIT AVOIR :

- une bonne formation comptable (niveau DECS ou B.T.S.) ;
- une expérience d'au moins 3 ans en milieu industriel (de préférence dans la construction) ;
- une bonne expérience de l'informatique ;
- des connaissances de l'anglais seraient fortement appréciées.

La rémunération annuelle est de l'ordre de 50.000 F selon expérience et capacités.

Les personnes intéressées doivent envoyer un C.V., lettre man., photo et rémunération souhaitée à : GEMAP PA - B.P. 248 - 75364 Paris Cedex 08, q. tr.

Très importante Société Multi-Nationale
recherche

CHEF DU DÉPARTEMENT GESTION PRODUCTION

LE POSTE :

- Tâches essentielles :
- l'élaboration du Planning de Fabrication ;
- les Approvisionnements ;
- la planification des capacités et des temps de production (Ordonnancement-Lancement) ;
- la gestion des stocks matières premières, encours, produits finis ;

L'HOMME :

- Age minimum : 32 ans ;
- Formation Ingénieur A.M. ou équivalent ou Ingénieur d'usine avec expérience de 5 ans dans l'industrie Mécanique, production grande série et possible construction automobile ;
- Connaissance de la langue anglaise ;
- Rémunération : le salaire est élevé et en rapport avec les responsabilités offertes et les compétences requises.

Envoyer C.V. et lettre détaillée sous réf. 71044E

DRES DRES/SECE 11, allée de la
Robertson 67000 STRASBOURG



Banque Populaire

PARIS

recherche :

PLUSIEURS

COLLABORATEURS

COMMERCIAUX

DYNAMIQUES

Intéressés par une activité de prospection : ils contacteront la clientèle P.M.E.

Expériences bancaires appréciées toutefois non indispensables pour des candidats présentant un profil commercial intéressant.

Formation technique assurée.

Env. C.V. détaillé avec photo N° 65.093
CONTESSÉ Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

Impte Société d'Assurances I.A.R.D.
siège social à Paris
recherche

pour engagement en septembre

JEUNES DIPLOMÉS

(LICENCES EN DROIT, SCIENCES ECO,
ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE,
INSTITUT DES ASSURANCES).

Libres rapidement

Pour leur confier des postes vacants en province

d'INSPECTEURS

(responsables de l'organisation, de l'animation
et de l'encadrement d'un réseau d'Agences).

Leur formation sera assurée au siège.

Env. C.V. détaillé, prétentions et photo à n° 55.615
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris 1^{er}, q. tr.

Un très important constructeur de maisons
individuelles crée le poste de :

responsable technique

120.000

Ingénieur diplômé très expérimenté, vous serez rattaché à la Direction générale et assurerez la coordination technique au niveau de nos établissements. C'est un poste très concret, au contact permanent des personnes qualifiées des directions régionales pour déterminer les meilleurs choix au niveau des projets, des fournisseurs, des méthodes... afin de faire bénéficier l'ensemble de ces directions de la plate-forme technique commune la mieux adaptée, tenant compte des impératifs de rentabilité, des structures locales autonomes et des résultats réalisés. Descriptif des fonctions : vous serez chargé de la réalisation des projets techniques sous la supervision de la Direction Générale et en liaison avec les directions régionales. Vous serez chargé de la mise au point et de la mise en œuvre des projets techniques sous la supervision de la Direction Générale et en liaison avec les directions régionales.

Envoyer C.V. détaillé et photo à n° 71.84 à
SPERAR 12, rue Jean-Jacques 92807 PUTEAUX qui transmettra

bernard julhiet psycom
33, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Société LOGABAX

recherche dans le cadre du développement
de son activité TELEINFORMATIQUE

1) TECHNICIEN POSITION II

chargé de la définition des moyens de maintenance
de nouveaux produits.

2) TECHNICIEN FORMATION B.T.S.

Ces 2 postes nécessitent une expérience de quel-
ques années en transmission de données (coupleurs,
modems et procédures).

DISPONIBLES RAPIDEMENT.

Adresser curriculum vitae dét. à M. LOGABAX,
rue F.-Léger, 240 Courcelles, 91190 Gif-sur-Yvette.

FORMATION BANCAIRE

Important Centre de Formation
de dimension internationale
cherche des

CADRES DE BANQUE

Les candidats devront posséder une expérience
approfondie

de l'EXPLOITATION BANCAIRE

et des opérations de banque.

La préférence sera donnée à ceux qui, en plus,
pourront justifier d'une expérience en matière
de formation.

La fonction implique de nombreux déplacements
en France et à l'étranger.

Maintien assuré des avantages de la profession
bancaire.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions (une discrétion
absolue est requise) à M. COYSSIERE Publ.,
20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 01.

Société Industrielle Internationale

recherche

pour son centre de développement
(banlieue Nord Ouest de Paris)

3 Agents d'Essais

Il s'agit d'un travail d'équipe, nécessaire pour la
mise au point, le lancement de produits et de
procédures originales à haute performance, associés
à une rapide industrialisation. Les essais sont
réalisés dans les usines en France et à l'étranger et
impliquent des déplacements nombreux.

Une première expérience industrielle et un sens
du concret très développés sont demandés aux
candidats de formation IUT, école chimique,
mesures physiques ou mécanique générale.

Envoyer C.V. détaillé à n° 71.84 à
SPERAR 12, rue Jean-Jacques 92807 PUTEAUX
qui transmettra

CABINET DE GROUPE D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

COLLABORATEURS N 3

ANALYSTES

et CONTROLEURS

TITULAIRES D.E.C.S. minimum.

PROMOTION RAPIDE SI CAPABLES.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à :

M. JAGODNIK, Cabinet J. et M.,
51, rue Cardinet, 75017 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS
INGÉNIEUR ET ARCHITECTE
UN INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
Agencement des bureaux, des locaux, des usines, des magasins, des entrepôts, des bureaux de poste, des bureaux de police, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service, des bureaux de gestion, des bureaux de contrôle, des bureaux de surveillance, des bureaux de sécurité, des bureaux de défense, des bureaux de justice, des bureaux de santé, des bureaux de culture, des bureaux de sport, des bureaux de loisirs, des bureaux de tourisme, des bureaux de transport, des bureaux de communication, des bureaux de commerce, des bureaux de service

	La ligne T.C.	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi "Placards encadrés"	38,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne T.C.	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,36
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

CIPREL

Nous : l'un des grands de la Pile en France.

MAZDA, vous connaissez ? Vous : de formation DUT, vous êtes devenu un **analyste chevronné**. Praticant l'Assembleur et ayant participé au démarrage de CICS, vous avez pris récemment, par goût, une **orientation système** et souhaitez aujourd'hui y faire votre carrière. Devenez le **programmeur système** de notre service informatique (Paris-Ouest) équipé d'un 370-125/DOS-VS.

Ecrivez à J. THILLY, 3075 LM.

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

offres d'emploi

Société Importatrice de Biens d'Équipement Industriels

chef de produits

chargé d'un des départements Machines Outils, il est responsable :
- de la relation avec les constructeurs,
- de la relation avec les clients,
- de la relation avec les fournisseurs,
- de la relation avec les services administratifs et techniques à la vente, et de la relation avec le service de la recherche.

Le poste, appuyé par une équipe de techniciens et de techniciens SAV de très haute compétence, nécessite un collaborateur ayant une expérience professionnelle et technique à la vente, et de la relation avec le service de la recherche.

Allez-vous indiquer, anglais souhaité.

Pour information sur le poste, écrire avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 3836/M à :

CNPG 103, av. V-Hugo - 75116 Paris

offres d'emploi

URGENT

Société française produisant et commercialisant des équipements pour magasins recherche

responsable

ADMINISTRATIF HOMME

pour son service export.

- 30 ans minimum
- quelques années d'expérience
- connaissant anglais et si possible allemand.

Adresser C.V. avec prétentions s/réf 2179 à P. LICHOU S.A. - 10 rue de Louvois - 75003 Paris cex 02 qui transmettra.

offres d'emploi

TRAILOR S.A.

Semi-remorques - Conteneurs - C.A. 400 M.F. recherche

2 JEUNES CADRES

HEC - ESSEC - ESC - IEP (ou équivalent) pour renforcer l'équipe de contrôle de gestion et d'audit interne de son siège social à COIGNIERES (81).

Une expérience de 2 à 3 années dans ces domaines constituant un atout supplémentaire.

Anglais indispensable.

Evolution de carrière intéressante dans le Groupe.

Envoyer curriculum vitae, photo, prétentions, 2, rue Nationale 10 - B.P. 49, 78100 MANTONVILLE.

IMPORTANT GROUPE DE RETRAITE ET PREVOYANCE

recherche une

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Minimum 35 ans, 10 ans d'expérience professionnelle pour diriger Service Action Sociale, PARIS-18.

Ce poste requiert intérêt pour problèmes du 3^e âge, qualités administratives, goût des responsabilités et sens de l'organisation.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible. Avantages sociaux.

Envoyer lettre man. C.V. et photo à n° 84.611, CONFESSI Publi, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

IMPORTANTE CHAUDRONNERIE ACIERS INOX METAUX SPECIAUX LEADER EUROPEEN DANS SA BRANCHE

recherche

pour son siège social : Porte Sud-Est Paris

ACHETEUR

Ce poste peut convenir à un candidat Ecole Sup. des Approvisionnements ou S.T.B. - I.U.T., ayant quelques années d'expérience professionnelle.

- sens des contacts, de la négociation, analyse et suivi des affaires;
- bonnes connaissances en métallurgie aciers inox et chaudronnerie.

Horaires à la carte - Restaurant self-service.

Adresser C.V. et photo sous n° 7063 B, à ELISU Publicité, 17, rue Labat, 94300 - VINCENNES, qui transmettra.

offres d'emploi

N° 1 EN FRANCE (Biens d'Équipement du Bâtiment)

nous créons, sur proche Ouest Parisien, le poste de :

ASSISTANT-MARKETING

Adjoint du Directeur Commercial, il aura pour tâches de :

- présenter nos marchés réels et potentiels,
- participer à la définition et au développement de notre ligne de produits,
- participer à l'amélioration de nos méthodes de communication et distribution et intervenir dans leur mise en application.

Le candidat retenu aura une formation commerciale supérieure et au moins 3 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Ecrire s/réf. 6.057 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

offres d'emploi

CONCEPTEUR-ANIMATEUR DE FORMATION INFORMATIQUE

- Vous avez une formation supérieure et une expérience informatique dont l'analyse de gestion.
- Vous avez le goût du travail en équipe et vous souhaitez pendant quelques années vous consacrer à la conception et à l'animation d'actions de formation en informatique.
- Vous avez décidé de participer à l'activité d'un établissement financier de premier plan et continuer à développer votre expérience.

Envoyer s/réf. 6.057 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

La Générale Informatique d'Exploitation

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- deux 370/168 - 4000 K,
- un 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux télé-processing.

Envoyer CV (sous référence 10.843 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081-Paris-La Défense.

GIE

AGENT Spécialiste des pneus

pour établir réseau d'importateurs/revendeurs dans toute la France.

Homme de décision, d'initiative et de confiance, de préférence avec connaissance de l'allemand.

Salaire intéressant avec commission garantie. Succès assuré pour personnes efficaces.

Notre n° 384.894 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, 75001 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

CHAUSSON

recherche

INGÉNIEUR DE VENTE

DIVISION THERMIQUE

Le poste peut convenir à un ingénieur ayant de bonnes connaissances techniques de base, ayant pratiqué pendant 4 ans au minimum la vente de produits ou de biens industriels.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est exigée.

Adresser C.V. avec prétentions et photo à M. Bernard, Service Gestion des Cadres, B.P. 72, 92800 à Asnières. Tél. 790-61-33, poste 3613.

GROUPE INTERNATIONAL B.T.P.

recherche pour ses activités internationales

INGÉNIEURS T.P. OU ÉQUIVALENT

- Expérience études et chantiers.
- Anglais indispensable, arabe souhaité.
- Age 30 ans minimum.
- Lieu de résidence : France avec fréquents déplacements sur chantiers à l'étranger.
- Discretion assurée.

Ecrire s/réf. 6.057 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE

recherche pour PARIS

INGÉNIEUR

(Polytechnique, Ecole Supérieure des Télécommunications, Centrale, Ecole Supérieure d'Électricité) pour coordonner des activités de production. Dynamisme et sens des contacts humains nécessaires. Expérience professionnelle souhaitée dans un secteur d'exploitation.

Not. n° 384.816 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, Paris 2^e, qui transmettra.

La Redoute

57 rue de Valenciennes 93100 ROUBAIX

FONCTION PERSONNEL

pour créer ce poste à La Courneuve (93) nous recherchons un homme capable de réaliser des son intégration le recrutement du personnel de vente des magasins de la société (120 créations de postes par an) il sera en liaison fonctionnelle permanente avec la Direction des relations humaines du groupe qui assurera la gestion prévisionnelle et la formation du personnel. Ce cadre prendra en charge progressivement ces deux fonctions créant ainsi une véritable direction de personnel, le groupe intervenant alors en tant que Conseil.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6-66-31 à :

DIVISION Cadres 57 rue de Valenciennes 93100 ROUBAIX

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'ASSURANCES VIE

Dans le cadre de son expansion

RECHERCHE

UN COLLABORATEUR

Chargé du SERVICE SOUSCRIPTION

Le candidat sera un PROFESSIONNEL ayant de grandes qualités d'organisation, de formateur et un sens développé des relations humaines.

Ce poste peut déboucher sur des responsabilités plus élevées au sein de la société.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence H.B. à :

MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS 40 bis, av. de Saxe 75007 PARIS

Important bureau d'études Paris-18 recherche

DESIGNATEUR S.A. 2^e échelon

PROJETEUR S.A. 1^{er} éch. Ecrire C.V. (n° 1934) 2, rue de Saxe, 75007 PARIS.

Société à caractère agricole

recrute pour un de ses secteurs situé au MOYEN-ORIENT

UN TECHNICIEN

Niveau B.T.S. ou Ingénieur. Expérience indispensable en forage, irrigation, création de pépinières, forçage, Libye, Y. rapid. Env. C.V., photo et prét. à n° 7.143, "Le Monde" Pub. 5, r. des Italiens, 75077 Paris-7.

COMPTABLE

Hme exp. 35 ans min. pr le suivi de la comptabilité clients (produits-receffs), de ses 65 succursales. Tél. pr rendez-vous : 201-66-92

DIRECTEUR ECOLE DE LANGUES

recherche

SON ADJOINT

pour l'assister dans la gestion de son Centre Principal Paris problèmes pédagogiques et administratifs.

- responsable des contacts commerciaux avec les Sociétés pour les inscriptions et mise en place de cours.
- responsable de la " Vie " du centre.
- possibilité d'évolution en fonction des qualités requises
- goût et efficacité dans les contacts dans le cadre de la formation.
- capacité d'animer une petite équipe.

Env. C.V. détaillé à :

CETRADEL 2, rue des Italiens, PARIS-8^e

THOMSON - BRANDT

recherche pour département radio-électroacoustique

INGÉNIEUR

pour contrôle qualité et Service Etudes

INGÉNIEUR ADJOINT

pour gestion d'un Service Etudes

A.T. 3

ayant expérience magnétophone, platine. Goût et aptitudes pédagogiques. POUR CES POSTES : Expérience exigée, notamment en H.F. Anglais indispensable. DISCRETION ASSURÉE.

Envoyer C.V., photo et prétentions à SURMELEC, Service Personnel, 74, rue du Surmelin, 75090 Paris

CASTELLI FRANCE S.A.

Société d'importation et distribution de meubles. recherche

UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION

- Formation technique B.T.S.
- 30 ans minimum.
- Large expérience, prouvée dans les domaines suivants : organisation, gestion et livraison, approvisionnement et gestion des stocks.
- Connaissance approfondie des circuits administratifs et commerciaux d'une société.
- Position cadre.

Adresser C.V. avec photo à M. Roger DEBEUF, CASTELLI FRANCE, 12, r. Fg-St-Honoré, Paris-8^e.

BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS A PARIS

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

DIPLOME (B) GRANDE ECOLE

pour participer, dans le cadre de son équipe d'informaticiens, au développement de ses activités de calcul automatique des ouvrages de génie civil.

Connaissance de la méthode des éléments finis et pratique du langage FORTRAN indispensables. Formation complémentaire en analyse numérique appréciée.

Notre n° 1.537, à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS, Cédex 02, qui transmettra.

AT 3 ou ATP ELECTRO-TECHNIQUE

Se prés. av. certifié de travail, SFAT, 3, rue du Colonel-Moli, PARIS (17^e) - M. Argentine

SPRAGUE FRANCE

Composants électroniques recherche :

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Formation grande école. 2 à 3 ans d'expérience. Connaissance Anglais souhaité.

Env. C.V. et prétentions : 2, av. A-Brandt, 7220 Bagnaux

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

recherche pour Septembre

responsable des études

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, ayant 2 ou 3 ans d'expérience dans l'enseignement.

Le candidat sera chargé, en étroite collaboration avec le Directeur, de la mise en œuvre et de la coordination de l'ensemble des actions de formation au niveau des enseignants et des étudiants.

La fonction lui donnera l'occasion de participer à la pédagogie active tout en ayant une expérience de plusieurs années.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 14 603 à :

Claude LANFRANCHI 11, rue Troyon - 75017 Paris

GROUPE IMPORTANT

spécialisé en documentation professionnelle recherche

DEUX ATTACHÉS COMMERCIAUX PARIS ET RÉGION PARISIENNE

- Expérience du milieu médical exigée ;
- Formation rémunérée ;
- Tous avantages sociaux cadres ;
- Salaire lié aux résultats - Statuts V.R.P. ;
- Possibilité d'avancer pour candidats de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, curr. vitae et photo, à : J. VOISARD - E.T. - 123, rue d'Alsace, 75014 PARIS.

Boulogne (près métro)

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

démarrant un 370/115 DOS VS POWER langage COBOL et GAP 2 évolution vers télétransmission recherche

ANALYSTE

RESPONSABLE DE PROJETS

Le poste comprendra d'un informaticien TRES CONFIE

DANS LA CONCEPTION ET LA MISE EN PLACE d'applications de gestion.

Adr. C.V. avec photo et prét. sous réf. E.T. 2 à :

ORDIS 15, rue Auber - 75009 PARIS

Recherchers

JOURNALISTE

si possible jeune femme. Collaboration à la signature dans magazines. Aura à écrire des articles pour leurs étrangers apprenant le français.

Adresser C.V., photo et prét. s/réf. 415 à S.W.E.R.T.S., B.P. 569 7544 PARIS CEDEX 09, n. fr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour VILLENEUVE-LE-CAPELLE

JEUNE FEMME COMPTABLE

2^e échelon Libre rapidement pour papiers, déclarations sociales, trésorerie et fournisseurs.

TECHNICIEN ÉLECTRICIEN

Tél. pour R.V. à Mme OBERT 79-45-46

COMPAGNIE AMÉRICAINE

banlière Sud Paris recherche

ADMINISTRATEUR DE PERSONNEL

- Jeune, dynamique, bonne présentation ;
- parlant et écrivant parfaitement anglais ;
- se chargeant des formalités, questions administratives et sociales, et problèmes divers du personnel cadre américain.

Expérience d'un an minimum, ou équivalent dans un poste similaire souhaité.

Adresser C.V. et lettre en anglais avec prét. sous réf. 8.035, à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

CHIEF DU SERVICE APRÈS-VENTE

Société Multinationale, dans le domaine de l'électronique de grande consommation, recherche pour son service après-vente situé à Boulogne (94)

UN RESPONSABLE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF EXPERIMENTE

Anglais écrit et parlé indispensable

Adresser curriculum vitae et prétentions à : n° 7133 à LE MOINS Publi, 5, rue des Italiens, 75077 PARIS (9^e), qui transmettra.

BANQUE S.E. PARIS

Fabricant matériel ELECTRO-MECHANIQUE de moyenne série (Léger dans sa branche) offre situation intéressante à :

CHIEF DE PRODUCTION

Nous recherchons un CADRE ou AGENT de MATHÉMATIQUES confirmé ayant expérience matériel électro-mécanique. Bon organisateur, sens des responsabilités, pour diriger service vingt à trente personnes.

Adr. C.V. manuscrit indiquant derniers employeurs perçus à B.E.O. Téhéran, 75008 Paris

ST-LAURENT RIVE GAUCHE

recherche pour sa nouvelle boutique

UNE COMPTABLE DE VENTE

et un 1^{er} Vendeur

Excellente présentation et élégance naturelle sont indispensables pour ces postes. Langue française souhaitée. Tél. 254-27-33 pour R.V.

offres d'emploi

CADRE SUPERIEUR

ANALYSTE INFORMATIQUE

UN COMPTABLE 2

ADRES-COMPTABLES

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

CHIEF SECRÉTAIRAT COMMERCIAL

INGÉNIEUR PROJET

INGÉNIEUR ADJOINT

INGÉNIEUR PLANIFICATION

INGÉNIEUR P.E.

PROFESSEUR EXPERIMENTE

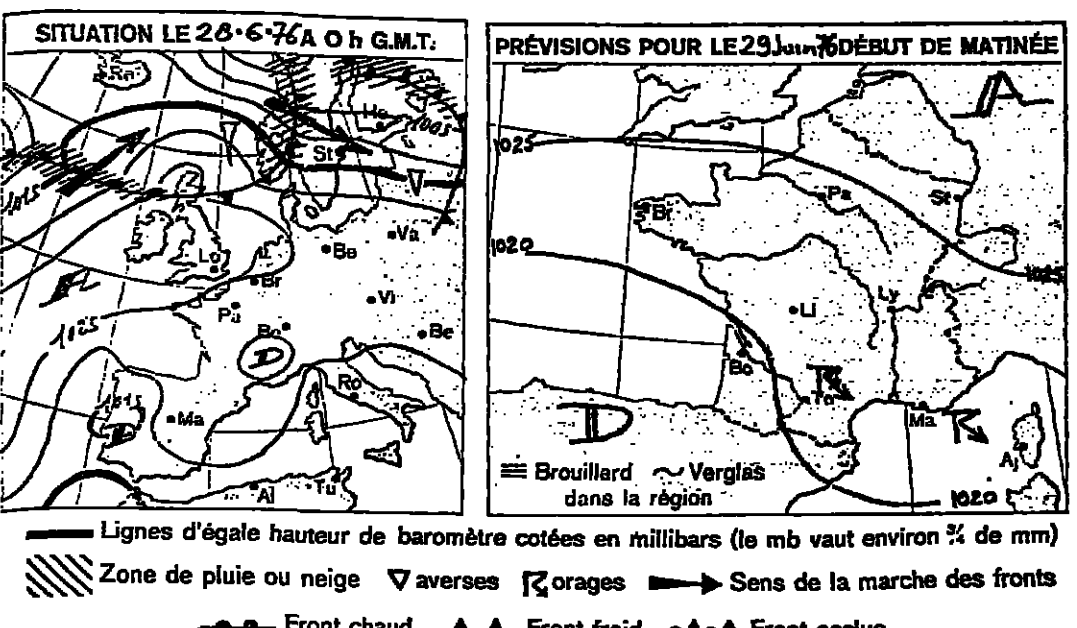
TECHNICIEN (NE)

مكتبة الامم المتحدة

حکومت الاحوال

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 juin à 8 heures et le mardi 29 juin à 24 heures : La France restera en bordure méridionale d'une éruption anticyclonique... Front chaud, Front froid, Front occlus.

Fonds officiels

DES DECRETS : Fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité... DES ARRETES : Fixant les mesures financières relatives à la lutte contre l'empoisonnement de rage des animaux sauvages.

Stages

Le Groupe français d'éducation nouvelle (G.F.E.N.) organise, du 6 au 9 septembre, à Melun, un stage où les thèmes étudiés seront : « Les activités d'été », « Les activités d'hiver ».

Vie quotidienne

NOUVELLES BORNES POUR LES TAXIS DE PARIS : Une nouvelle série de bornes d'appel taxi vient d'être mise en place, par arrondissement, dans la capitale.

Visites, conférences

MARDI 29 JUIN : VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : Caisse nationale des monuments historiques, 15 h, devant l'Institut, quai de la Seine.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1494. Grid for crossword puzzle with horizontal and vertical clues.

souvent payantes. — III. Symbole chimique : Hameau. — IV. Coule en Suisse, Prénoms féminins. — V. Abbréviation : Achémien par degrés vers l'éternel sommeil.

ABONNEMENTS DE VACANCES

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent continuer à recevoir le Monde.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux qui désirent d'être assurés de l'abonnements, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :

Quinze jours	20 F
Trois semaines	30 F
Un mois	40 F
Un mois et demi	48 F
Deux mois	62 F

ETRANGER (valeur normale) :

Quinze jours	25 F
Trois semaines	38 F
Un mois	50 F
Un mois et demi	58 F
Deux mois	77 F

EUROPE (avion) :

Quinze jours	43 F
Trois semaines	58 F
Un mois	81 F
Un mois et demi	118 F
Deux mois	156 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et les frais de la lettre d'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous transmettre accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant le départ, et, précédant les noms et adresses en lettres majuscules.

Le Monde. Service des Abonnements. 5, rue des Italiens, 75437 PARIS. C.C.P. 4207-23. Solutions to crossword puzzle and subscription information.

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

APRÈS LA GRÈVE DES CHIRURGIENS-DENTISTES

A Marseille

Libres opinions LES RAISONS DE LA COLÈRE

par le docteur JEAN JARDINÉ (*)

LES chirurgiens-dentistes sont en colère ! Ils ont fermé leurs cabinets le 18 juin et ont assuré, conformément à la déontologie, un service d'urgence...

POLÉMIQUE ENTRE M. DEFFERRE ET L'EXTRÊME GAUCHE

APRÈS L'ARRÊT DE TRAVAIL DES ÉBOUEURS

La situation est redevenue normale, ce lundi 28 juin à Marseille, dans le secteur du nettoyage et de l'enlèvement des ordures ménagères...

Cette action sera au besoin amplifiée et poursuivie jusqu'à ce que les résultats escomptés aient été obtenus. L'une des revendications, parmi les plus importantes, concerne la signature d'une convention pluri-annuelle associée à une nouvelle nomenclature de remboursement des soins et prothèses dentaires.

Dans un éditorial publié par le Provençal du 26 juin, M. Defferre écrivait notamment (le Monde daté 27-28 juin) : « J'ai pris mes responsabilités en signant avec l'armée une convention pour le nettoyage de la ville dans le cas où, ce matin (samedi), le service ne venait pas accomplir le travail. En fait, j'ai obtenu pour cela l'accord de nos autorités compétentes... »

Mal remboursés, les patients manifestent, à juste titre, leur mécontentement. Or la responsabilité de cet état de fait n'incombe ni aux praticiens ni à la Sécurité sociale, mais bien à ceux qui ont refusé d'entériner le projet élaboré en commun.

Après l'incident de dimanche à Paris, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a publié la mise au point suivante : « J'avais été prévenu par un communiqué du P.S.U. qu'un certain nombre de militants de cette organisation participaient à une manifestation organisée par la fédération de Paris du parti socialiste, dont l'entrée était libre... »

Les chirurgiens-dentistes s'inquiètent de la formation actuelle de leurs futurs confrères pour lesquels ils demandent une modification des critères de sélection, un meilleur enseignement socio-économique et un statut hospitalier.

Une mise au point : Après l'incident de dimanche à Paris, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a publié la mise au point suivante : « J'avais été prévenu par un communiqué du P.S.U. qu'un certain nombre de militants de cette organisation participaient à une manifestation organisée par la fédération de Paris du parti socialiste, dont l'entrée était libre... »

HONORAIRES MÉDICAUX

La F.M.F. poursuit les discussions sur les caisses d'assurance-maladie

La Fédération des médecins de France (F.M.F.), syndicat minoritaire, a décidé de poursuivre les discussions avec les caisses d'assurance-maladie sur la revalorisation des honoraires médicaux.

Responsabilité

La presse d'extrême gauche prend à partie, ce lundi 28 juin, le maire de Marseille et s'attaque au parti socialiste. Le mouvement des éboueurs marseillais, écrit Libération, aura mis au grand jour la nature du « crime » que nous préparons Gaston Defferre.

SALAIRES

Au 1er juillet LA HAUSSE DU SMC DEVRAIT ÊTRE DE L'ORDRE DE 5 %

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance sera revalorisé le 1er juillet, comme chaque année, pour tenir compte de l'évolution des salaires horaires durant l'année écoulée.

Un appel aux assurés parisiens

Aux médecins, la caisse indique que l'application de tarifs « syndicaux » les placerait hors convention et qu'ainsi les malades ne seraient plus remboursés que sur la base d'un tarif nettement inférieur (4 francs) au lieu de la base conventionnelle (30 francs).

Après avis de la commission supérieure des conventions collectives réunie ce lundi 28 juin, le gouvernement se prononcera lors du conseil des ministres du 30 juin. Rappelons que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. demandent que le SMC soit porté à 2 000 francs par mois.

Après l'incident de dimanche à Paris, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a publié la mise au point suivante : « J'avais été prévenu par un communiqué du P.S.U. qu'un certain nombre de militants de cette organisation participaient à une manifestation organisée par la fédération de Paris du parti socialiste, dont l'entrée était libre... »

Le 1er septembre 1976, les sept départements de la région de Porto-Rico ont organisé une conférence de travail à l'Assemblée législative de San Juan. L'objectif principal de cette réunion était d'étudier les moyens de renforcer la cohésion et la coopération entre les différents départements de la région. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique de la région. La conférence a été présidée par le gouverneur de Porto-Rico, et a réuni des représentants de tous les départements de la région.

ans le Nord

Le Nord de l'Algérie connaît une situation économique difficile. Les responsables algériens de l'industrie affirment que la principale cause de cette situation est la perte du monopole de fait dont bénéficiait l'industrie pharmaceutique française. Ils soulignent également que les importations de médicaments étrangers ont augmenté de 400 millions de francs, ce qui a entraîné une perte de 200 millions de francs pour l'industrie française. Pour réduire ce déficit commercial, les responsables algériens proposent de rétablir le monopole de fait dont bénéficiait l'industrie française.

LA HAUTE QUALITE

Le marché national de la haute qualité est en pleine expansion. Les consommateurs recherchent de plus en plus des produits de qualité, ce qui a entraîné une augmentation de la production de produits de haute qualité. Les entreprises ont investi dans des équipements modernes et ont mis en œuvre des procédures strictes de contrôle qualité. Les produits de haute qualité sont désormais disponibles dans tous les magasins de détail.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

LES PARTIENS

Les partis politiques ont organisé une série de réunions pour discuter de la situation politique du pays. Les participants ont discuté de diverses questions relatives à l'économie, à l'éducation, à la santé et à l'urbanisme. Ils ont convenu de mettre en œuvre une série de mesures visant à améliorer les services publics et à promouvoir le développement économique du pays.

ÉCONOMIE

A L'ÉTRANGER

L'Algérie confie à un consortium italo-américain la construction d'un important complexe pharmaceutique

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie vient de confier à un groupe italo-américain la construction d'un complexe pharmaceutique à Média. C'est un coup dur pour l'industrie française, dans la mesure où il s'agit d'un des quatre grands projets (les trois autres étant une usine de turbines à Oran, une fabrique de pneumatiques, une fabrique d'engins Poulain) auxquels Paris s'intéressait particulièrement.

Le contrat a été signé par la SNIC (Société nationale des industries chimiques) avec la société d'ingéniering C.T. P. SPA (Italie) pour la construction du complexe, et pour les licences de fabrication, avec l'Institut biochimique italien S.A.S. et E.R. Squibb and Sons Ltd (Etats-Unis). Cet ensemble représente un investissement de 500 milliards de dinars (600 millions de francs). Il s'étendra sur 40 000 mètres carrés, emploiera mille cinquante personnes, dont cent vingt-cinq cadres, et fournira la moitié de la consommation algérienne en antibiotiques, en sulfamides et en vitamines.

Les responsables algériens de l'industrie affirment que l'industrie algérienne ne s'agit pas d'une décision politique. « Les Italiens ont consenti, soulignent-ils, de bien meilleures conditions que les Français (1). Notre choix répond à des critères économiques. »

Cette affaire manquée aura d'importantes conséquences, la principale étant, dans un premier temps, la perte du monopole de fait dont bénéficiait l'industrie pharmaceutique française. L'Algérie, dont les importations s'élevaient à 400 millions de francs, était son premier client mondial. A la longue, les médicaments français risquent fort d'être éliminés du marché algérien.

Pour réduire son déficit commercial avec Paris, Alger com-

mercialisée déjà, depuis quelques mois, des médicaments anglais, espagnols et italiens. Pendant les cinquante mois nécessaires à la construction du complexe, elle va intensifier ses achats à l'Italie pour rentabiliser les licences acquises et accoutumer les consommateurs aux nouveaux produits.

L'usine d'automobiles d'Oran

Venant après bien d'autres, ce nouvel échec français amène à s'interroger sur le sort qui sera fait au projet de construction de l'usine d'automobiles d'Oran, qui doit produire cent mille voitures par an.

Renault et Fiat restent en concurrence. La firme française était (le Monde du 26-27 juin 1975) et demeure apparemment la mieux placée. Les études techniques et juridiques sont terminées, l'accord aurait pu être signé rapidement si le problème des conditions de financement avait été réglé. L'usine sera construite dans le quartier de l'Estimé, mais M. Abdesslam, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, nous avait dit, en janvier dernier, qu'après avoir fait ses comptes il avait constaté que l'usine ne serait pas rentable. La situation ne semble guère avoir évolué depuis.

AUTOMOBILE

LES RÉPARATEURS AFFIRMENT QU'ILS POURRAIENT EMBAUCHER CENT MILLE TRAVAILLEURS

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Dans la motion finale du congrès qui s'est tenu à Grenoble du 23 au 26 juin, les membres de la Chambre syndicale nationale des commerçants et réparateurs automobiles (C.S.N.C.R.A.) affirment : « Pour le seul secteur de la réparation automobile, notre profession (1) serait en mesure de prendre l'engagement d'embaucher sur l'ensemble du territoire cent mille travailleurs, sous réserve de deux conditions : la première tient dans la participation financière du gouvernement en vue d'une reconversion de cette main-d'œuvre employée, à qui il convient de donner une formation, la profession apportant ses centres et ses formations. La seconde consiste dans la possibilité pour nos entreprises d'inclure dans leurs prix de revient les charges découlant des délais d'adaptation nécessaires pour que cette main-d'œuvre atteigne la qualification exigée dans nos ateliers. »

Les mille deux cents participants au congrès national de la C.S.N.C.R.A. ont également constaté avec amertume que les constructeurs ont augmenté le prix des voitures de 50 % en moyenne en dix-huit mois, alors que les pouvoirs publics refusaient aux réparateurs la liberté des prix.

Les participants à ce congrès ont enfin approuvé le protocole d'accord qui sera signé dans les prochains semaines par la C.S.N.C.R.A. et l'Institut national de la consommation, afin d'établir une « charte pour les voitures d'occasion ». (Le Monde du 27-28 juin.)

(1) La réparation automobile emploie environ 350 000 salariés.

LE PRIX DES PÊCHES.

Appuyant l'accord avec les professionnels des fruits et légumes, le ministère de l'économie et des finances a publié les prix des pêches pour cette fin de semaine : catégorie 1 (étiquette verte) calibre C entre 4,50 F et 6 F le kg ; catégorie 2 (étiquette verte) calibre B entre 5,40 F et 6,90 F le kg pour les pêches jaunes. Les fruits blancs se vendent environ 1 F de plus au kg.

De son côté, M. Bois, président de la section pêche de l'Association française des comités économiques fruits et légumes (AFCEFL), a présenté une « radiocopie » du prix du fruit : prix minimum à la production 1,78 F le kg, prix de revient pour un verger ayant un rendement de 10 tonnes à l'hectare, conditionnement (1,11 F), transport, marge du grossiste (12 %) prix d'achat par le détaillant 3,76 F ; prix de vente au consommateur 5,64 F le kg.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BABCOCK FIVES

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Jacques Féron et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

SOCIÉTÉ ANONYME DES USINES CHAUSSON

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Michel Thorez et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

L'ALIMENT ESSENTIEL

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Michel Thorez et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

FOINCIA

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Gérard Duxant et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Gérard Duxant et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

immobiliers du Nord

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Gérard Duxant et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES NOUVELLES GALERIES

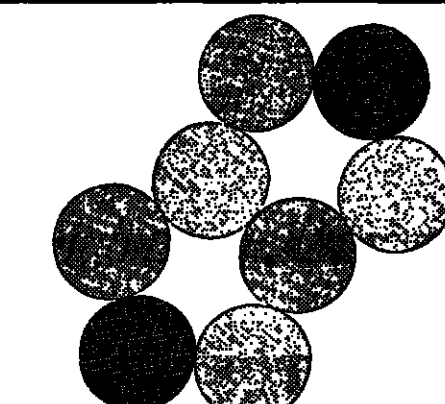
L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Gérard Duxant et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Gérard Duxant et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.

immobiliers du Nord

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 15 juin 1976 sous la présidence de M. Gérard Duxant et a approuvé les comptes de l'exercice 1975. L'assemblée a décidé de verser un dividende de 1 000 millions de francs par action de 100 F, soit un total de 100 000 millions de francs. Le dividende sera versé le 15 juillet 1976.



la reprise s'accélère notre objectif prioritaire est de rétablir la rentabilité

déclare M. Renaud GILLET, Président de RHÔNE-POULENC, au cours d'une interview.

CHIMIE

Divisions Chimie Fine, Chimie Minérale, Pétrochimie, Polymères

La Chimie Minérale a vu son activité hors engrais fléchir d'environ 15 %, avec quelques secteurs relativement épargnés. Toutefois, son chiffre d'affaires n'a diminué que de 5 %. Particulièrement affectée, la Division Pétrochimie n'a pu réaliser qu'un chiffre d'affaires en régression de 26 %. Le chiffre d'affaires en produits fabriqués de la Division Polymères a connu une diminution de 27 %. L'amélioration de la conjonction du taux moyen d'activité des usines. Pour la Chimie Fine, l'exercice a été marqué par une forte diminution du volume des ventes (de l'ordre de 15 %). L'activité du secteur génie médical a été satisfaisante, mais les grands produits organiques utilisés comme intermédiaires pharmaceutiques ou phytosanitaires ont été affectés par des baisses de prix et un manque de demande en aval. Au total, le chiffre d'affaires a régressé de 9,4 %.

Division Textile

Dans une conjonction particulièrement sévère pour l'industrie européenne, le tonnage de fils et fibres chimiques vendu par Rhône-Poulenc-Textile s'est inscrit en retrait de 8 % sur l'année précédente. Dans une conjonction analogue, les filiales européennes ont également régressé en chiffre d'affaires, comme Deutsche Rhodiacheta (-10 %) et Viscosuisse S.A. (-18 %).

Division Films

Les chiffres d'affaires des quatre départements de la Division ont évolué ainsi : Films - 25 % ; Reprographie + 11 % ; Industries graphiques - 14 % ; Média magnétiques + 7 %. Fortement exportatrice (40 % du chiffre d'affaires total).

Principales filiales étrangères

Grande-Bretagne, les activités de May & Baker ont continué à se développer de façon satisfaisante, avec des ventes en monnaie nationale en accroissement de 28 %. Au total, 63 % des ventes ont été réalisées hors de Grande-Bretagne. Brésil, le chiffre d'affaires de l'ensemble des sociétés du Groupe s'est inscrit en nette augmentation, passant de 1 348 à 1 678 millions de francs. États-Unis, le chiffre d'affaires de Rhodia Inc. (82 millions de dollars), a légèrement progressé. Les produits phytosanitaires ont marqué un net accroissement (30 %).

Division Phytosanitaire

Malgré une expansion plus modérée que lors de la précédente campagne, l'ensemble de la branche a enregistré un accroissement de son chiffre d'affaires, mais avec un volume de production inférieur. En France, Pepsa a pratiquement maintenu son chiffre d'affaires, et Rhodiagri a vu sa politique commerciale très offensive récompensée par une augmentation de ses ventes de 12 %.

Division Santé

Dans la branche pharmacie, les sociétés du Groupe ont mieux résisté que la concurrence et amélioré leur posi-

Ecole Nouvelle d'Organisation

Economique et Sociale

Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX FONCTIONS

DE PERSONNEL

Le prochain stage :

DROIT DU TRAVAIL ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL

d'une durée de 120 heures destinée aux CADRES D'ENTREPRISE débutera les

7 et 8 Octobre 1976

Inscriptions et renseignements à

ENOES

62 r. Mirosmas 75008 Paris

Tél. 622.53.55 (lignes groupées)



rhône-poulenc

22, AV. MONTAIGNE - PARIS 8^e - TEL. 292.40.00

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RICOLÈS - ZAN S.A.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 juin 1976 sous la présidence de M. André Baudry, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Il est rappelé que la société Ricolès-Zan a absorbé par fusion sa filiale Régence Florent, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1975, sans qu'il en résulte d'augmentation de capital.

Le chiffre des ventes et réalisations hors taxes, hors droit sur l'alcool, s'élève à 63 624 000 F contre 52 276 000 francs en 1974 (ventes Florent déduites), soit une augmentation de 20 %.

Après amortissements de 2 160 384 francs contre 1 920 202 F, la constitution d'une provision pour hausse de prix de 307 306 F contre 1 510 142 F, imputés sur les sociétés de 1 538 214 F contre 1 449 056 F, le bénéfice net ressort à 1 695 823 F contre 940 876 F.

L'assemblée générale a fixé le dividende à 3,75 F par action, ce qui, augmenté de l'impôt déjà payé au Trésor de 1,88 F, correspond à un revenu par action de 5,63 F contre 5,25 F en 1974. Ce dividende sera mis en paiement le 30 septembre 1976.

La progression du chiffre d'affaires pour les cinq premiers mois de 1976 est de 11 %.

LORDEX

Le dividende de 2 F qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, soit 4 F, formera un revenu global de 12 F sera payable à partir du 15 juillet 1976 contre remise du coupon n° 24 et non le 15 septembre comme indiqué dans le communiqué paru dans le Monde du 22 juin 1976.

GROUPE ADIA INTERIM

Le prix de « Promotion Internationale » vient d'être remis au groupe Adia Interim par M. Léo Hamon, ancien ministre.

Ce groupe gère environ cent quatre-vingt-dix bureaux dans le monde.

En France, il contrôle plusieurs sociétés de travail temporaire, dont le groupe S.E.D. et U.T.I. qui détiennent environ mille cinq cents personnes d'une façon constante dans les entreprises françaises.



BÉGHIN - SAY

L'assemblée générale ordinaire de Béghin-Say, réunie le 24 juin 1976 à Paris sous la présidence de M. Ferdinand Béghin, a approuvé les résolutions qui lui ont été proposées et notamment les comptes et le bilan de l'exercice 1975, qui se soldent par une perte de 34 886 519 F, après 209 025 465 F d'amortissements, 5 402 851 F de provisions pour impôt et 78 974 216 F de provision pour hausse des prix.

Il ne sera pas distribué de dividende et la perte sera imputée sur les réserves et la prime de fusion.

Le « cash flow » net de l'exercice (amortissements plus provisions pour hausse des prix moins perte de l'exercice) s'élève à 253,2 millions contre 253,5 millions en 1974.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France Paris 1958

Les intérêts courus du 15 juillet 1975 au 14 juillet 1976 sur les parts Electricité de France 1958 seront payables à partir du 15 juillet 1976, à raison de 16,40 F par titre de 200 F nominal, contre détachement du coupon n° 18 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 1,87 F (montant global : 18,27 F).

Pour cet emprunt, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prélèvement d'impôt forfaitaire.

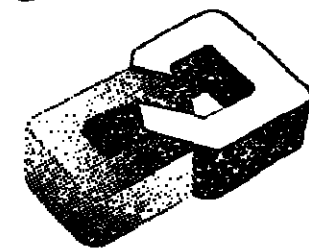
A partir de la même date, les 158 000 parts appartenant à la série désignée par la lettre « A », sortie au tirage du 6 mai 1976, cessent de porter intérêt et seront remboursées à 410 02 F, coupon n° 19 au 15 juillet 1977 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués, sans frais, aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, Recettes des finances et perceptions), à la Caisse Nationale de l'Énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Banque Populaire de France, Société Centrale de Banque.

GROUPE CIC

15 banques régionales



1 groupe national

Emprunt 1976
180 000 000 f.

Taux d'intérêt
10,80 %

- en 180 000 obligations
- de 1 000 F nominal
- prix d'émission : 1 000 F par obligation
- intérêt annuel : 108 F par titre
- amortissement : au pair, en 10 séries annuelles égales, à partir de 1978

Rendement actuariel brut
10,78 %

10 banques du groupe CIC participent à l'emprunt :

Crédit Industriel et Commercial
Banque Dupont (Banque L. Dupont et Cie et Banque Journal et Cies réunies)
Banque Régionale de l'Ain
Banque Scalbert
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine

Crédit Industriel de Normandie
Crédit Industriel de l'Ouest
Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial
Société Nancéienne de Crédit Industriel et Varin-Bernier
Union de Banques Régionales pour le Crédit Industriel

Bale du 28 juin 1975 - Non validé par la CDS N° 175-82 du 9 juin 1976

M.L.S. PARTICIPATIONS

L'assemblée générale ordinaire du 24 juin 1976 et a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1975, qui, malgré une hausse sensible des revenus (+ 66 %) et une diminution des frais généraux, font apparaître un bénéfice net inférieur à celui de 1974 (1 074 208 F contre 1 307 775 F), en raison des pertes exceptionnelles sur des titres aujourd'hui intégrés.

Elle a voté la distribution d'un dividende de 9 F par action (contre 8,10 F l'an dernier), ce qui, avec l'impôt de 4,90 F déjà payé au Trésor (avoir fiscal), assure un revenu global de 13,90 F par action (contre 12,15 F).

Ce dividende, qui sera représenté par le coupon n° 54, sera mis en paiement le 5 juillet 1976 aux guichets de la Banque Worms, de la Banque Rothschild, de la Banque de Neuchâtel, Schlumberger, Mallet et de MM. Rottinger et Cie.

DMC

L'assemblée générale ordinaire de DMC, réunie le 24 juin 1976 et a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net comptable de la société de 6,7 millions de francs et une perte consolidée, intérêts des titres inclus, de 31,2 millions de francs.

Le dividende a été fixé à 4,30 F par action, avec fiscal comprise, payable à partir du 5 juillet 1976.

L'assemblée générale a par ailleurs renouvelé le mandat d'administrateur de M. Jean de Precigout.

Dans son allocution, le président Jacques Blosse Duplan a indiqué que la reprise sectorielle et progressive et une certaine amélioration des prix avaient permis de réaliser, au cours des cinq premiers mois de l'année, un chiffre d'affaires de 940 millions de francs (+ 10 %), le mois de mai étant lui-même supérieur de 19 % à mai 1975, et de dégager un résultat brut consolidé et provisoire de 26,8 millions de francs pour le premier trimestre 1976.

Après avoir réaffirmé sa confiance dans l'avenir de l'industrie textile dans les pays développés, le président a estimé que le deuxième semestre devait confirmer, pour les principaux produits du groupe DMC, la reprise déjà amorcée et permettre d'obtenir un résultat sensiblement meilleur que celui de l'exercice 1975.

LOCATION DE VOITURES

europcar
645.21.25

GIMAT

GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le « GIMAT » a contribué depuis son origine à financer des installations industrielles fixes réparties sur la totalité du territoire, concourant ainsi au renforcement du tissu industriel et à la stabilisation de l'emploi, pour le compte de 138 Sociétés productrices de matériaux de construction comprenant des groupes de dimension nationale associés à des petites et moyennes entreprises.

1.598.700.000 francs
d'emprunts lancés depuis 1967



12, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. : 260-38-54

UN GROUPEMENT SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT À LONG TERME GÉRÉ PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS

avec l'assistance technique d'experts financiers



BANCA NAZIONALE DELL'AGRICOLTURA

Siège Social et Direction Générale : Rome

ASSEMBLÉE DU 30 AVRIL 1976

La B.N.A., Banca Nazionale dell'Agricoltura, a continué en 1975 à suivre une politique d'une part de fractionnement des dépôts de la clientèle et d'autre part de sélection des emplois au profit de l'appareil productif. La clientèle, petite et moyenne en particulier, a fourni 73 % de disponibilités et a absorbé 65 % de la distribution du crédit. En outre, 91,4 % des remplois ordinaires ont été destinés aux entreprises alors que 4,9 % et 3,7 % sont allés respectivement aux familles et au secteur public.

Le fractionnement des dépôts de la clientèle a permis d'obtenir une base stable de liquidité, tandis que l'importance croissante des services, l'opportunité dans tous les secteurs économiques et le contact très étendu avec les familles ont amené à une augmentation des interventions de la Banque.

Le Président, Monsieur G. Ennio Barilla, a illustré aux actionnaires ces résultats positifs.

L'ensemble des dépôts de la clientèle a été de 3.635 milliards contre 2.837 milliards en 1974 avec une augmentation de 28,6 %.

Les remplois ordinaires avec la clientèle ont atteint le montant de 2.001 milliards avec une augmentation de 25,8 % par rapport à l'année précédente.

Le bénéfice net a été de 6.510.598.013 lire, ce qui permet la distribution d'un dividende de 175 lire pour chaque action de valeur nominale de 500 lire, égal à celui de l'an dernier, payable aux guichets de la Banque à partir du 3 mai 1976, et un apport aux réserves et aux provisions de 3.300.000.000 de lire. Récemment le capital social a été porté de 8 à 16 milliards, de sorte que les fonds propres de l'établissement s'élevaient maintenant à 47.680.432.000 lire.

L'assemblée, de son côté, a approuvé la proposition d'une augmentation ultérieure du capital social de 16 à 24 milliards, par attribution gratuite aux actionnaires de 8 millions de nouvelles actions ordinaires de 500 lire et par souscription à la valeur nominale de 8 millions de nouvelles actions en option aux actionnaires.

L'assemblée a procédé également à la nomination d'un commissaire aux comptes suppléant en la personne de Monsieur Andrea Salvigni. Le Conseil d'Administration, qui s'est réuni aussitôt après l'assemblée, a confirmé le comité exécutif, qui se compose ainsi : Monsieur G. Ennio Barilla, Président ; Monsieur Leonida Mizzi, Vice-Président ; Monsieur Giovanni Auletta Armenise, Vice-Président ; Monsieur Carlo Bruno Buchetti, Secrétaire ; Monsieur Giuseppe Marmila, Monsieur Adina Piana Caselli et Monsieur Giovanni Vender, Conseillers.

Les Directeurs Généraux de la Banque sont Monsieur Goffredo Gamberara et Monsieur Ulpiano Quaranta, les Directeurs Généraux Adjointes : Monsieur Amilcare Cristallini et Monsieur Pina Venturini.

Les postes les plus significatifs du bilan sont :

— Total des dépôts	3.634.856.540.009 L.
— Masse fiduciaire	2.744.059.885.543 L.
— Fonds propres	47.680.432.000 L.
— Remplois ordinaires	2.000.873.284.302 L.
— Bénéfice de l'exercice	6.510.598.013 L.
— Total général	6.413.264.085.572 L.

Bilan en progression

Le premier exercice social de la Banque Bruxelles Lambert depuis la fusion, qui s'est déroulé dans un environnement économique difficile, peut être synthétisé comme suit :

• développement harmonieux du processus d'intégration des deux banques fusionnées, guidé par le souci permanent de limiter au maximum les désagréments pour la clientèle

• progression de FB 34,5 milliards ou 11,2 %, du 31 mars 1975 (total de la Banque de Bruxelles et de la Banque Lambert) au 31 mars 1976, de l'ensemble des dépôts clients et banquiers, malgré l'adoption d'une politique restrictive dans le recrutement des gros dépôts à terme FB et des dépôts de banquiers. L'accroissement, d'une année à l'autre, s'établit à 15,6 % pour les dépôts clients FB ordinaires

• augmentation de 7,3 %, de la fin mars 1975 à la fin mars 1976, de l'encours global des crédits octroyés aux secteurs privé et public

• expansion de la plupart des autres activités, principalement dans le domaine des opérations financières et en matière d'émissions. La Banque Bruxelles Lambert a participé à concurrence de FB 36,3 milliards au placement des emprunts des pouvoirs publics belges en 1975-1976. Elle a, par ailleurs, dirigé ou co-dirigé 37 émissions internationales

• resserrement des relations avec les banques européennes partenaires au sein de l'association Abecor

• réexamen de l'ensemble des filiales et participations en vue de valoriser les complémentarités ou de supprimer les doubles emplois résultant de la fusion. Ceci s'est déjà traduit par un certain nombre d'initiatives concrètes telles que la constitu-

tion de Sogès-Fiducem par la fusion des deux principales filiales fiduciaires, l'accord - soumis à l'approbation des autorités américaines - portant sur la cession à la Chase Manhattan Bank de la participation dans la Banque de Commerce, le rachat de la participation de Drayton Group dans le capital de la Banque de Bruxelles-Drayton Ltd devenue filiale à 100 % sous la raison sociale Bank Brussels Lambert (U.K.) Ltd, et la naissance prochaine de la Banque Bruxelles Lambert (Suisse) S.A. par le rapprochement de la Banque de Bruxelles (Suisse) et de la Banque Lambert (Suisse)

• majoration du produit brut mais réduction du bénéfice sous l'effet conjugué du nouvel alourdissement considérable des frais généraux et de charges exceptionnelles, dont celles inhérentes à la fusion, entièrement supportées par l'exercice. Le bénéfice d'exploitation, avant taxes, impôts et amortissements, s'est élevé à FB 1.585,4 millions. Après déduction de FB 428,7 millions de charges fiscales et de FB 891,6 millions d'amortissements et provisions, l'exercice 1975-1976 s'est soldé par un bénéfice net (non consolidé) de FB 265,1 millions. Compte tenu des filiales bancaires, qui ont toutes enregistré une amélioration notable de leurs résultats, le bénéfice net consolidé s'établit à FB 388,3 millions.

L'assemblée générale du 24 juin 1976 a décidé la mise en paiement du dividende statutaire de FB 50 brut par action, soit, sous déduction du précompte mobilier, FB 40 net par action. Aucun dividende n'avait été payé au titre de l'exercice précédent.



Banque Bruxelles Lambert

Principaux éléments du bilan au 31 mars (milliards de FB) (1)

	1975-76	1974-75	1973-74	1972-73	1971-72
Total du bilan	381,6	287,3	301,6	246,0	194,4
Dépôts de clients (et bons de caisse)	207,8	159,4	155,4	132,5	110,3
Dépôts de banquiers (et filiales)	131,0	97,6	116,2	89,0	62,1
Fonds propres	9,8(2)	6,8	6,8	6,6	6,5
Crédits au secteur privé	140,6	108,4	102,6	81,1	74,5
Crédits au secteur public belge	104,0	80,9	78,3	67,4	52,1

(1) Banque de Bruxelles pour les exercices 1971-72 à 1974-75; Banque Bruxelles Lambert pour l'exercice 1975-76.
(2) y compris l'emprunt subordonné de F 3 milliards.

Le rapport annuel peut être obtenu sur demande adressée au Secrétariat général de la Banque Bruxelles Lambert, 24, avenue Marx, 1050 Bruxelles.

LES A

ATIÈRES PREMIÈRES

des principaux marchés du 29 juin 1976

Marché	Cours	Différence
Or (gramme)	202,50	+ 0,25
Argent (gramme)	16,50	+ 0,05
Platine (gramme)	1.200,00	+ 10,00
Diémanth (carat)	1.200,00	+ 10,00
Carbone actif	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Paris	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de New York	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Londres	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Francfort	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Milan	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Rome	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Madrid	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Barcelone	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Lisbonne	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Oporto	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Valence	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Séville	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Cadix	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Malaga	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Grenade	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Cordoue	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Huelva	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Zamora	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Salamanca	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Valladolid	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Burgos	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Cantabrie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Castille	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de León	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Pologne	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Tchécoslovaquie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Hongrie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Roumanie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Bulgarie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Grèce	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse de Turquie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Israël	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Arabie Saoudite	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Irak	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Iran	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Afrique du Nord	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Afrique du Sud	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Amérique du Nord	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Amérique du Sud	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Europe	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Asie	1.200,00	+ 10,00
Indice de la Bourse d'Océanie	1.200,00	+ 10,00

BOURSE DE

VALEURS Cours Différence

VALEURS	Cours	Différence
1000 1975	1000	0
1000 1976	1000	0
1000 1977	1000	0
1000 1978	1000	0
1000 1979	1000	0
1000 1980	1000	0
1000 1981	1000	0
1000 1982	1000	0
1000 1983	1000	0
1000 1984	1000	0
1000 1985	1000	0
1000 1986	1000	0
1000 1987	1000	0
1000 1988	1000	0
1000 1989	1000	0
1000 1990	1000	0
1000 1991	1000	0
1000 1992	1000	0
1000 1993	1000	0
1000 1994	1000	0
1000 1995	1000	0
1000 1996	1000	0
1000 1997	1000	0
1000 1998	1000	0
1000 1999	1000	0
1000 2000	1000	0

VALEURS

Cours Différence

VALEURS	Cours	Différence
1000 1975	1000	0
1000 1976	1000	0
1000 1977	1000	0
1000 1978	1000	0
1000 1979	1000	0
1000 1980	1000	0
1000 1981	1000	0
1000 1982	1000	0
1000 1983	1000	0
1000 1984	1000	0
1000 1985	1000	0
1000 1986	1000	0
1000 1987	1000	0
1000 1988	1000	0
1000 1989	1000	0
1000 1990	1000	0
1000 1991	1000	0
1000 1992	1000	0
1000 1993	1000	0
1000 1994	1000	0
1000 1995	1000	0
1000 1996	1000	0
1000 1997	1000	0
1000 1998	1000	0
1000 1999	1000	0
1000 2000	1000	0

Compte tenu de la brièveté de la cotation, les cours des valeurs sont donnés à titre indicatif.

VALEURS

Cours Différence

196	Applicat. gaz	150 50	196	Applicat. gaz	150 50
195	Aquitaine...	554	195	Aquitaine...	554
67	certif.	62 50	67	certif.	62 50
125	Arjen-Priou	137 ..	125	Arjen-Priou	137 ..
271	Ass. Gr. Paris	263	271	Ass. Gr. Paris	263
246	Ass. Entrep.	241	246	Ass. Entrep.	241
154	Aux. Navig.	156 15	154	Aux. Navig.	156 15
88	Babe-Fives ..	94 50	88	Babe-Fives ..	94 50
110	Baif-Equip.	101	110	Baif-Equip.	101
221	Bali-Invest.	223	221	Bali-Invest.	223
145	B.C.T.	141 50	145	B.C.T.	141 50
82	Bazar H. V. .	85	82	Bazar H. V. .	85

Léger ralentissement de l'inflation en France

Prix de détail : + 0,7 % en mai

- ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS**
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur
- CD
EP**
- PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT**
SECTION - COMPTABILITÉ - MARKETING
- préparer le D.E.C.S., c'est bien***
préparer le B.T.S. de Distribution, c'est bien...
- ... préparer les deux à la fois, c'est mieux !***
- 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS**
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

On dira que l'objet de la nouvelle réunion n'est pas sérieux. Mais, alors, qu'est-ce qui est sérieux ? La question de savoir où il se passe, maintenant. Sagissait-il, jusqu'à, de redonner une certaine importance aux thèmes des divergences défendues par les industriels en ce qui concerne les relations avec le monde ? Toute discussion de ce genre, à semble-t-il, du président Ford ne paraît pas, qu'à contraindre le public américain de la France des points de vue des Etats-Unis et leurs alliés. Sagissait-il de mettre en avant les dangers d'une trop rapide propre à faire perdre le monde dans les chiffres ? Mais, auparavant, s'était tenu une réunion ministérielle de la P.O.C.D.E. préparée plusieurs mois par le secrétaire général de cet organisme, qui était précisément une telle angoissante question. Peut-être est-ce à reprendre, si les chefs de gouvernement s'étaient au moins de présenter les aspects de la situation en tant que combler les dangers de celle dont les gouvernements ont été adoptés par quatre ministres des Affaires étrangères des Sept, et qui est par la Muette. L'objectif de croissance de 5,5 % en 1980 d'ici à 1980. Un tel objectif en tenant compte de la ratissage, est-il soutenable pendant plusieurs années, ou pendant la période de récession, les prix monétaires des pays les plus développés de plus de 8 % l'an ?